

RAPPORT DE GÉNÉRATION ÉGALITÉ SUR LA REDEVABILITÉ 2024



ONU FEMMES

ONU Femmes est l'entité des Nations Unies qui œuvre en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Défenseuse des femmes et des filles à l'échelle mondiale, elle a été créée pour accélérer les progrès en vue de répondre à leurs besoins dans le monde entier. ONU Femmes appuie les États membres de l'ONU dans la mise en place de normes mondiales visant l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile pour élaborer les lois, les politiques, les programmes et les services nécessaires pour garantir que ces normes sont effectivement mises en œuvre et profitent réellement aux femmes et aux filles partout dans le monde. Elle œuvre à l'échelle mondiale pour que la vision des objectifs de développement durable devienne une réalité pour les femmes et les filles, et soutient la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, en se concentrant sur quatre priorités stratégiques : 1) l'égalité entre femmes et hommes en matière de direction des systèmes de gouvernance, de participation à ces systèmes et en termes de bénéfices tirés de ces systèmes ; 2) la sécurité des revenus, le travail décent et l'autonomie économique des femmes ; 3) une vie exempte de violence pour toutes les femmes et les filles et 4) l'intégration des femmes et des filles dans tous les aspects des processus de paix et de sécurité, car elles contribuent davantage à la construction d'une paix durable et de la résilience, et doivent bénéficier de manière égale de la prévention des catastrophes naturelles et des conflits ; ainsi que de l'action humanitaire. ONU Femmes coordonne et promeut également le travail du système des Nations Unies pour faire progresser l'égalité des sexes.

GÉNÉRATION ÉGALITÉ

Génération Égalité est une initiative multipartite convoquée par ONU Femmes en partenariat avec le système des Nations Unies, la société civile, les jeunes, les gouvernements, le secteur privé et les philanthropes pour mobiliser les partenaires, augmenter les investissements, générer des résultats et accélérer la mise en œuvre complète et efficace du Programme d'action de Beijing et des objectifs de développement durable. Génération Égalité est ancrée dans la Décennie d'action des Nations Unies. Elle met l'accent sur la réalisation de l'objectif de développement durable n° 5 sur l'égalité des sexes et sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en faveur des femmes et des filles dans toute leur diversité.

Le rapport peut être consulté à l'adresse suivante : <https://commitments.generationequality.org/fr/accountability-report-2024>

ONU Femmes tient à exprimer sa gratitude aux dirigeants, aux porteurs d'engagements et aux signataires du Pacte qui ont pris part à l'enquête, fourni des données et cocréé les histoires percutantes.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles d'ONU Femmes, des Nations Unies, de l'une de ses organisations affiliées ou de l'un des porteurs d'engagements ou signataires du Pacte. Pour une liste des erreurs ou omissions constatées après l'impression, veuillez consulter notre site Web.

e-ISBN : 9789211067460

REMERCIEMENTS

Direction, Recherche et données : Papa Seck

Direction du rapport : Maureen Gitonga

Rédaction du rapport : Maureen Gitonga, Raymond Jacky Shama, Svenja Siemonsen, Asha Meagher, Varsha Appaji

Collecte de données : Klaus Blass, outil d'enquête de la Banque mondiale « Survey Solutions ».

Production, communication et diffusion : Carla Arita Carozzo, Laura Gagliardone

Révision et contribution : Shoko Ishikawa (ONU Femmes), Ziad Sheikh (ONU Femmes), Lopa Banerjee (ONU Femmes), Hélène Molinier (ONU Femmes), Molline Marume (ONU Femmes), Jeevika Shiv (ONU Femmes), Isatou Badjie (ONU Femmes), Shakira Choonara (ONU Femmes), Szilvia Lehel (ONU Femmes), Rosalind Helfand (ONU Femmes)

Révision : Maya Casagrande, Jennifer Ross

Conception : Design plus d.o.o.

© ONU Femmes, 2024

Fabriqué aux États-Unis

Tous droits réservés

AVANT-PROPOS



À six ans de l'échéance de 2030, des efforts considérables ont été déployés pour faire progresser l'égalité des sexes, les droits fondamentaux et l'autonomisation des femmes et des filles avant la date butoir fixée pour les objectifs de développement durable (ODD). Toutefois, les progrès substantiels concernant les engagements fondamentaux restent lents et inégaux, selon les questions et les régions. À ce jour, aucun indicateur de l'ODD 5, qui vise l'égalité des sexes et

l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles, n'a été pleinement atteint et seuls deux sont proches de la cible. Bien que les taux de pauvreté des femmes et des filles s'améliorent, au rythme actuel, des millions d'entre elles resteront dans l'extrême pauvreté pendant encore 137 ans. En matière de scolarisation, la parité mondiale a été atteinte, mais 119,3 millions de filles continuent d'être privées d'éducation. De même, les mariages d'enfants diminuent, mais trop lentement pour que cette pratique disparaisse avant 2092.

Les données sont sans équivoque : l'incapacité à réaliser l'égalité des sexes et à assurer les droits et l'autonomisation des femmes et des filles constitue un obstacle insurmontable pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Et tout le monde en subira les conséquences. L'UNESCO estime à plus de 10 000 milliards de dollars le coût annuel global pour les pays qui n'éduquent pas correctement leurs jeunes populations. Si rien n'est fait, la fracture numérique entre les sexes pourrait coûter aux pays à revenu faible ou intermédiaire environ 500 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.

À l'inverse, investir dans les femmes et les filles est possible et recèle un énorme potentiel inexploité pour les sociétés. Comblar les inégalités entre les sexes en matière de productivité agricole et l'écart salarial dans les systèmes alimentaires pourrait accroître les revenus des femmes et le PIB mondial de près de 1 000 milliards de dollars et réduire le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire de 45 millions, et les investissements dans le secteur des soins pourraient créer 300 millions d'emplois d'ici à 2035.

Alors que les dirigeants et dirigeantes du monde entier s'apprêtent à se réunir à l'occasion du Sommet de l'avenir de 2024 pour forger un nouveau consensus international en vue d'un avenir meilleur, il est essentiel que nos engagements se traduisent en actions concrètes fermement ancrées dans l'égalité des sexes et les droits des femmes. Cela nécessite des actions et des résultats mesurables, soutenus par une coopération mondiale efficace.

À la fois méthodologie, communauté de porteurs d'engagements et forum, Génération Égalité est le moteur de ce changement. En tant qu'initiative

mondiale, elle encourage l'action grâce à une approche multigénérationnelle et multipartite. En réunissant des activistes, des dirigeants et des organisations de divers secteurs, elle fait tomber les barrières systémiques qui empêchent les femmes et les filles de progresser pleinement. Génération Égalité se concentre sur des questions essentielles telles que l'égalité de rémunération, le partage équitable des tâches non payées, l'éradication de la violence basée sur le genre, l'accès aux soins de santé et l'accroissement de la participation politique des femmes.

Cette troisième édition du rapport de Génération Égalité sur la redevabilité confirme et assoit les progrès considérables enregistrés à mi-parcours l'année dernière. Sur les 1 308 engagements déclarés, 16 % sont désormais réalisés et 75 % sont en cours. Les engagements financiers, qui constituent le pilier de Génération Égalité, ont été portés à 50,3 milliards de dollars, dépassant de 25 % le montant annoncé à Paris en 2021. Génération Égalité a également une influence considérable grâce à 1 926 politiques nouvelles ou renforcées, 4 448 programmes et 5 739 initiatives de plaidoyer. En outre, les signataires du Pacte pour les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire ont déclaré avoir dépensé au moins 1,5 milliard de dollars et touché au moins 24,8 millions de femmes et de filles en 2023. Il est important de noter qu'à travers de nombreux exemples mis en évidence dans le rapport, les porteurs d'engagements et les signataires font part de résultats concrets pour des millions de femmes et de filles.

Au cœur de ce rapport, on retrouve plus d'un millier de gouvernements, de particuliers, d'institutions, d'organismes du secteur privé, des médias et d'autres partenaires engagés qui voient d'immenses avantages à faire partie de Génération Égalité. Par conséquent, ils commencent également à penser au-delà de l'échéance initiale de 2026. Une écrasante majorité des porteurs d'engagements (94 %) a indiqué que les actions de Génération Égalité devraient être intensifiées au-delà de 2026, afin de donner une impulsion au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les résultats signalés et le niveau d'engagement dans l'initiative Génération Égalité seront un moteur essentiel pour ONU Femmes alors que nous célébrons le trentième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing en 2025. Nous espérons que ce rapport donnera une nouvelle impulsion aux efforts entrepris dans le monde entier dans le cadre de cette célébration. Nous sommes également très enthousiastes au regard des possibilités qu'offre le Pacte pour l'avenir de faire progresser l'égalité des sexes, ainsi que les droits et l'autonomisation des femmes et des filles. Ensemble, nous devons accélérer les progrès réalisés vers l'égalité des sexes et tous les ODD et créer un avenir plus égalitaire, pacifique, prospère et durable pour tous et toutes.

Sima Bahous
Directrice exécutive
ONU Femmes

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	3
SIGLES ET ACRONYMES	7
PRINCIPALES CONCLUSIONS	8
PRINCIPALES CONCLUSIONS, PAR COALITION D'ACTION	10
LES COALITIONS D'ACTION ET LE PACTE EN UN COUP D'ŒIL	12
INTRODUCTION	14
Génération Égalité : une plateforme d'action collective, de solidarité et d'investissements à grande échelle pour l'égalité des sexes, l'autonomisation et les droits des femmes et des filles	15
REDEVABILITÉ EN MATIÈRE DE RÉSULTATS	16
La redevabilité au service du changement transformateur	16
Enquête 2024 sur les engagements	16
Cadre de suivi du Pacte FPS-AH	17
BILAN DES PROGRÈS DES ENGAGEMENTS DE GÉNÉRATION ÉGALITÉ	20
Trois ans plus tard, des progrès durables dans la mise en œuvre des engagements	20
Croissance régulière des engagements financiers : plus de 50 milliards de dollars d'investissements publics et privés pour la réalisation de l'égalité des sexes, de l'autonomisation et des droits	21
Les engagements politiques nouveaux ou renforcés se sont multipliés de manière significative par rapport à l'année dernière	25
Un nombre inégalé de programmes sont mis en œuvre par les porteurs d'engagements de Génération Égalité	27
Les engagements en matière de plaidoyer sont principalement menés par les organisations de la société civile, avec une participation de plus en plus active des gouvernements	29
LES PRINCIPES FONDAMENTAUX ET LES PARTENARIATS STIMULENT LA CROISSANCE ET LES RÉSULTATS DE GÉNÉRATION ÉGALITÉ	32
Un changement transformateur grâce aux trois principes fondamentaux de Génération Égalité	32
La solidarité et le soutien vis-à-vis des groupes marginalisés favorisent la mise en œuvre des engagements	32
Génération Égalité encourage les partenariats polyvalents et multipartites à l'échelle nationale ou infranationale pour mieux faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.	34
Les partenariats à travers le prisme des organisations dirigées par des jeunes et des adolescents	36

Engagements collectifs	37
Pratique exemplaire 1 : engager les jeunes dans les processus décisionnels au niveau national	37
Pratique exemplaire 2 : décloisonner en stimulant la mobilisation et le plaidoyer par le biais de Génération Égalité	37
Pratique exemplaire 3 : la collaboration internationale permet de dégager un consensus mondial sur un Pacte numérique mondial transformateur en matière de genre	38
GÉNÉRATION ÉGALITÉ CONTRIBUE À LUTTER CONTRE LES CRISES, LES CONFLITS ET LES NORMES NÉGATIVES EN MATIÈRE DE GENRE QUI ENTRAVENT LES PROGRÈS	39
Femmes, paix et sécurité et action humanitaire	39
FAIRE PARTICIPER LES HOMMES ET LES GARÇONS À LA TRANSFORMATION DES NORMES PATRIARCALES	46
ZOOM SUR LES COALITIONS D'ACTION	51
Domaine thématique 1 : violence basée sur le genre	52
Histoire percutante de la coalition d'action	53
Domaine thématique 2 : justice et droits économiques	55
Histoire percutante de la coalition d'action	56
Domaine thématique 3 : liberté de disposer de son corps, santé et droits sexuels et reproductifs	58
Histoire percutante de la coalition d'action	59
Domaine thématique 4 : action féministe pour la justice climatique	61
Histoire percutante de la coalition d'action	62
Domaine thématique 5 : technologies et innovation pour l'égalité des sexes	64
Histoire percutante de la coalition d'action	65
Domaine thématique 6 : leadership et mouvements féministes	67
Histoire percutante de la coalition d'action	68
RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS	71
NOTE TECHNIQUE	72
ANNEXE I : LISTE DES ENGAGEMENTS COLLECTIFS DE GÉNÉRATION ÉGALITÉ	73



Événement à mi-parcours de l'initiative Génération Égalité, femmes souriantes, siège des Nations Unies, 17 septembre 2023.
Photo : ONU Femmes/Ryan Brown

SIGLES ET ACRONYMES

CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CIPD	Conférence internationale sur la population et le développement
COP	Conférence des parties
CSW	Commission de la condition de la femme
EJR	justice et droits économiques
FACJ	action féministe pour la justice climatique
FML	leadership et mouvements féministes
FPS-AH	Femmes, paix et sécurité et action humanitaire
IFMSA	Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine
LGBTQI+	personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer, intersexuées et avec d'autres identités sexuelles
MGF	mutilations génitales féminines
ODD	objectifs de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
ONU FEMMES	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
OSC	organisation de la société civile
PdA	programme d'action
PIB	produit intérieur brut
PNM	Pacte numérique mondial
SDSR	santé et droits sexuels et reproductifs
SHM	santé et hygiène menstruelles
STIM	sciences, technologie, ingénierie et mathématiques
T&I	technologies et innovation
TANGO	Association des organisations non gouvernementales de Gambie
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
VBG	violence basée sur le genre
YES	Initiative pour l'autonomisation des jeunes en matière d'accès aux droits à la santé sexuelle et reproductive

PRINCIPALES CONCLUSIONS

1 La mobilisation et les déclarations des porteurs d'engagements de Génération Égalité s'intensifient. En 2024, **53 %** des porteurs d'engagements ont rendu compte de **71 %** de leurs engagements, dont **165 pour la première fois**. Cela représente une augmentation de 27 points et de 40 points par rapport à 2022, respectivement, ce qui reflète **une participation et une redevabilité plus fortes**.



2 Les progrès en matière de mise en œuvre sont plus importants et Génération Égalité est sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs. Au moins 16 % des engagements sont maintenant achevés, 75 % sont en cours, 3 % sont au stade de la planification et seulement 2 % n'ont pas encore démarré. Parmi les engagements qui n'ont pas encore été remplis, **91 % sont en bonne voie pour atteindre leurs objectifs**.



3 Les engagements financiers de plus en plus importants constituent un pilier pour les Coalitions d'action et revêtent une importance particulière dans le contexte actuel de crise et de rétrécissement de l'espace fiscal. Les promesses financières en faveur de l'égalité entre les sexes s'élevaient à près de **50,3 milliards de dollars en 2023**, soit bien plus que les 40 milliards de dollars annoncés à Paris et près de deux fois plus que les 24 milliards de dollars déclarés en 2022. Plus de **40 milliards de dollars** ont été obtenus et plus de **21 milliards de dollars** ont été utilisés pour une mise en œuvre efficace. Par exemple, **Amartha** a déjà dépensé plus de la moitié de son engagement de 2,3 milliards de dollars pour soutenir 2,3 millions d'entreprises dirigées par des femmes dans plus de 54 000 villages ruraux en Indonésie, et l'organisation est en bonne voie pour atteindre près de **5 millions de femmes d'ici 2026**.



4 Génération Égalité continue d'avoir un impact important grâce à ses 1 386 engagements déclarés sur les plans politique, programmatique et du plaidoyer, qui ont donné lieu à **1926 politiques nouvelles ou renforcées, 4448 programmes** et **5739 initiatives de plaidoyer**.



5 La participation à Génération Égalité produit des avantages tangibles et divers. Au moins **76 %** des porteurs d'engagements estiment que leur participation à Génération Égalité est bénéfique, car elle permet notamment de **former des partenariats durables (57 %)** et d'**améliorer l'environnement propice à l'égalité entre les sexes (53 %)**. Les organisations de jeunes signalent aussi une amélioration de leurs **capacités techniques (50 %)** et un accès à de nouvelles **ressources financières (34 %)**.



6 Génération Égalité favorise l'avancement de l'ODD5 et les objectifs du Programme de développement à l'horizon 2030. En 2024, **94 %** des porteurs d'engagements se disent favorables au renforcement de Génération Égalité après 2026, afin d'accélérer la réalisation du Programme de développement à l'horizon 2030. Les deux tiers d'entre eux estiment qu'il agit comme un **moteur de l'action collective**. Cette année, les Coalitions d'action sur la violence basée sur le genre, la santé et les droits sexuels et reproductifs ainsi que sur le leadership et les mouvements féministes se sont unies pour empêcher l'abrogation d'une législation essentielle interdisant les mutilations génitales féminines en Gambie.



7 Génération Égalité est un exemple de collaboration multipartite et de solidarité intergénérationnelle. Par exemple, cinq organisations dirigées par des jeunes travaillent de concert avec 45 autres organisations (gouvernements, OSC multilatérales, etc.) pour réduire la violence basée sur le genre (VBG), grâce à l'engagement collectif en faveur de l'intensification de la prévention fondée sur des données probantes. En outre, au moins **77 %** des engagements totaux **soutiennent des groupes marginalisés**, 83 % d'entre eux étant destinés aux personnes vivant dans la pauvreté et 59 % aux personnes handicapées.



8

Génération Égalité a créé des collaborations et des partenariats nouveaux et innovants. En effet,

3506 partenariats nouveaux ou élargis ont été signalés, impliquant principalement des **organisations de la société civile** (77 %) et des **gouvernements** (58 %). Les engagements collectifs représentent **41%** de l'ensemble des engagements, principalement aux niveaux national et infranational. Cette année, **4,7 milliards de dollars** ont été promis dans le cadre d'engagements collectifs : la République fédérale d'Allemagne a notamment promis **3,7 milliards de dollars** à l'Alliance mondiale pour les soins en vue d'obtenir l'habilitation à une prise en charge de jour des enfants en âge d'aller à l'école primaire.



9

Les organisations de jeunes et d'adolescents sont au cœur des questions de leadership féministe, d'autonomisation des femmes et de justice de genre,

en particulier grâce à leurs approches intersectionnelles de l'égalité des sexes, qui abordent les questions du climat, de la justice environnementale et des conflits. Cependant, seuls **27%** des engagements de ces organisations sont financiers, soit un déficit de **652 millions de dollars** pour financer leurs engagements.



10

Faire participer les hommes et les garçons à la transformation des normes patriarcales en matière de genre est une stratégie clé des porteurs d'engagements pour parvenir à l'égalité entre les sexes, en particulier face à la réticence systémique et au recul des droits des femmes dans plusieurs contextes. Cette année, **86%** des porteurs d'engagements ont mobilisé les hommes et les garçons dans la remise en question des masculinités patriarcales, en se concentrant sur les discussions communautaires (75 %) et les lois sensibles au genre (51 %). Les gouvernements et les organisations de jeunes ont déclaré les niveaux d'engagement les plus élevés (**95%** et **94%**, respectivement). Le secteur privé affiche également un niveau d'engagement significatif, à savoir **72%**.



11

Dans un contexte de conflit et de crise, les signataires du Pacte sur les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire (FPS-AH) et les porteurs d'engagements des coalitions d'action redoublent d'efforts pour soutenir les femmes et les filles.



- Grâce aux actions qu'ils ont signalées, les signataires du Pacte ont contribué à atteindre au moins **24,8 millions de femmes et de filles en 2023**. Les signataires ont déclaré avoir dépensé au moins **1,5 milliard de dollars en 2023** pour soutenir la participation des femmes aux processus de paix, assurer la sécurité économique et renforcer le leadership et la protection. **Plus de la moitié des signataires déclarants (53%)** ont adopté une nouvelle loi, un nouveau plan, une nouvelle politique ou une nouvelle stratégie pour soutenir la mise en œuvre de leurs engagements au titre du Pacte et **91% des signataires ont mentionné les jeunes et les initiatives intergénérationnelles** dans leurs rapports. En outre, 53 % ont collaboré avec un autre signataire pour mettre en œuvre leurs actions dans tous les domaines thématiques.
- Près de la moitié des porteurs d'engagements des coalitions d'action (46%)** ont également été directement touchés par des conflits et/ou des crises humanitaires. Si les conflits ont contraint de nombreuses organisations à cesser leurs activités, celles qui sont intervenues l'ont fait en renforçant leur travail lié aux conflits, en investissant ou en réaffectant des ressources financières, ou en réorientant leur travail en cours. Selon les déclarations, **69%** des engagements ont été intensifiés par les porteurs d'engagements en réponse aux conflits et aux crises en cours.

PRINCIPALES CONCLUSIONS, PAR COALITION D'ACTION



1. Violence basée sur le genre

Parmi les avancées importantes signalées par les porteurs d'engagements, on peut citer **8,5 milliards de dollars garantis sur 10,3 milliards de dollars promis (soit une augmentation de 7,9 milliards de dollars par rapport à 2023), 1 184 politiques, 1 050 programmes et 3 620 initiatives de plaidoyer**. On note des résultats tels que la création de politiques, de cadres juridiques et de ressources favorables, l'intensification des programmes de prévention, l'expansion de services de qualité pour les survivantes et le renforcement des organisations autonomes de défense des droits des filles et des femmes pour leur permettre d'exercer leur expertise. Cependant, seuls 46,5 millions de dollars sont investis dans les organisations de la société civile (OSC) (soit environ 125 millions de dollars de moins que l'année dernière), et environ 600 000 dollars dans les organisations de jeunes (1,3 million de dollars de moins qu'en 2023).



2. Justice et droits économiques

Les porteurs d'engagements dans le domaine de la justice et des droits économiques (EJR) ont déclaré le **niveau le plus élevé d'engagements financiers, avec 30,9 milliards de dollars promis, 27,4 milliards de dollars obtenus et 12,4 milliards de dollars dépensés**. Des mesures concrètes ont été prises pour favoriser la transformation de l'économie des soins, promouvoir un environnement juridique et politique favorable, améliorer l'accès des femmes aux ressources productives et leur contrôle sur celles-ci, et soutenir l'augmentation rapide des systèmes de protection économique et sociale tenant compte de la dimension de genre, ce qui s'est traduit par 303 politiques, 899 programmes et 487 initiatives de plaidoyer. Les porteurs d'engagements ont également promis de verser 5 millions de dollars à des organisations dirigées par des jeunes, ce qui représente une augmentation considérable par rapport aux 42 100 dollars investis en 2023.



3. Santé et droits sexuels et reproductifs

L'augmentation du nombre de déclarations émanant des porteurs d'engagements en matière de santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR), les plus nombreuses parmi les coalitions d'action, témoigne d'un **niveau d'engagement plus élevé en faveur de Génération Égalité**. En 2024, 172 porteurs d'engagements SDSR ont rendu compte de 71 % de leurs engagements, soit une augmentation de 13 points par rapport à 2023, ce qui a entraîné une forte augmentation du nombre de politiques (172), de programmes (769) et d'initiatives de plaidoyer (483) nouveaux ou révisés. Les principales interventions ont consisté à étendre l'éducation sexuelle complète, les services de contraception et d'avortement, à accroître la prise de décision et la liberté de disposer de son corps et à renforcer les organisations féministes. Les porteurs d'engagements dans le domaine de la SDSR ont également déclaré 6,7 milliards de dollars de promesses, 3,3 milliards de dollars obtenus et 2,3 milliards de dollars dépensés, soit plus du double des dépenses de 2023.



4. Action féministe pour la justice climatique

Les porteurs d'engagements reconnaissent les liens entre l'action féministe et la justice climatique et s'engagent dans la transition vers une économie verte inclusive et régénératrice. En 2024, 120 engagements ont été déclarés au titre de l'Action féministe pour la justice climatique (FACJ), soit 17 de plus qu'en 2023. Les porteurs d'engagements ont également fait état de 65 politiques nouvelles ou révisées, de 224 initiatives de plaidoyer et de 378 programmes mis en œuvre. Les principales interventions signalées comprennent la création d'emplois verts pour les femmes, le plaidoyer en faveur d'une éducation climatique tenant compte des questions de genre et le renforcement des capacités sur le lien entre les droits fonciers et le changement climatique. Plus des deux tiers des engagements portent en tout ou partie sur le travail programmatique (68 %) et le plaidoyer (68 %), tandis que 33 % sont totalement ou en partie axés sur la politique et 19 % ont une composante financière. Les porteurs d'engagements dans le domaine de la FACJ ont déclaré environ 560 millions de dollars de promesses de dons.



5. Technologies et innovation pour l'égalité des sexes

Les porteurs d'engagements dans le domaine de technologies et des l'innovation pour l'égalité des sexes (T&I) ont travaillé ensemble pour combler le fossé numérique entre les hommes et les femmes et ont pleinement exploité le pouvoir de l'action collective pour influencer le Pacte numérique mondial (PNM). En 2024, 126 engagements ont été déclarés, dont 82 % portant en tout ou partie sur l'exécution de programmes et 53 % comportant des éléments de plaidoyer, liés à la réforme politique dans 39 % des cas et au soutien financier dans 15 % des cas. Les principales interventions signalées comprennent des politiques sur l'égalité des sexes dans l'enseignement des compétences numériques, des réformes juridiques et politiques pour lutter contre la violence basée sur le genre facilitée par la technologie, des cadres d'intelligence artificielle fondés sur les droits humains et des stratégies d'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM). Les porteurs d'engagements dans le domaine de T&I déclarent également plus de 210 millions de dollars de promesses de dons, 149 millions de dollars obtenus et 133 millions de dollars dépensés.



6. Leadership et mouvements féministes

Des dirigeantes féministes dans toute leur diversité et des défenseuses des droits des femmes et des filles, ainsi que leurs organisations renforcées, pleinement financées et soutenues constituent des stratégies clés des porteurs d'engagements pour faire avancer les principaux objectifs. À cette fin, en 2024, 166 engagements ont été signalés pour la Coalition d'action Leadership et mouvements féministes, dont 10 % ont été réalisés, 82 % sont en cours et 88 % sont en bonne voie. Environ 1,7 milliard de dollars ont été promis, dont 57 % ont été obtenus et 28 % dépensés. Les investissements dans les OSC et les organisations dirigées par des jeunes ont augmenté de plus de 50 millions de dollars et 10 millions de dollars, respectivement.

LES COALITIONS D'ACTION

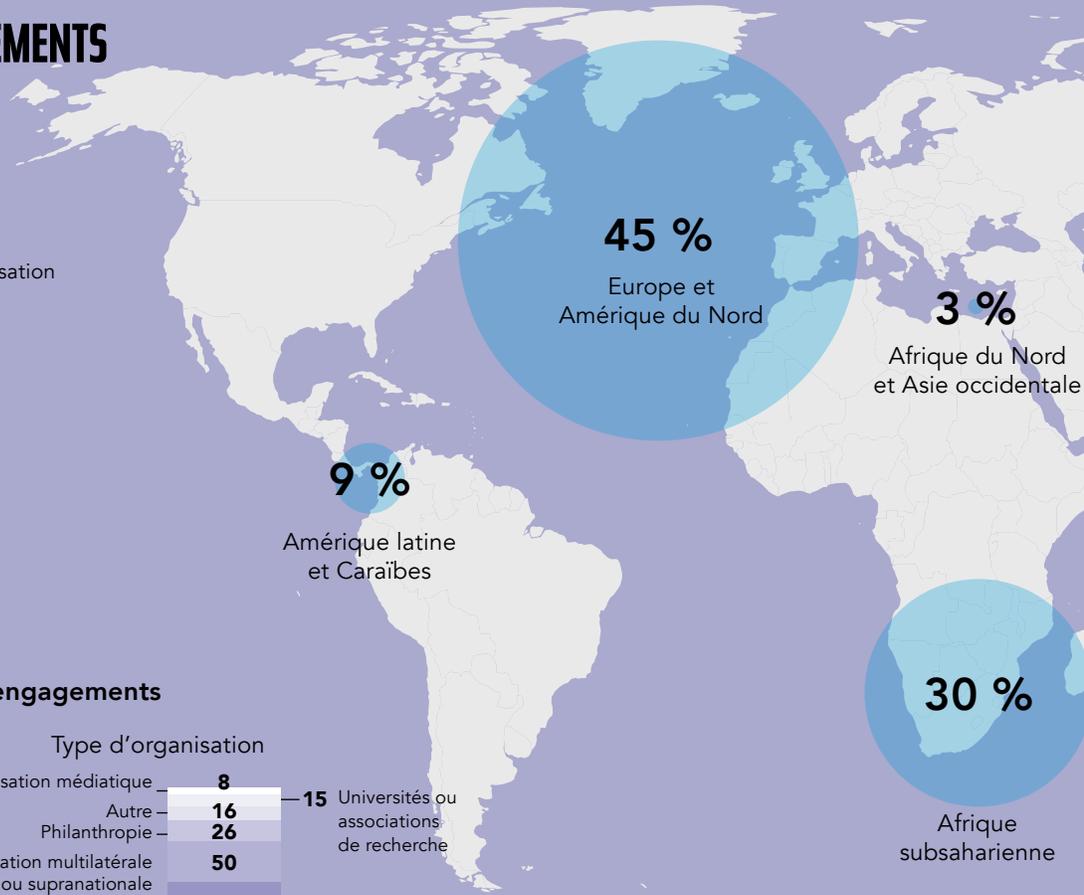
2 563 ENGAGEMENTS

1 012 PORTEURS D'ENGAGEMENTS

Engagements mis en œuvre dans

126 PAYS à travers le monde

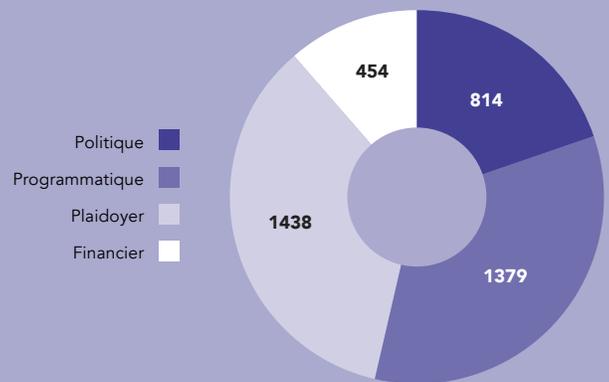
Répartition par type d'engagement, par coalition d'action, par type d'organisation



Nombre d'engagements

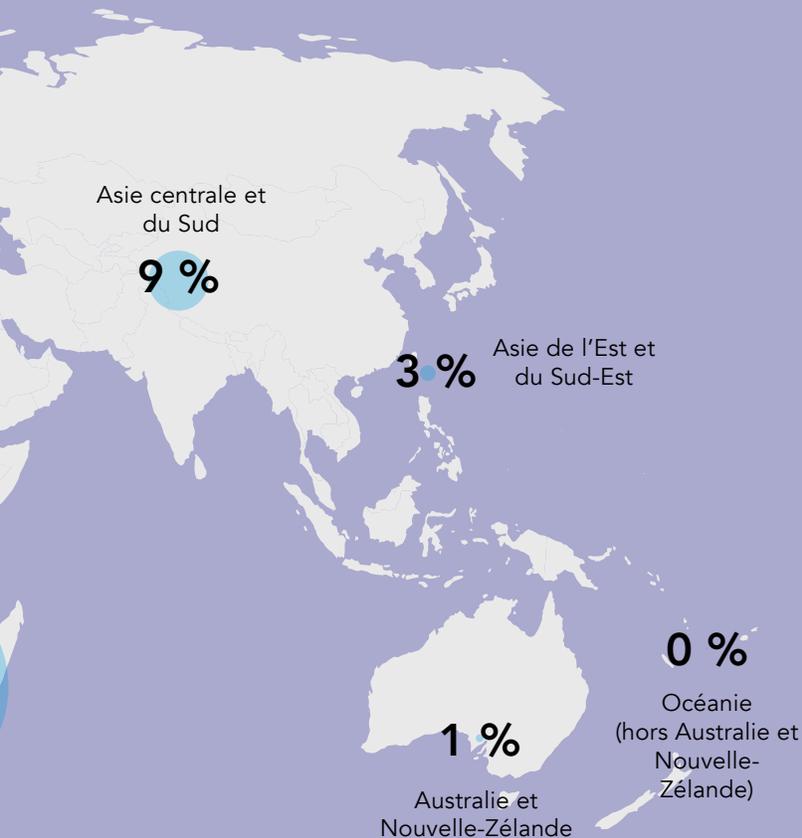


Par type d'engagement

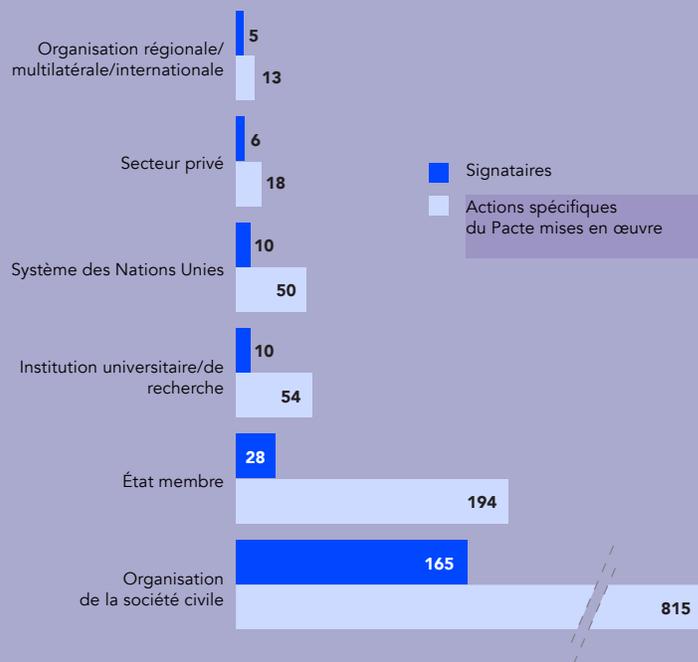


ET LE PACTE EN UN COUP D'ŒIL

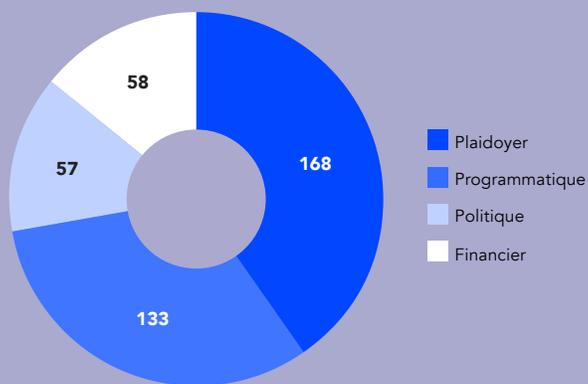
Le Pacte FPS-AH compte
225 SIGNATAIRES



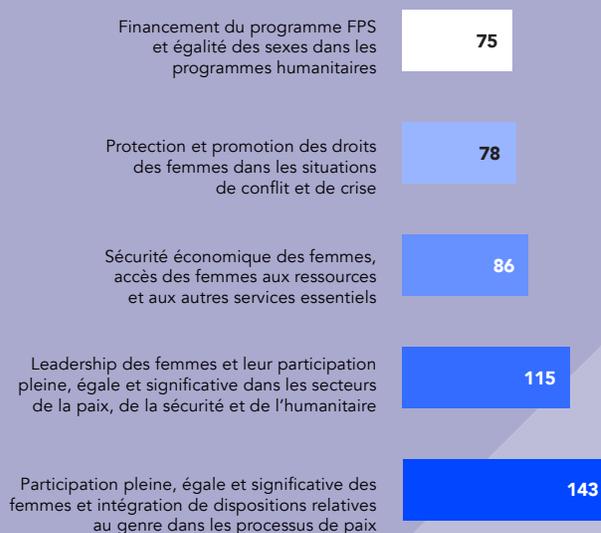
Nombre de signataires du Pacte et groupes de parties prenantes



Nombre d'actions spécifiques au Pacte, par type



Nombre d'actions spécifiques au Pacte, par pilier thématique



INTRODUCTION

À six ans de l'échéance du Programme de développement durable à l'horizon 2030, les efforts mondiaux pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) se sont essouffés. Malgré quelques progrès, les objectifs du Programme 2030 de parvenir à l'égalité des sexes et de réaliser l'autonomisation et les droits des femmes et des filles restent une perspective lointaine. Aucun des indicateurs de l'ODD 5 relatifs à l'égalité des sexes n'a été pleinement atteint. Deux sont proches de la cible, huit sont à une distance modérée, quatre sont loin ou très loin de la cible et quatre ne disposent pas de données suffisantes.

Les taux de pauvreté se rétablissent par rapport aux augmentations enregistrées avant la pandémie : 9,8 % des femmes et 9,1 % des hommes vivent dans l'extrême pauvreté (moins de 2,15 dollars par jour). Toutefois, sur la base des tendances actuelles, il faudra 137 ans pour mettre fin à l'extrême pauvreté des femmes. Le nombre de filles

non scolarisées a diminué de 5,4 millions depuis 2015, mais 119,3 millions sont encore privées d'éducation. Le mariage d'enfants a diminué de 24,1 % à 18,7 % depuis 2023. Mais à ce rythme, les filles continueront à être mariées avant d'atteindre l'âge adulte jusqu'en 2092. Au cours des cinq dernières années, 56 réformes juridiques positives ont eu lieu, mais des cadres discriminatoires omniprésents empêchent les femmes de jouir pleinement de leurs droits et l'égalité des sexes demeure inatteignableⁱⁱ.

Le coût très élevé du non-respect des droits des femmes, mesuré en prenant en compte les conséquences sur les vies personnelles et les retombées économiques manquées, est stupéfiant. Le coût global annuel lié à l'insuffisance des compétences en matière d'éducation s'élève à plus de 10 000 milliards de dollarsⁱⁱⁱ. Combler les inégalités entre les sexes en matière de productivité agricole et l'écart salarial dans le système alimentaire augmenterait les revenus

**L'EXTRÊME PAUVRETÉ
DES FEMMES A DIMINUÉ,**
mais au rythme actuel, **il faudra encore
137 ANS POUR Y METTRE FIN
POUR LES FEMMES ET LES FILLES.**

En 2023,

18,7% DES FEMMES
âgées de 20 à 24 ans se sont
**MARIÉES AVANT L'ÂGE
DE 18 ANS**, contre **24,1%** en 2003.
À ce rythme, le mariage des enfants
ne pourra être
ÉRADIQUÉ QU'EN 2092.



UN ENSEMBLE DE POLITIQUES
comprenant une protection sociale sensible aux
questions de genre
POURRAIT RÉDUIRE
l'extrême pauvreté des femmes
DE 115 MILLIONS D'ICI À 2050.



Les pays qui ont

**ADOPTÉ UNE LÉGISLATION SUR
LA VIOLENCE DOMESTIQUE
ONT DES TAUX DE VIOLENCE AU
SEIN DU COUPLE INFÉRIEURS**

aux autres (9,5 % contre 16,1 %).

des agricultrices et permettrait d'accroître le PIB mondial de près de 1 000 milliards de dollars, ce qui ferait sortir 45 millions de personnes de l'insécurité alimentaire^{vi}. Si rien n'est fait, la fracture numérique entre les sexes pourrait coûter aux pays à revenu faible ou intermédiaire environ 500 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.^{vii} Cette absence d'investissements est une occasion manquée de créer un monde plus juste et plus prospère.

Le Sommet de l'avenir, organisé par le Secrétaire général des Nations Unies, et les préparatifs du 30e anniversaire du Programme d'action de Beijing offrent une occasion idéale de renouveler les engagements, d'obtenir des résultats de qualité, d'accroître les investissements en faveur de l'égalité entre les sexes et de renforcer la redevabilité en matière de droits des femmes.

Génération Égalité : une plateforme d'action collective, de solidarité et d'investissements à grande échelle pour l'égalité des sexes, l'autonomisation et les droits des femmes et des filles

Née du 25^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et lancée en 2021 à Mexico et à Paris, Génération Égalité accélère les engagements collectifs en faveur de l'égalité des sexes et des droits des femmes dans le monde entier. Unies autour de principes communs, plus de 1 000 institutions multilatérales et organisations gouvernementales, philanthropiques, de la société civile, dirigées par des jeunes et des adolescents et du secteur privé prouvent qu'il est possible d'accélérer la prise en compte des dimensions de genre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la mise en œuvre complète et effective de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing en travaillant ensemble pour formuler et mettre en œuvre des engagements concrets, réalisables et novateurs en vue d'améliorer la vie des femmes et des filles partout dans le monde.

Composée d'un ensemble de partenariats innovants et multipartites au sein de six coalitions d'action et du Pacte sur les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire (FPS-AH), l'initiative Génération Égalité encourage les conversations mondiales et locales entre les générations et favorise l'accroissement des investissements publics et privés sensibles aux questions de genre.

Le rapport sur la redevabilité 2024, qui en est à sa troisième édition, évalue les progrès des engagements des coalitions d'action et des actions du Pacte FPS-AH. Au moyen d'une analyse éloquentes de nouvelles données et d'exemples concrets, il démontre que Génération Égalité produit des résultats et un impact, et qu'elle offre une plateforme commune pour aborder les questions clés actuelles en matière d'égalité entre les sexes, confirmant et consolidant les conclusions de l'année dernière.

**UNE RÉDUCTION DE 1 POINT
DE POURCENTAGE** du nombre d'enfants
quittant l'école prématurément et de 1 point du
nombre d'enfants dépourvus de compétences
de base se traduirait par une
**AUGMENTATION DU REVENU
ANNUEL MONDIAL DU TRAVAIL
DE 470 MILLIARDS DE DOLLARS**
et de
**650 MILLIARDS DE DOLLARS,
RESPECTIVEMENT^{vi}.**

REDEVABILITÉ EN MATIÈRE DE RÉSULTATS

La redevabilité au service du changement transformateur

Génération Égalité est fermement engagée en faveur de la redevabilité, une condition préalable fondamentale à la réalisation de sa vision transformatrice. Le cadre de redevabilité, élaboré en collaboration par les membres des coalitions d'action et les signataires du Pacte, constitue un mécanisme solide pour suivre la mise en œuvre des promesses audacieuses d'améliorer la vie des femmes et des filles faites lors des Forums Génération Égalité à Mexico et à Paris en 2021. Chaque année, les porteurs d'engagements des coalitions d'action et les signataires du Pacte rendent volontairement compte des progrès accomplis dans la réalisation de leurs engagements. À cela s'ajoutent une analyse semestrielle des progrès réalisés par rapport aux objectifs du plan d'action des coalitions d'action, une analyse annuelle des progrès par rapport au Cadre de suivi du Pacte, une évaluation de la mise en œuvre des principes fondamentaux de leadership féministe, d'intersectionnalité et de transformation, ainsi que des histoires percutantes régulières. Grâce à cette approche globale, le cadre de redevabilité favorise la transparence, la responsabilité partagée et la prise de décision fondée sur des données.

Enquête 2024 sur les engagements

Cette troisième édition du rapport sur la redevabilité présente les conclusions de l'enquête annuelle sur les engagements menée entre avril et juin 2024. Celle-ci suit la mise en œuvre des engagements et les résultats cumulés obtenus par les porteurs d'engagements (organisations) entre 2021 et 2023. Un an après l'évaluation à mi-parcours de 2023, 53 % des porteurs d'engagements^{vii} ont communiqué sur 71 % de leurs engagements en 2024 (soit une hausse de 2 points de pourcentage par rapport à 2023 et de 40 par rapport à 2022). La part de déclarations des Coalitions d'action varie entre 81 % pour la Coalition d'action Action féministe pour la justice climatique et 53 % pour la Coalition Leadership et mouvements féministes. Cette année, 165 porteurs d'engagements (16 % du total) ont effectué une déclaration pour la première fois, ce qui témoigne d'une redevabilité et d'un engagement accru en faveur de Génération Égalité. Comme pour 2023, le taux de réponse élevé à l'enquête fournit des données solides sur la mise en œuvre des engagements et les résultats obtenus au cours des trois dernières années. Sur les 1 386 engagements soumis dans l'enquête, **78 n'ont pas été rapportés par les porteurs**

ÉLÉMENTS DU CADRE DE SUIVI ET DE RESPONSABILITÉ DES COALITIONS D'ACTION

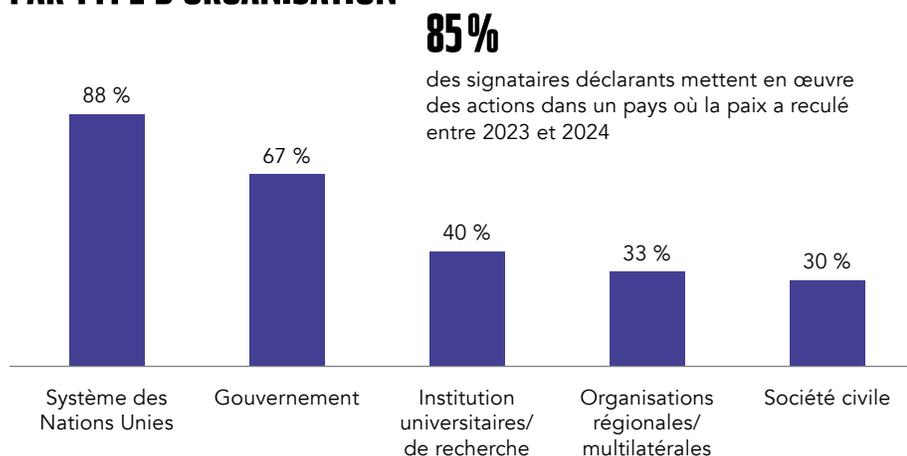


d'engagements. Cela représente 6 % du total, soit **1 308 engagements qui ont fait l'objet d'une déclaration.** Sur ces 78 engagements non signalés, plus de la moitié avaient été indiqués comme étant terminés dans l'enquête de l'année dernière, ou une organisation partenaire a communiqué à leur propos ; 23 % (18 engagements) n'ont pas été signalés parce que le manque de ressources financières/techniques rendait l'engagement irréalisable ; et 25 % ont invoqué d'autres raisons^{viii}. Trois porteurs d'engagements sur quatre ont accepté que leurs données soient rendues publiques, ce qui représente une baisse de 8 points de pourcentage par rapport à l'année dernière. Cela demeure néanmoins une ressource précieuse pour toutes les parties prenantes de Génération Égalité et pour les processus de redevabilité complémentaires.

Cadre de suivi du Pacte FPS-AH

Développé dans le cadre d'un processus participatif multipartite, le Cadre de suivi du Pacte s'appuie sur les mécanismes et cadres existants pour les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire. Il suit les progrès réalisés par les signataires dans cinq domaines thématiques concernant le financement, la participation, la sécurité économique, le leadership et la protection sensibles aux questions de genre. Grâce à un portail en ligne, les signataires communiquent sur les indicateurs pour chaque pilier thématique à l'aide de données quantitatives et qualitatives ainsi que sur les principes de transformation du Pacte. À l'instar du rapport précédent, le rapport de redevabilité du Pacte FPS-AH 2024 met en évidence l'engagement continu des signataires en matière de redevabilité, 43 % d'entre eux rendant des comptes sur plus de 60 % du cadre du Pacte^{ix}.

SIGNATAIRES AYANT FAIT UN RAPPORT, PAR TYPE D'ORGANISATION



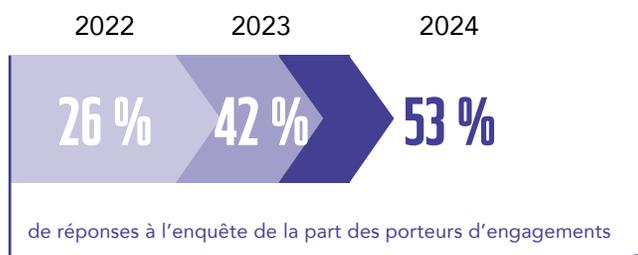
Remarque : aucune des six entreprises du secteur privé signataires n'a répondu à l'enquête.

PARMI LES SIGNATAIRES QUI ONT PRÉSENTÉ UN RAPPORT :

83%

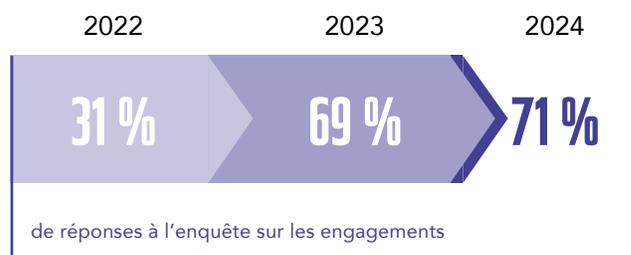
ont communiqué sur les principes de transformation qui intègrent le lien entre l'humanitaire et le développement, l'inclusivité, la localisation, l'intersectionnalité et la viabilité financière lors de la mise en œuvre de leurs engagements.

ENQUÊTE SUR LES ENGAGEMENTS 2024



+11 points de pourcentage depuis 2023

506 organisations
(dont 165 pour la première fois)



+2 points de pourcentage depuis 2023

1 386 engagements
(dont 302 pour la première fois)

53 % des porteurs d'engagements de **93 pays** ont répondu à l'enquête, couvrant 1 386 engagements de Génération Égalité, soit 71 % du total.

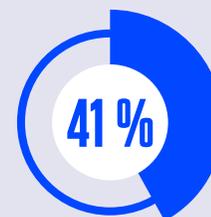
QUI A RÉPONDU À L'ENQUÊTE EN 2024 ?



d'organisations
de la société civile



d'organisations dirigées
par des jeunes



d'entreprises
du secteur privé



d'un État membre ou
d'une entité
gouvernementale



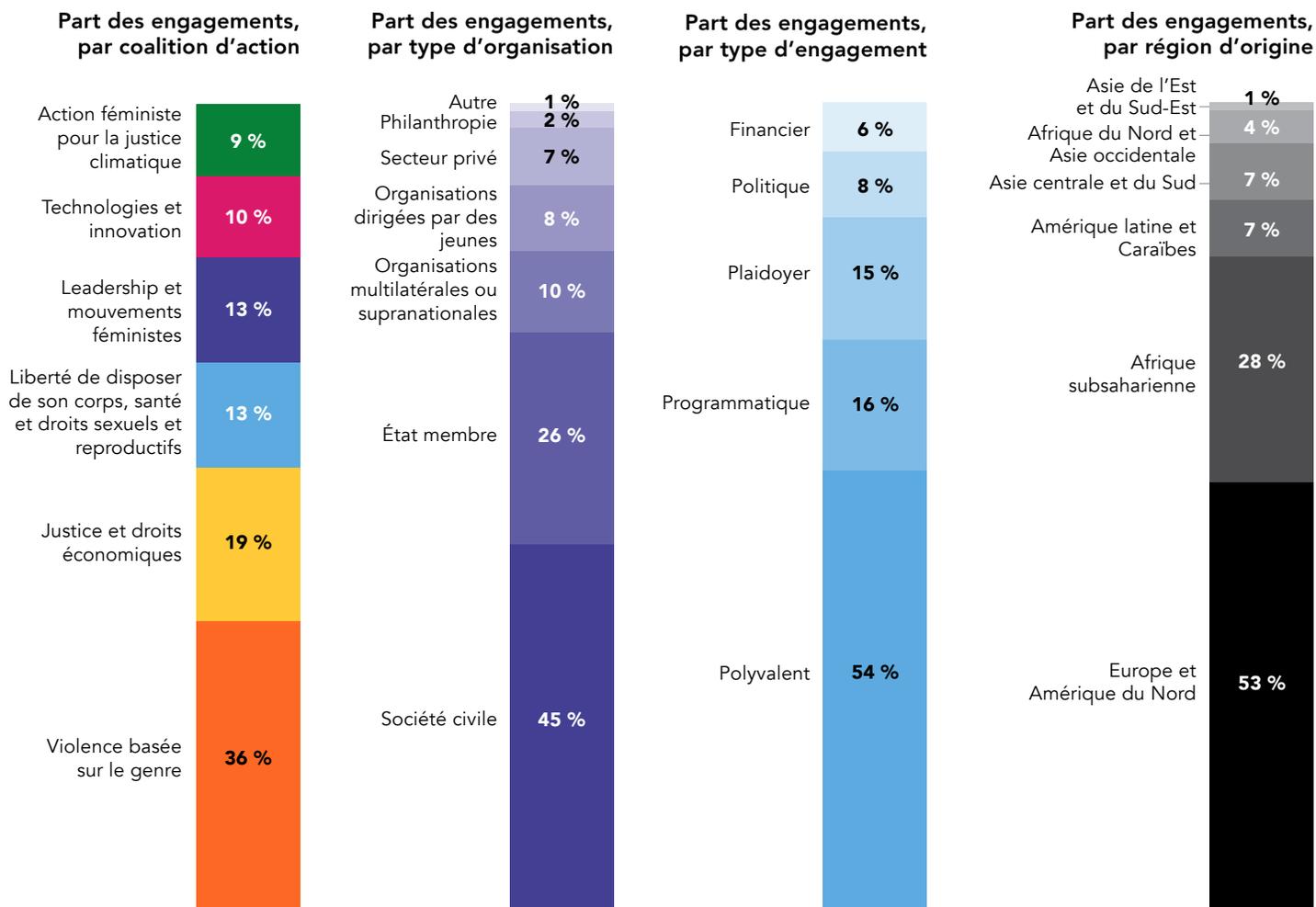
d'organisations multilatérales
ou supranationales



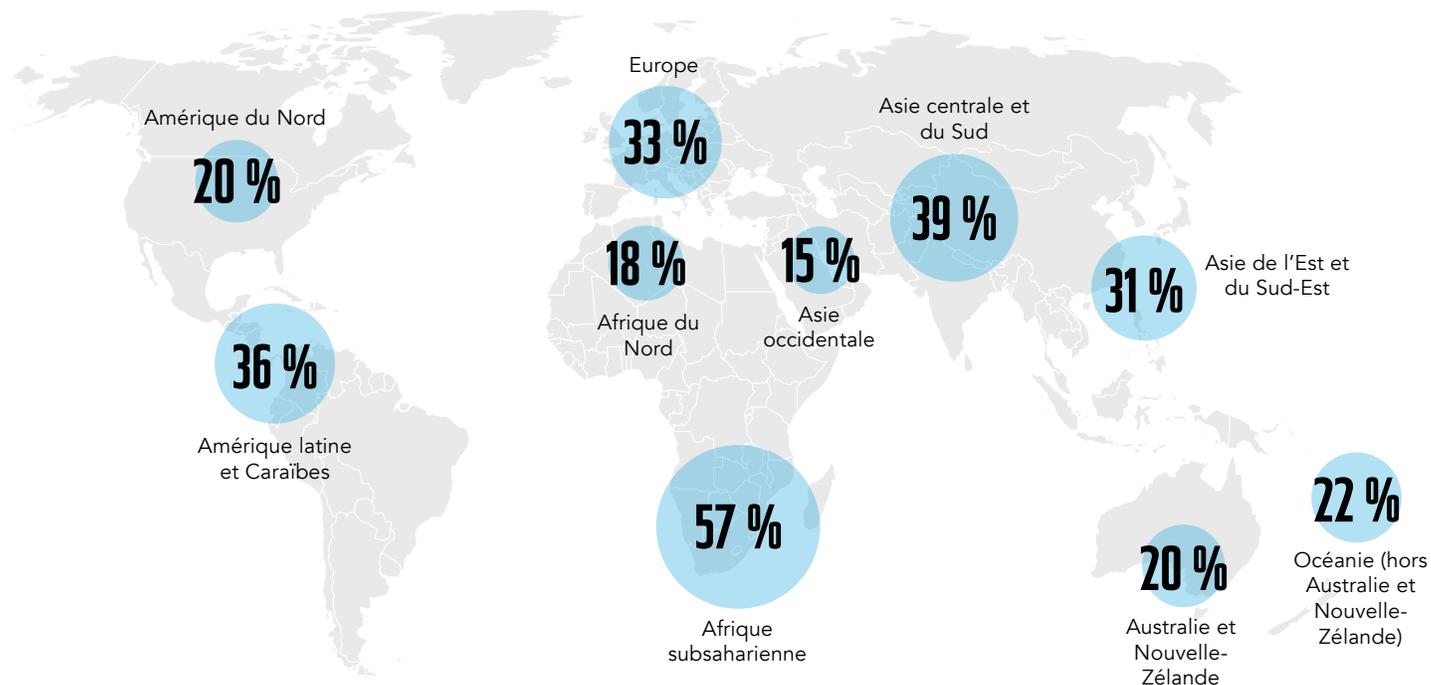
de la philanthropie

Les organisations dirigées par des adolescents, les organisations médiatiques et les universités et associations de recherche n'ont pas été incluses dans l'analyse globale « Qui a répondu à l'enquête en 2024 » en raison de leurs taux de réponse relativement faibles, avec respectivement 3, 5 et 9 réponses.

LA DIVERSITÉ DE GÉNÉRATION ÉGALITÉ, EN QUELQUES CHIFFRES



OÙ LES ENGAGEMENTS PRIS SONT-ILS MIS EN ŒUVRE ?



BILAN DES PROGRÈS DES ENGAGEMENTS DE GÉNÉRATION ÉGALITÉ

Trois ans plus tard, des progrès durables dans la mise en œuvre des engagements

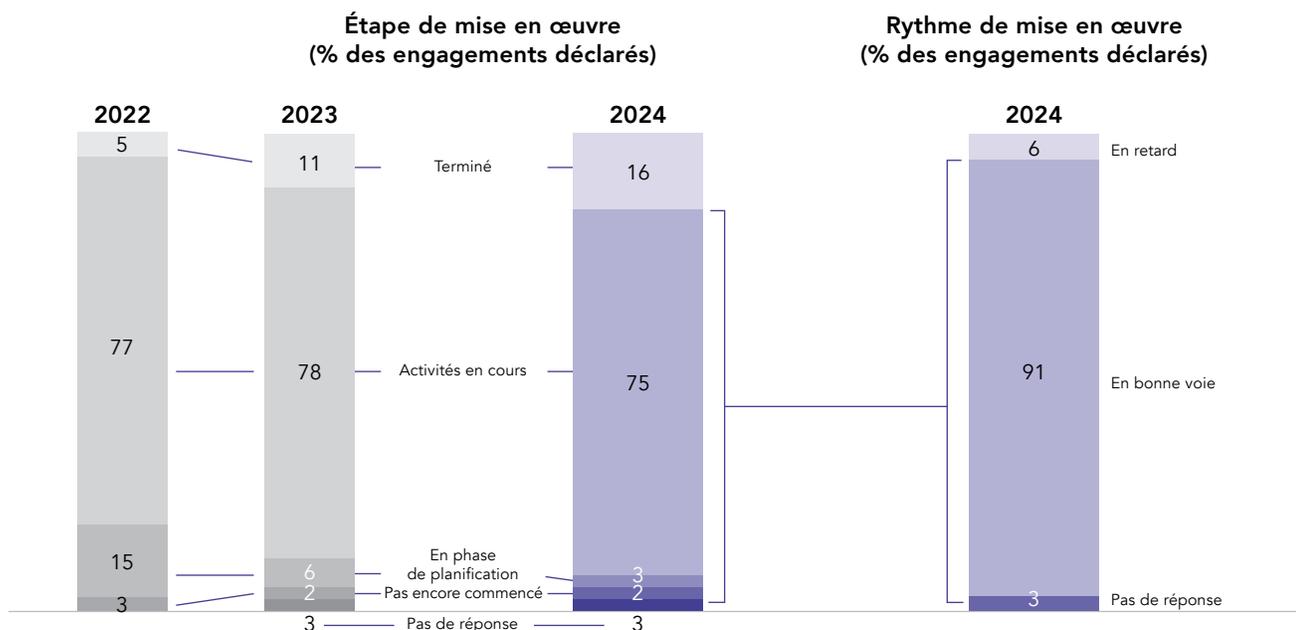
Les résultats de l'enquête annuelle sur les engagements montrent des progrès durables dans la mise en œuvre des engagements.

Sur les 1 308 engagements signalés, **16 % ont déjà atteint leurs objectifs** (soit une augmentation de 5 points de pourcentage par rapport à 2023), 75 % sont en cours, 3 % sont au stade de la planification et seulement 2 % n'ont pas encore démarré. Parmi les engagements restant à mettre en œuvre, 91 % seraient en bonne voie, tandis qu'un peu moins de 6 % ne seraient pas en mesure d'atteindre leurs objectifs. Les gouvernements déclarent le pourcentage le plus élevé d'engagements réalisés et en bonne voie (28 % et 94 %, respectivement). Divers facteurs contribuent à ce que les engagements ne soient pas respectés, notamment les contraintes budgétaires et financières, les environnements politiques difficiles tels que les conflits et la fragilité,

et les perturbations persistantes consécutives à la pandémie de COVID-19.

Les porteurs d'engagements indiquent que faire partie de Génération Égalité présente des avantages considérables. **Plus de la moitié des porteurs d'engagements apprécient les partenariats durables et l'environnement favorable créés pour parvenir à l'égalité des sexes** (57 % et 53 %, respectivement). Près d'un porteur d'engagements sur trois (31 %) souligne l'importance de renforcer les capacités techniques, et 22 % reconnaissent la valeur de nouvelles ressources financières. Plus précisément, les porteurs d'engagements attendent de Génération Égalité qu'elle stimule l'action collective (66 %), qu'elle facilite l'accroissement des investissements publics et privés (64 %) et qu'elle suscite des conversations (62 %).

ÉTAPE ET RYTHME DE MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS RAPPORTÉS



Génération Égalité est également de plus en plus considérée comme une plateforme favorisant les engagements ambitieux et transformateurs pour parvenir à l'égalité des sexes et réaliser l'autonomisation et les droits des femmes et des filles. Dans de nombreux cas, les engagements initiaux ont donné lieu à des initiatives plus larges et à l'élargissement des activités en cours, ce qui a conduit à des objectifs plus ambitieux de la part des porteurs d'engagements et à des échéanciers plus longs. Si la

plupart des porteurs d'engagements sont sur la bonne voie et prévoient d'atteindre leurs engagements initiaux d'ici 2026, les travaux liés à deux engagements sur cinq devraient se poursuivre au-delà de 2026. On note en particulier que **94 %** des porteurs d'engagements qui ont répondu à l'enquête recommandent d'intensifier l'initiative Génération Égalité au-delà de 2026 afin de servir d'accélérateur pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Types d'engagements des coalitions d'action

Les engagements des coalitions d'action peuvent être mis en œuvre par **une seule** organisation, **conjointement** dans le cadre d'un partenariat avec quelques organisations, et **collectivement** par plusieurs organisations dans le cadre d'une alliance. Il en existe quatre types :

- les **investissements financiers** pour l'obtention de résultats en matière d'égalité des sexes ;
- le **plaidoyer** qui amplifie et mobilise le soutien en faveur d'un changement transformateur ;
- les **changements de politique** qui soutiennent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en particulier dans le contexte d'un gouvernement, d'une entreprise ou d'une organisation ;
- et la **programmation évolutive** qui conceptualise des solutions ponctuelles pour répondre aux besoins et fournir des services.

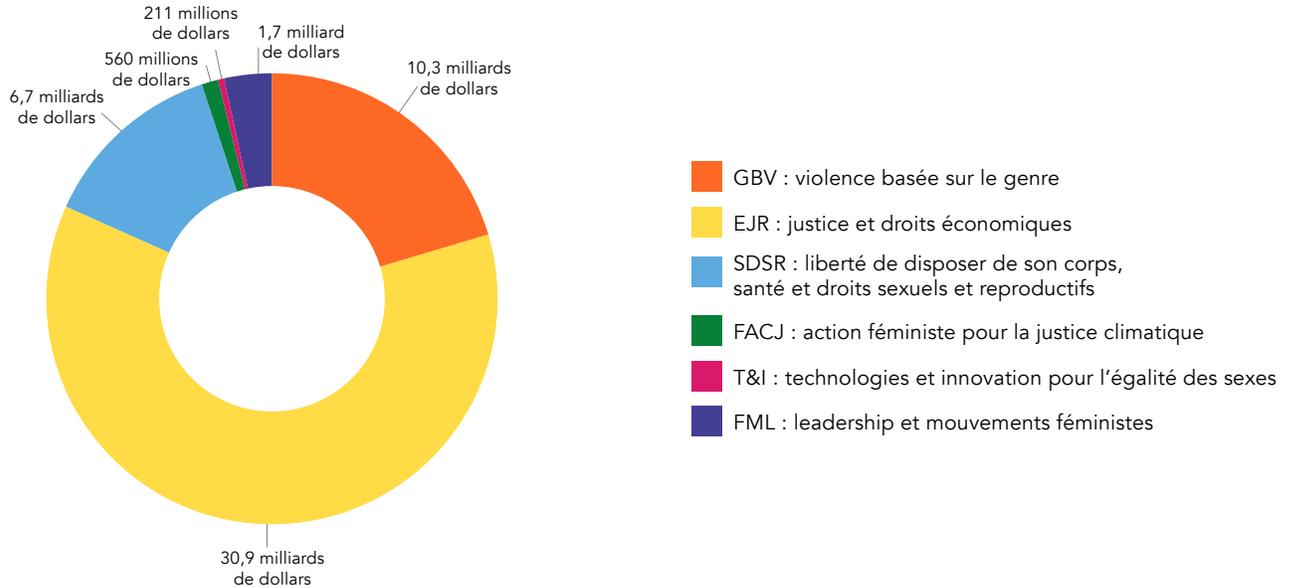
Croissance régulière des engagements financiers : plus de 50 milliards de dollars d'investissements publics et privés pour la réalisation de l'égalité des sexes, de l'autonomisation et des droits^{xi}

L'enquête 2024 confirme que Génération Égalité continue de stimuler les investissements publics et privés en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, avec **50,3 milliards de dollars de promesses de dons**. C'est 25 % de plus que les 40 milliards de dollars annoncés à Paris en 2021 et 3,5 milliards de plus que l'année dernière (soit une croissance de 8 % depuis 2023).

Les engagements financiers garantis sont estimés à **40,4 milliards de dollars**, soit 80 % du total (contre 17,3 milliards de dollars en 2022 et 20,3 milliards de dollars en 2023). Le montant **déjà dépensé** est estimé à **21,9 milliards de dollars**, soit 54 % du total garanti (contre 9,5 milliards de dollars en 2023). Les porteurs d'engagements indiquent que **15 %** des engagements financiers sont réalisés et que **76 %** sont en cours ou au stade de la planification. Parmi les engagements en cours, **93 %** sont en bonne voie et seulement **4 %** ne le sont pas^{xii}.

La Coalition d'action pour la Justice et les droits économiques affiche le plus haut niveau d'engagements financiers déclarés, avec près de 30,9 milliards de dollars. Viennent ensuite celle consacrée à la violence basée sur le genre (VBG), avec 10,3 milliards de dollars, celle consacrée à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR), avec 6,7 milliards de dollars, et celle relative au leadership et aux mouvements féministes (FML) avec près de 1,7 milliard de dollars. En revanche, seuls 560 millions de dollars ont été promis à l'action féministe pour le changement climatique et 210,5 millions de dollars à la coalition Technologies et innovation. Si les investissements annoncés ont diminué pour certaines coalitions d'action, la part des engagements financiers obtenus et dépensés a augmenté dans la plupart des cas.

RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS FINANCIERS, PAR COALITION D'ACTION



Pour les 50,3 milliards de dollars de promesses de dons, les montants et les modalités de financement varient considérablement et comprennent des subventions, des prêts, des contributions en nature et des allocations budgétaires. Les **gouvernements** ont pris la plus grande part des engagements financiers (plus de 22 milliards de dollars, soit 44 %), y compris l'engagement de 796 millions de dollars du gouvernement du Kazakhstan en faveur des femmes qui s'occupent d'enfants, en prolongeant d'une année à une année et demie les allocations de garde d'enfants pour les mères qui travaillent et celles qui ne travaillent pas, ce qui a permis d'aider près de 700 000 parents tout au long de l'année.

Les engagements très médiatisés du **secteur privé** (plus de 12,4 milliards de dollars)^{xiii} comprennent à nouveau l'investissement de 10 milliards de dollars de Procter & Gamble (100 % garantis, 89 % dépensés) dans des entreprises détenues et dirigées par des femmes dans le cadre de sa campagne #ChooseEqual. La place de marché indonésienne de la microfinance Amaritha s'est engagée à verser 2,3 milliards de dollars, dont 56 % ont déjà été dépensés, en finançant plus de 2,3 millions de micro, petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes dans plus de 54 000 villages ruraux en Indonésie, dans le but d'atteindre environ 5 millions de femmes d'ici à 2026.

Les **organisations multilatérales** ont engagé près de 12 milliards de dollars (28 millions de dollars de plus que l'année dernière) et obtenu plus de 13 milliards de dollars (12 milliards de dollars de plus que l'an dernier). Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) s'est engagé à verser plus d'un milliard de dollars en 2024 pour accroître l'accès aux contraceptifs dans le monde (70 % garantis, 61 % dépensés). Depuis 2021, ses efforts ont permis d'augmenter de 13,3 millions le nombre de personnes qui utilisent des contraceptifs modernes.

Les **organisations philanthropiques** ont engagé près de 4 milliards de dollars, soit une baisse d'environ 400 millions de dollars par rapport à l'année dernière. La Fondation Gates a promis plus de 2 milliards de dollars, tandis que Co-Impact Philanthropic Funds Inc. dirige les investissements vers les OSC avec un engagement de 500 millions de dollars (88 % garantis, 31 % dépensés) par l'intermédiaire de son Fonds pour le genre, qui soutient 85 initiatives en Afrique, en Asie et en Amérique latine par le biais de subventions visant à promouvoir le leadership des femmes et l'égalité des sexes.

Les **organisations de la société civile** ont promis 400 millions de dollars (1 % du total des contributions à Génération Égalité), soit 75 millions de dollars de moins que l'année dernière. L'OSC Engender Health s'est engagée à verser 110 millions de dollars en 2024 pour soutenir l'avortement et l'accès à la contraception dans le cadre de projets menés dans 16 pays, afin d'éviter environ 1,68 million de grossesses non désirées et 31 300 décès d'enfants. Le Fonds Égalité est en tête des investissements des OSC avec 82 millions de dollars promis (72 % garantis). L'UNFPA et le gouvernement du Canada sont en tête des investissements dans les organisations dirigées par des jeunes, avec respectivement 17 et 15 millions de dollars.

Plus de la moitié des engagements financiers sont des **engagements polyvalents**, combinant des activités financières, politiques, programmatiques et de plaidoyer. Les engagements financiers avec une **composante programmatique** représentent près de 20 milliards de dollars, suivis des engagements **purement financiers** (2,3 milliards de dollars), des engagements avec une **composante politique** (1,7 milliard de dollars) et des engagements avec une **composante de plaidoyer** (329,7 millions de dollars).

Plus de trois engagements financiers sur quatre (77 %) soutiennent des groupes ou des communautés marginalisés. Les investissements les plus importants ont été promis par le biais d'engagements en faveur des personnes en situation de pauvreté et autres situations vulnérables (31 milliards de dollars), des minorités ethniques, raciales et religieuses (17,5 milliards de dollars) et des populations migrantes, déplacées ou réfugiées (14,5 milliards de dollars)^{xiv}.

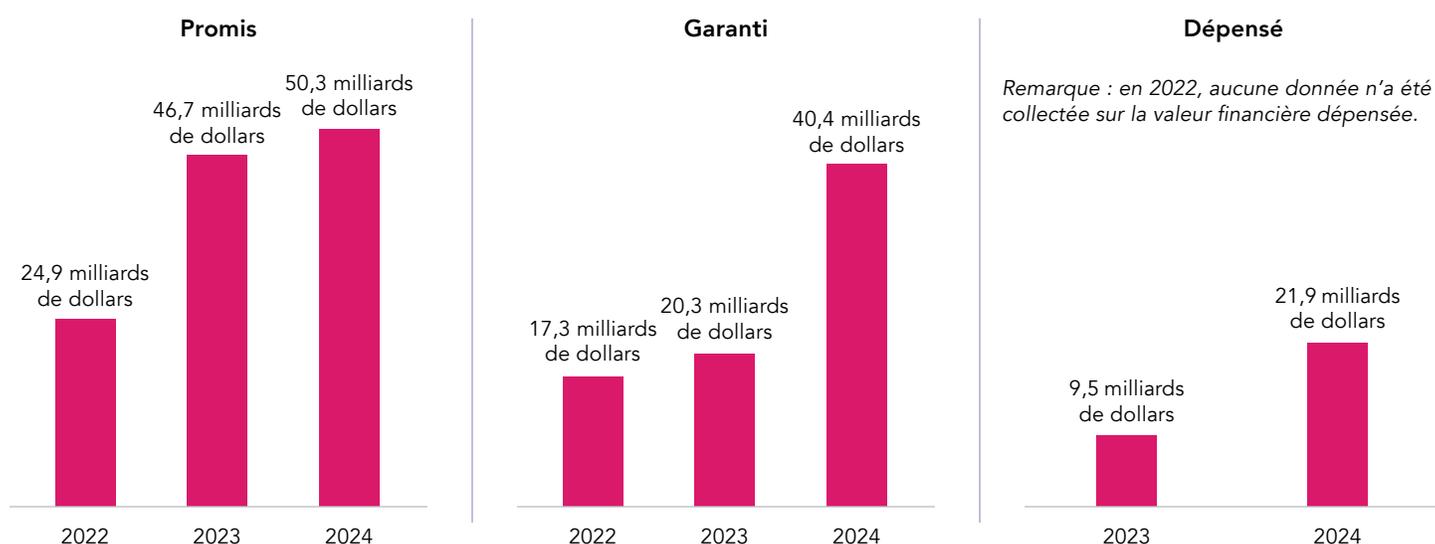
Malgré l'amélioration des rapports sur les engagements financiers de Génération Égalité, des difficultés subsistent. De nombreux porteurs d'engagements n'ont pas indiqué si les fonds avaient été promis (23 %), garantis (47 %) ou dépensés (34 % des fonds garantis). Quatre-vingt-seize porteurs d'engagements ont été à l'origine de 54 % des contributions financières déclarées à des organisations de la société civile ou dirigées par des jeunes ou des adolescents. Sur ces 96 porteurs d'engagements, 56 % ont fourni des détails sur les montants spécifiques investis dans ces organisations. Par comparaison, l'année dernière, 106 porteurs d'engagements représentaient 66 % du total des engagements financiers, 51 % d'entre eux ayant déclaré la valeur de leurs investissements.

Plus de la moitié (54 %) des engagements financiers déclarés représentent des contributions à des OSC et à des organisations dirigées par des jeunes ou des adolescents. Au total, ces contributions s'élèvent à près de 2,8 milliards de dollars, soit moins de 6 % du total promis. Les porteurs

d'engagements ont promis de verser 1,4 milliard de dollars aux OSC (environ 300 millions de dollars de moins qu'en 2023), dont 81 % ont été alloués. Pour les organisations dirigées par des adolescents, plus de 1,3 milliard de dollars ont été promis, dont 61 % sont garantis. Pour les organisations dirigées par des jeunes, 44,5 millions de dollars ont été promis (32,8 millions de dollars de plus que l'année dernière), dont 85 % sont garantis.

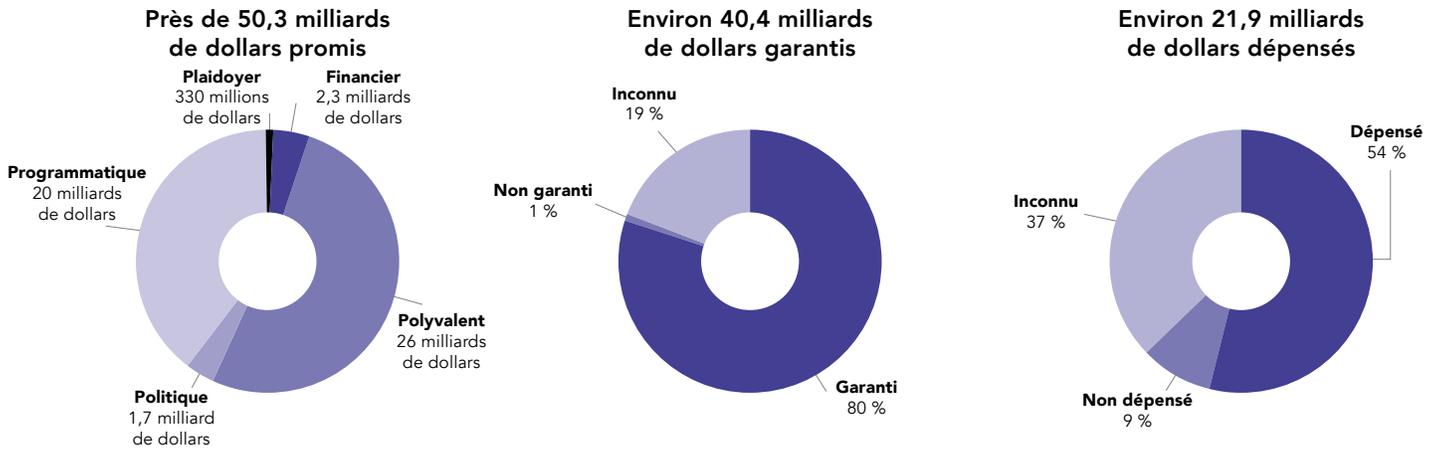
Les **organisations dirigées par des jeunes** ont promis plus de 7,4 millions de dollars, soit une augmentation de 1,4 million de dollars par rapport à 2023. En particulier, la Wider Aid and Development Agency-South Sudan, une organisation dirigée par des jeunes, s'est engagée à verser 1 million de dollars (dont 5 % sont garantis) en faveur des efforts de prévention de la VBG. Cependant, en raison du faible taux de réponse des **organisations dirigées par des adolescents**, avec seulement trois porteurs d'engagements, seuls 178 000 dollars ont été déclarés comme promis. En outre, ces groupes ont déclaré **avoir besoin de 751 millions de dollars pour remplir leurs engagements non financiers**, mais seuls **21 %** (154 millions de dollars) de ce montant ont été obtenus ou affectés. Pour renforcer l'efficacité de Génération Égalité, il est essentiel d'accroître considérablement le soutien aux organisations dirigées par des jeunes et des adolescents. De plus, des efforts concertés doivent être entrepris pour développer des indicateurs et des méthodologies cohérents afin de promouvoir des rapports plus transparents, en particulier en ce qui concerne le financement de ces organisations.

LES RESSOURCES INVESTIES DANS L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES DANS LE CADRE DE GÉNÉRATION ÉGALITÉ ONT AUGMENTÉ DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE AU FIL DU TEMPS

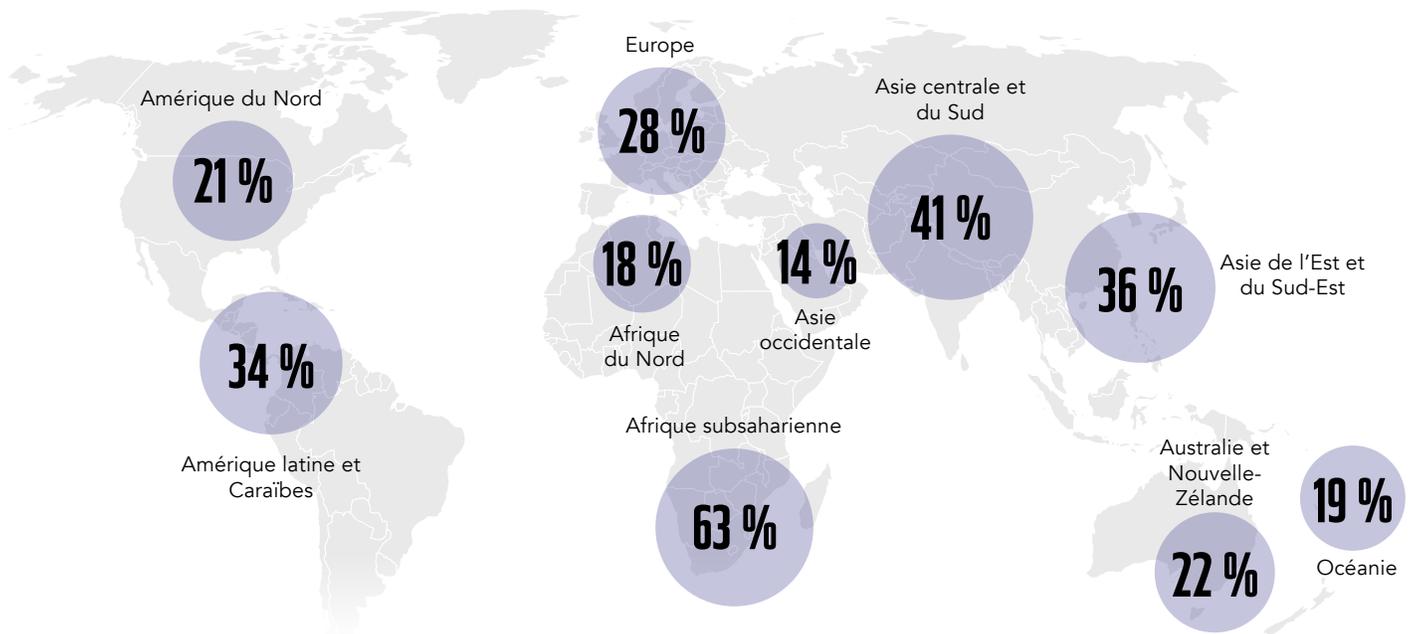


Remarque : la question concernant le soutien aux communautés marginalisées autorisait les choix multiples, ce qui signifie que la valeur financière d'un engagement est comptabilisée pour chaque communauté marginalisée sélectionnée par le répondant.

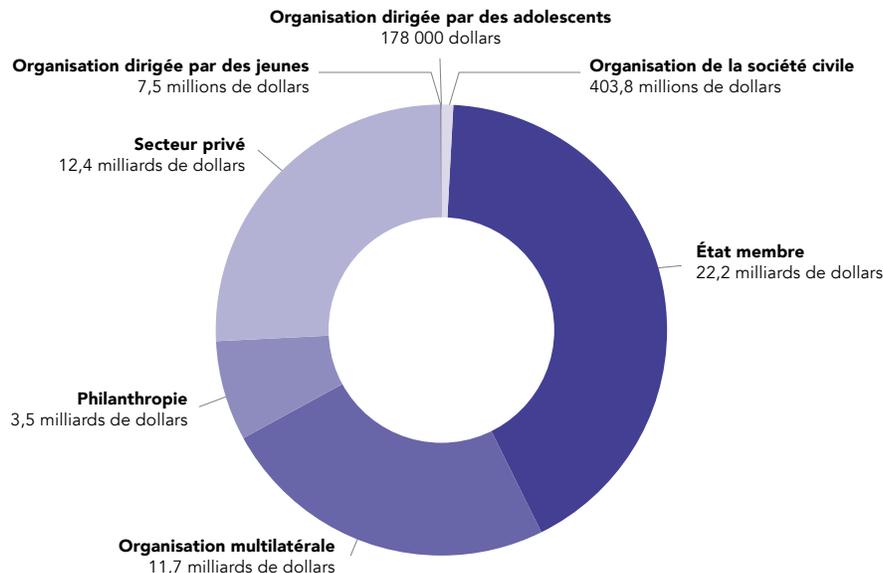
RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS FINANCIERS



ENGAGEMENTS FINANCIERS DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS DE MISE EN ŒUVRE



ENGAGEMENTS FINANCIERS (PROMIS), PAR TYPE D'ORGANISATION





POINTS MARQUANTS DES ENGAGEMENTS FINANCIERS

PRINCIPAUX RÉSULTATS



En 2024, Génération Égalité continue de mobiliser des ressources financières supplémentaires :

- **50,3 milliards de dollars** ont été promis pour l'égalité des sexes, **76%** des engagements financiers étant en cours ou au stade de la planification
- **Engagements** : **22,2 milliards de dollars** par les gouvernements, **12,4 milliards de dollars** par le secteur privé, **11,7 milliards de dollars** par les organisations multilatérales et **3,5 milliards de dollars** par les organisations philanthropiques
- **404 millions de dollars** ont été promis par les OSC et **7,5 millions de dollars** par les organisations de jeunes

EXEMPLE



- Le gouvernement du Kazakhstan a contribué à hauteur de **796 millions de dollars** à la prolongation des allocations de garde d'enfants pour les mères qui travaillent et celles qui ne travaillent pas, d'une année à une année et demie, afin de renforcer le soutien aux femmes qui s'occupent d'enfants.

HISTOIRES PERCUTANTES

Des avenir autonomes : les jeunes à la rescousse des jeunes

Le collectif féministe Nala, une organisation dirigée par des jeunes, a eu un impact significatif sur le leadership féministe et l'autonomisation des femmes sur le continent africain depuis sa création lors du Forum Génération Égalité en 2021. Il a octroyé plus de 57 000 dollars de subventions à 41 jeunes activistes et mouvements féministes travaillant dans 14 pays africains, s'est associé à Masterclass pour offrir des possibilités d'apprentissage et a recruté des jeunes en tant que consultants et bénévoles. En partenariat avec Mexoxo, le collectif a formé 20 000 jeunes femmes du Nigéria et du Kenya et leur a délivré un certificat eCornell d'une valeur de 360 000 dollars pour leur permettre d'entrer sur le marché du travail.

Donner de la voix pour la justice de genre

Le Cadre de redevabilité féministe du *Fonds mondial pour les femmes* représente une avancée significative dans la défense de la justice de genre. En réunissant plus de 700 groupes féministes locaux et en aidant financièrement les dirigeants et les porteurs d'engagements de Génération Égalité à recueillir et analyser des données sur leur impact dans les communautés locales, le cadre a effectivement amplifié les voix des personnes les plus touchées par l'inégalité entre les sexes. Cet effort collectif a abouti à un appel à l'action, exhortant à l'intégration de perspectives et de solutions féministes dans les stratégies de financement.

Les engagements politiques nouveaux ou renforcés se sont multipliés par rapport à l'année dernière

Les porteurs d'engagements ont déclaré 593 engagements comportant une composante politique, soit 84 de plus que l'année dernière. Plus de 8 engagements sur 10 (84 %) sont en cours et 10 % ont été réalisés, une légère amélioration par rapport aux 8 % réalisés en 2023. En outre, 3 % sont au stade de la planification et 2 % n'ont pas encore commencé^{xv}. En conséquence, **1 926 politiques nouvelles ou renforcées** ont été initiées dans les coalitions d'action, ce qui représente une augmentation de 64 % par rapport à l'année dernière. La part la plus importante revient à la Coalition d'action contre la VBG, avec 1 184 nouvelles politiques.

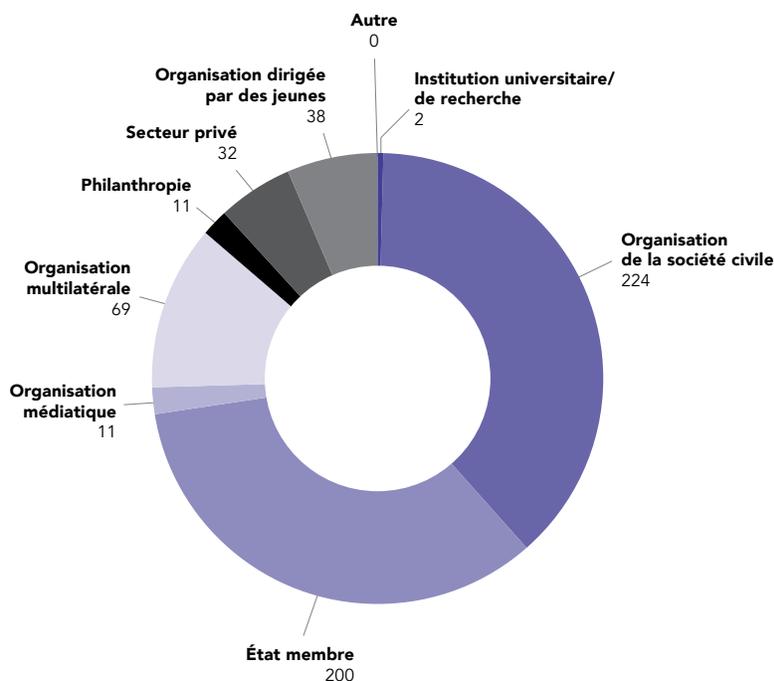
Les engagements politiques sont principalement mis en œuvre en Afrique subsaharienne (53 %) et en Asie centrale et du Sud (40 %). Par ailleurs, 55 % d'entre eux proviennent d'Europe et d'Amérique du Nord. En outre, 81 % des engagements politiques soutiennent les groupes et communautés marginalisés, dont 84 % les personnes vivant dans la pauvreté ou dans des situations vulnérables et 64 % les personnes handicapées^{xvi}.

Les gouvernements sont en tête des engagements politiques, avec 200 engagements, soit 57 % du total des engagements gouvernementaux. Dans le cadre de sa

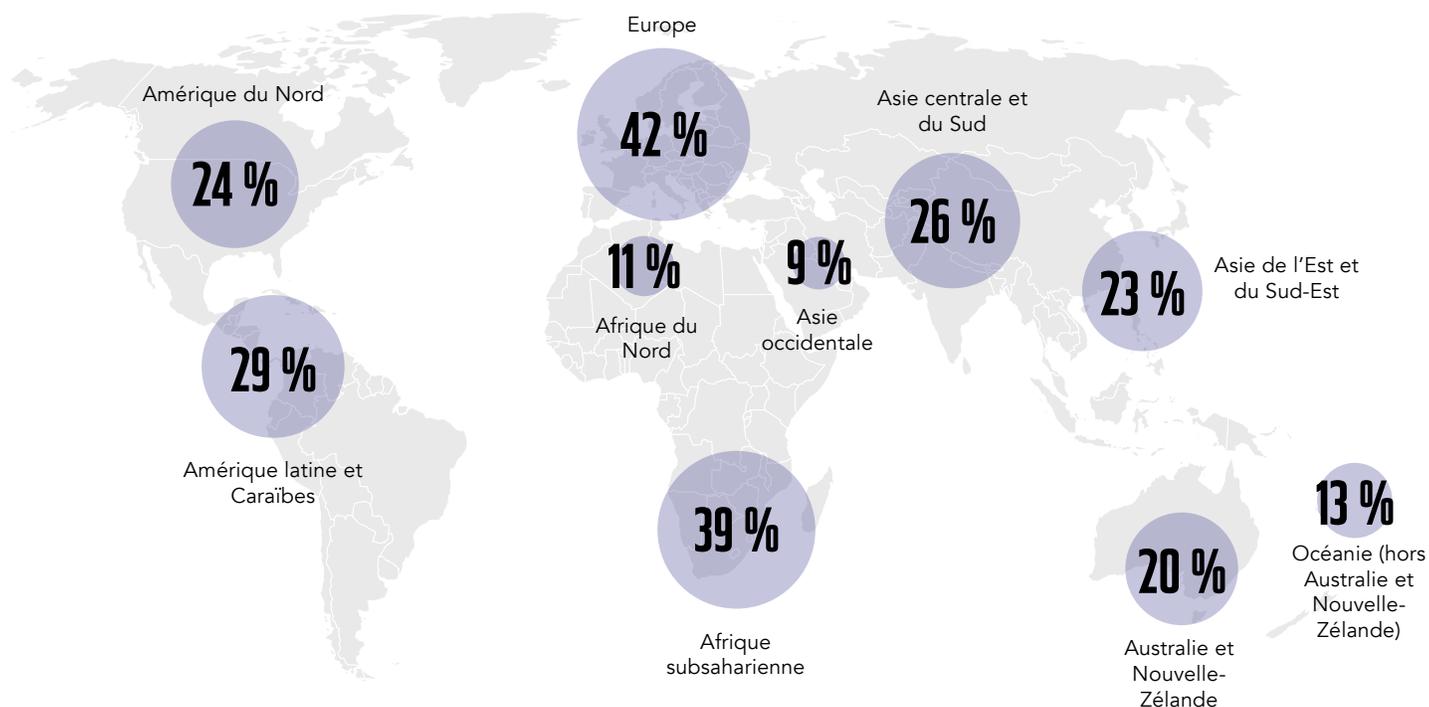
nouvelle politique de santé, par exemple, le gouvernement argentin a considérablement élargi l'accès aux contraceptifs en distribuant plus de 5,8 millions de contraceptifs oraux ou injectables, 460 000 contraceptifs hormonaux d'urgence

et plus de 5 millions de préservatifs dans 24 juridictions, ce qui a permis de prévenir les grossesses non désirées chez les adolescentes.

ENGAGEMENTS POLITIQUES, PAR TYPE D'ORGANISATION



ENGAGEMENTS POLITIQUES DES GOUVERNEMENTS DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS DE MISE EN ŒUVRE





POINTS MARQUANTS DES ENGAGEMENTS POLITIQUES

PRINCIPAUX RÉSULTATS



- **593 engagements** ont une composante politique, dont **200** proviennent des gouvernements
- **53%** ont été mis en œuvre en Afrique subsaharienne
- **81%** soutiennent les groupes et communautés marginalisés
- **1926** politiques nouvelles ou renforcées ont été signalées, la plus grande partie provenant de la Coalition d'action contre la VBG
- **8 engagements sur 10** comportant un volet politique sont en cours de réalisation
- **55%** des engagements comportant un volet politique proviennent d'Europe ou d'Amérique du Nord



EXEMPLE



- **Les nouvelles politiques de santé publique du gouvernement argentin** ont permis de fournir plus de 5,8 millions de contraceptifs oraux ou injectables, 460 000 contraceptifs hormonaux d'urgence et plus de 5 millions de préservatifs, contribuant ainsi à prévenir les grossesses non désirées chez les adolescentes.

HISTOIRES PERCUTANTES

Renforcer la résilience : s'unir pour une protection sociale résiliente

Dans la Fédération de Bosnie-Herzégovine, la formulation de la stratégie 2024-2030 du système de protection sociale et de l'enfance, qui s'appuie sur l'étude sur l'économie des soins élaborée par Génération Égalité, représente une étape cruciale dans l'avancement collaboratif des politiques sociales nationales. Cette initiative favorise la collaboration entre les secteurs et s'aligne sur les traités internationaux relatifs aux droits humains afin de mettre en place un système de protection sociale résilient.

Construire un avenir sûr : vers des écoles plus sûres au Nigéria

Le plan national 2023-2026 du gouvernement nigérian pour le financement d'écoles sûres améliore la sécurité et la qualité de l'éducation dans tout le pays. Ce plan prévoit un investissement important d'environ 100 000 dollars dans un projet d'écoles sûres dans 18 États, couvrant 48 écoles par État. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre de la Coalition d'action contre la VBG, vise à améliorer les infrastructures et la formation du personnel de sécurité, en particulier dans les régions septentrionales, et à créer un environnement d'apprentissage plus sûr pour les jeunes femmes et les filles.

Un nombre inégalé de programmes sont mis en œuvre par les porteurs d'engagements de Génération Égalité

Les porteurs d'engagements ont déclaré **839 engagements comportant une composante programmatique**, soit 108 de plus que l'année dernière. Plus de 8 engagements sur 10 (82 %) sont en cours et 11 % ont été réalisés, contre 8 % l'année dernière. En outre, 3 % en sont au stade de la planification et 2 % n'ont pas encore commencé.

Au total, **4 448 programmes nouveaux ou élargis** ont été initiés dans les coalitions d'action, soit deux fois plus qu'en 2023. La plupart des programmes nouveaux ou renforcés sont mis en œuvre par la Coalition d'action contre la VBG (1 050), suivie de près par les Coalitions d'action EJER (899) et FML (894).

Le plus grand nombre d'engagements comportant des composantes programmatiques provient de la société civile et des gouvernements (365 et 195, respectivement). Cependant, la plus grande part des engagements program-

matiques concerne les organisations de jeunes (83 %), suivies par les entreprises du secteur privé (76 %).

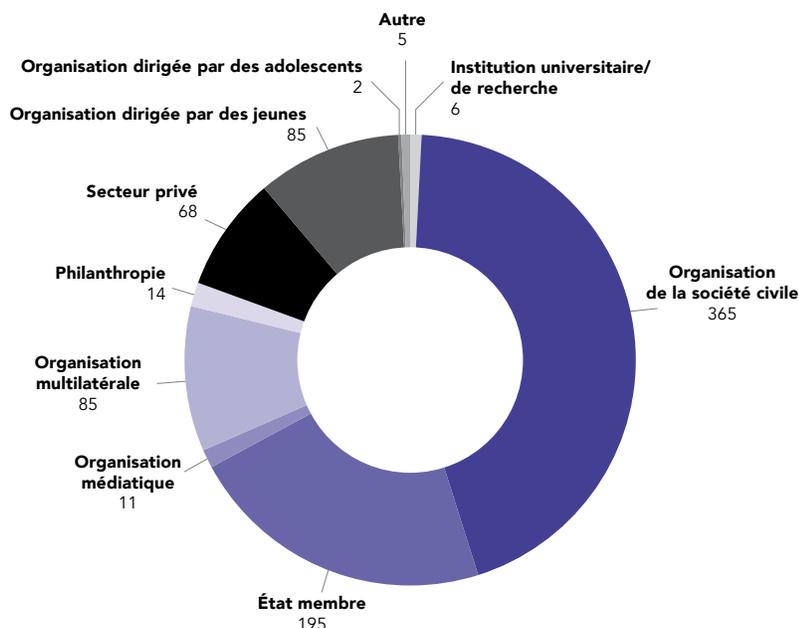
L'essentiel des engagements comportant une composante programmatique provient d'Europe et d'Amérique du Nord (48 %) ou d'Afrique subsaharienne (32 %), la majorité d'entre eux étant mis en œuvre en Afrique subsaharienne (61 %). Dans l'ensemble, 82 % des engagements programmatiques soutiennent des groupes et des communautés marginalisés, 85 % appuient les personnes vivant dans la pauvreté ou dans des situations vulnérables et la moitié viennent en aide aux minorités ethniques ou religieuses.

Parmi les points forts des engagements programmatiques signalés figurent plusieurs organisations qui travaillent directement avec les femmes et les filles pour leur fournir des informations et des services de SDRS. HIVSA, une OSC basée en Afrique du Sud, concentre son programme

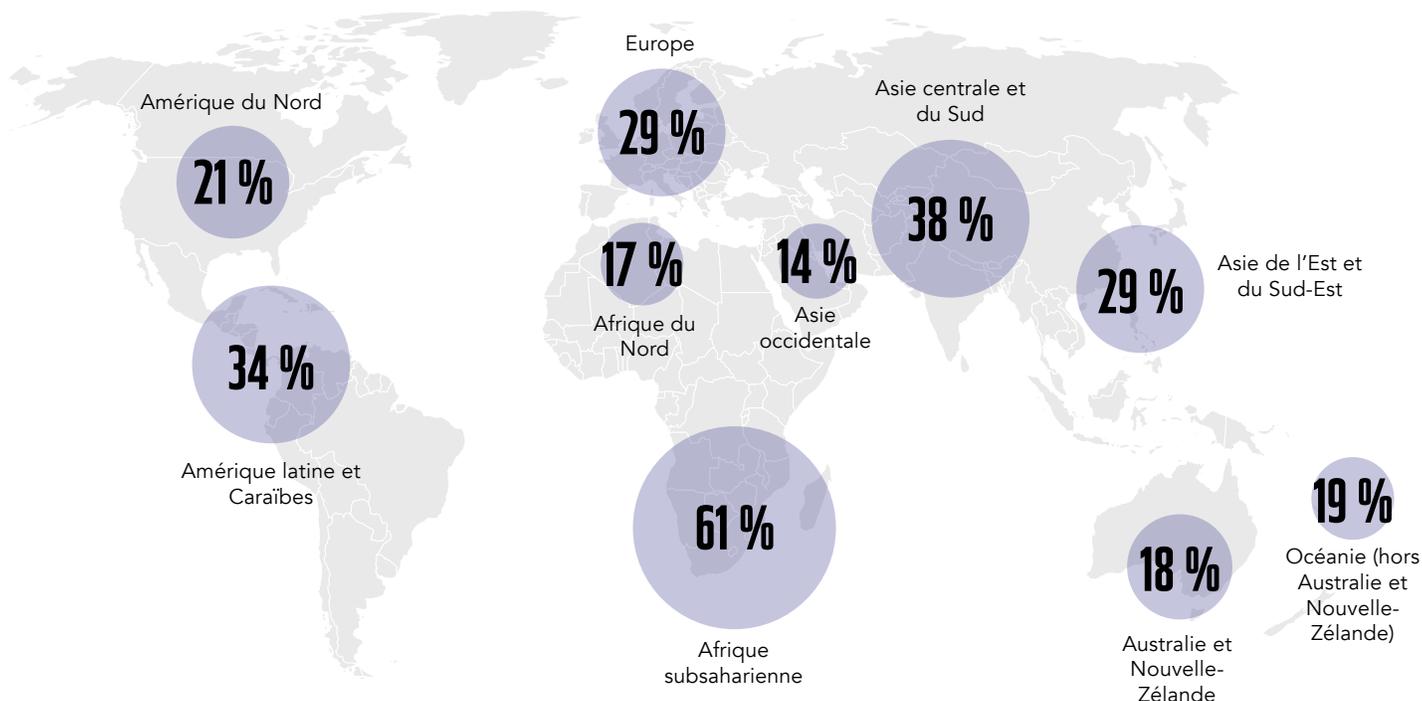
pour les orphelins et les enfants vulnérables sur le soutien matériel, la mise en œuvre d'interventions de SDR et de prévention du VIH fondées sur des données probantes, l'orientation et la mise en relation avec les services, ainsi que sur des programmes visant à donner aux adoles-

centes et aux jeunes femmes les moyens de parler de la santé sexuelle et reproductive avec les personnes qui s'occupent d'elles. HIVSA a déjà proposé ces interventions à 10 681 adolescentes et jeunes femmes, avec l'objectif d'en atteindre plus de 52 000 d'ici septembre 2024.

ENGAGEMENTS PROGRAMMATIQUES, PAR TYPE D'ORGANISATION



ENGAGEMENTS PROGRAMMATIQUES DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS DE MISE EN ŒUVRE





POINTS MARQUANTS DES ENGAGEMENTS PROGRAMMATIQUES

PRINCIPAUX RÉSULTATS



- **839 engagements** ont une composante programmatique
- **4 448 programmes nouveaux ou élargis** ont été initiés dans les coalitions d'action
- **365 (le plus grand nombre)** proviennent des OSC et des gouvernements
- **83 % (la part la plus importante)** est réalisée par des organisations dirigées par des jeunes
- **61 %** sont mis en œuvre en Afrique subsaharienne
- **82 %** soutiennent les groupes et communautés marginalisés



EXEMPLE



- **HIVSA, une OSC basée en Afrique du Sud**, fournit un soutien matériel aux orphelins et aux enfants vulnérables, propose des interventions de SDRS et de prévention du VIH fondées sur des données probantes, des orientations et des mises en relation avec des services de santé sexuelle et reproductive, ainsi que des services de parentalité et de soins. HIVSA a proposé ces interventions à 10 681 adolescentes et jeunes femmes en 2023, avec l'objectif d'en atteindre plus de 52 000 d'ici 2024.

HISTOIRES PERCUTANTES

Faire progresser les droits des femmes autochtones et la justice climatique en Colombie

Tejiendo Pensamiento est une organisation colombienne dirigée par des jeunes qui participe au Youth Network for Peace en Colombie et à la Coalition d'action Action féministe pour la justice climatique. Dirigée par des femmes et des filles autochtones, *Tejiendo Pensamiento* est un lieu d'autonomisation et de défense, qui associe la gestion de l'environnement à la promotion des droits des femmes. En donnant à plus de 500 femmes autochtones les moyens de défendre la conservation de la biodiversité et leurs droits en matière de prise de décision environnementale, *Tejiendo Pensamiento* a pu avoir une influence sur les plans d'action locaux en matière d'égalité des sexes et de biodiversité. Par exemple, elle a dirigé *Mujeres Urdiendo en la Ciencia*, un programme de suivi de l'état de la biodiversité dans les zones montagneuses, dans le but de faire participer les femmes à la justice climatique par le biais d'ateliers et de dialogues intergénérationnels avec les autorités locales, ce qui a finalement abouti à l'élaboration de plans environnementaux inclusifs.

Les partenariats au service de l'autonomisation : encourager l'innovation et la croissance dirigées par les femmes

BOOST est un programme régional d'accélération de l'innovation en matière d'impact social, financé et soutenu par Koç Holding et le Ministère des finances de la République slovaque, avec l'appui du PNUD. En 2022, Hub21, une startup dirigée par des femmes en Türkiye, a remporté le titre dans la catégorie « Women Innovators » du programme BOOST 2022. Hub21 est une plateforme en ligne destinée à enseigner les STIM aux jeunes, en particulier aux filles des régions défavorisées. Parmi les fonds mobilisés par BOOST auprès de partenaires publics et privés, Hub21 a reçu 10 000 dollars de fonds propres.

Les engagements en matière de plaidoyer sont principalement menés par les organisations de la société civile, avec une participation de plus en plus active des gouvernements

Les porteurs d'engagements ont déclaré 832 engagements comportant une composante de plaidoyer, contre 712 en 2023. Plus de 8 engagements sur 10 (81 %) ont des activités en cours et 11 % sont réalisés, ce qui représente une légère amélioration par rapport aux 9 % d'engagements réalisés en 2023. Cette année, seuls 3 % d'entre eux en sont au stade de la planification et 3 % n'ont pas encore commencé^{xvii}. Au total, **5 739 initiatives de plaidoyer nouvelles ou renforcées** ont vu le jour dans les coalitions d'action, soit une augmentation de 57 % par rapport à 2023.

Comme l'année dernière, le **plus grand nombre d'engagements comportant des composantes de plaidoyer**

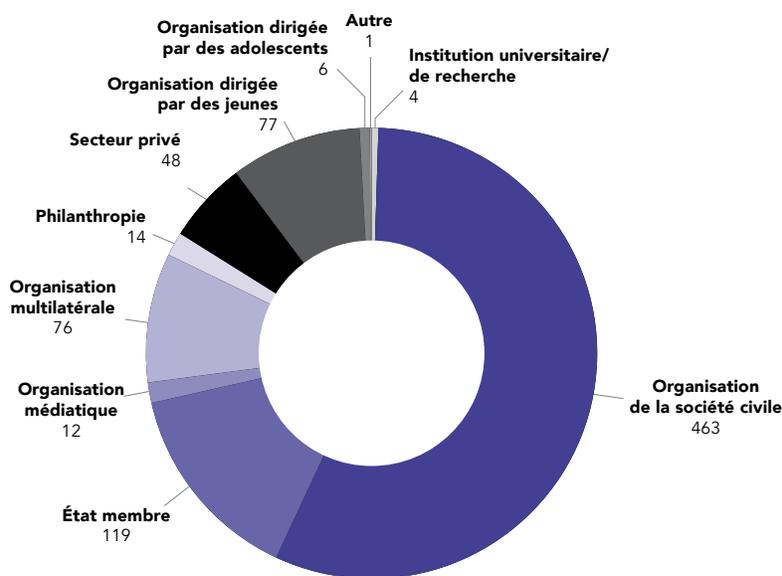
provient de la société civile (464). Les gouvernements ont également augmenté leur participation cette année (128), avec une hausse de 11 % des engagements comportant des composantes de plaidoyer depuis 2023. C'est parmi les OSC (80 %) et les organisations de jeunes (75 %) que l'on trouve la plus grosse part d'engagements en matière de plaidoyer.

La plupart des engagements comportant un **volet de plaidoyer sont mis en œuvre en Afrique subsaharienne** (67 %) et 51 % proviennent d'Europe et d'Amérique du Nord. Le taux de mise en œuvre est relativement élevé en Asie centrale et du Sud (45 %), ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes (40 %). En outre, **79 % des engage-**

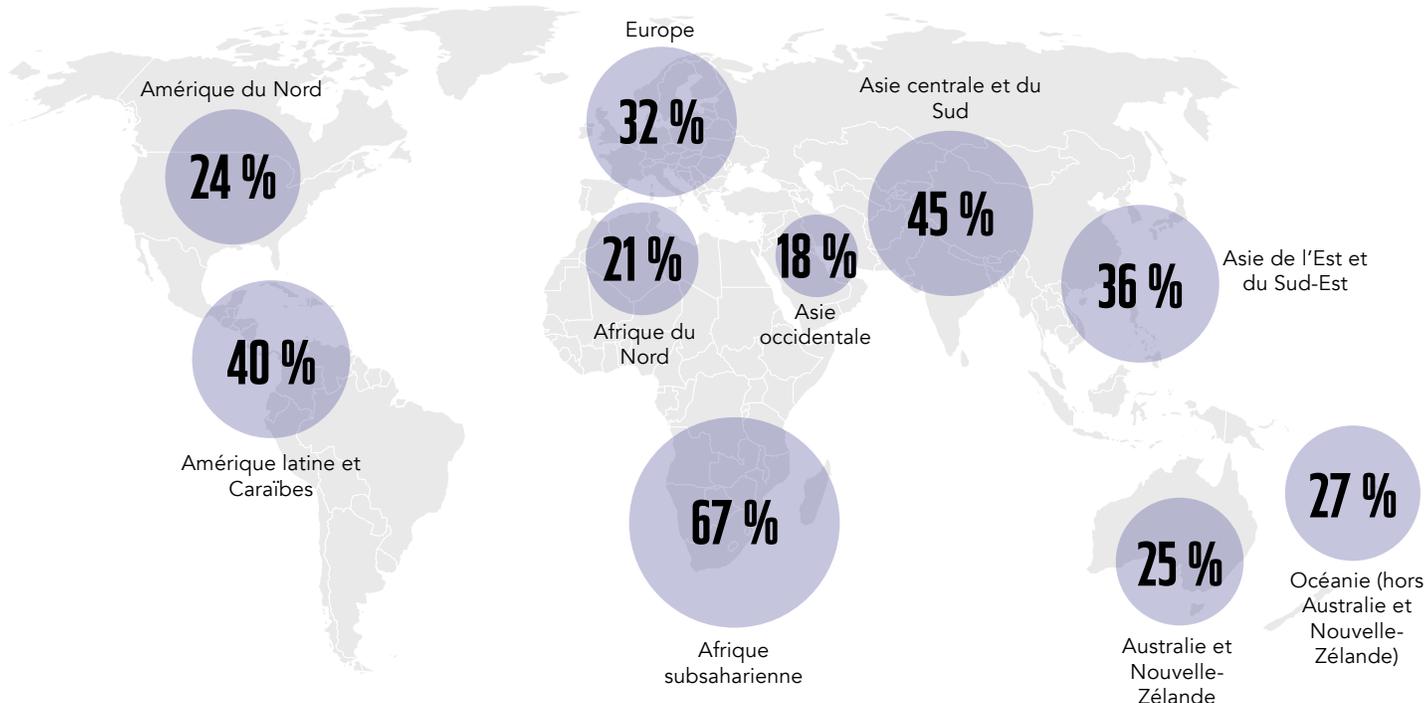
ments en matière de plaidoyer soutiennent des groupes et des communautés marginalisés, 84 % d'entre eux des personnes vivant dans la pauvreté ou dans des situations vulnérables, et près de la moitié des populations migrantes, déplacées ou réfugiées.

Dans le cadre de son engagement à mettre fin à l'impunité pour les violences sexuelles dans le cadre de la Coalition d'action contre la VBG, l'OSC Equality Now, basée aux États-Unis, aurait soutenu des poursuites judiciaires dans 252 cas de violence sexuelle.

ENGAGEMENTS DE PLAIDOYER, PAR TYPE D'ORGANISATION



ENGAGEMENTS DE PLAIDOYER DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS DE MISE EN ŒUVRE





POINTS MARQUANTS DES ENGAGEMENTS DE PLAIDOYER

PRINCIPAUX RÉSULTATS



- **832 engagements** ont une composante de plaidoyer
- **5 739 initiatives de plaidoyer nouvelles ou renforcées** ont vu le jour au sein des coalitions d'action
- **464 proviennent des OSC et 128 des gouvernements**
- **67 %** sont mis en œuvre en Afrique subsaharienne



EXEMPLE



- **Equality Now** a travaillé aux États-Unis pour garantir des poursuites judiciaires dans 252 cas de violence sexuelle. Son manuel 2021 sur l'efficacité des enquêtes, des poursuites et du jugement des affaires de violence sexuelle, élaboré dans le cadre de sa stratégie de poursuite des violences sexuelles, a coïncidé avec une augmentation de 76 % des poursuites de cette nature.

HISTOIRES PERCUTANTES

Pour un monde du travail plus sûr : la collaboration multipartite fait progresser la mise en œuvre de la Convention sur la violence et le harcèlement

Entre 2023 et 2024, 16 nouveaux pays ont ratifié la Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement de l'Organisation internationale du Travail (OIT), le premier traité international visant à lutter contre la violence et le harcèlement, y compris la violence basée sur le genre, dans le monde du travail. Les efforts conjoints des Coalitions d'action contre la violence basée sur le genre et pour la justice et les droits économiques, ainsi que d'ONU Femmes, de l'OIT, de la société civile et des organisations de travailleurs, en faveur de la ratification de la Convention C190, soulignent l'importance d'un plaidoyer commun pour sensibiliser l'opinion et promouvoir les réformes juridiques. Les coalitions d'action ont contribué aux efforts de sensibilisation multipartite et à la fourniture d'une assistance technique par l'OIT aux gouvernements, y compris aux analyses des vides juridiques et aux dialogues régionaux entre parties prenantes, qui ont contribué à aider les pays à aligner leur législation nationale sur les normes de la Convention.

Défendre la justice de genre et la santé et les droits sexuels et reproductifs dans le contexte de la crise climatique au Pakistan

Les initiatives de Baithak en matière de SDSR et de FACJ au Pakistan sont des exemples louables de la manière dont les organisations locales dirigées par des jeunes abordent les questions complexes telles que la justice de genre et le changement climatique et font le lien entre elles. En donnant à 1 200 jeunes femmes et filles les moyens d'agir en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, l'organisation ne se contente pas de plaider en faveur de l'égalité des sexes, mais elle veille également à ce que ces groupes vulnérables ne soient pas négligés en temps de crise en attirant l'attention sur les défis auxquels ils sont confrontés. Par exemple, lors des inondations de 2022, Baithak a contribué à intégrer la dimension de genre dans les réponses d'urgence et les stratégies durables grâce à sa boîte à outils pour une action climatique tenant compte des questions de genre.

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX ET LES PARTENARIATS ALIMENTENT LA CROISSANCE ET LES RÉSULTATS DE GÉNÉRATION ÉGALITÉ

Un changement transformateur grâce aux trois principes fondamentaux de Génération Égalité

Génération Égalité s'appuie sur trois principes fondamentaux : **l'intersectionnalité, le développement d'un leadership féministe et la remise en question explicite de la dynamique du pouvoir**. Comme les années précédentes, les déclarations indiquent que 84 % des engagements conduisent le changement en adoptant une optique intersectionnelle, ce qui souligne l'importance continue accordée à ce principe fondamental de Génération Égalité. Les deux autres principes fondamentaux sont également largement adoptés, mais dans une moindre mesure. Près de 7 engagements sur 10 remettent explicitement en question ou interrogent les dynamiques de pouvoir (69 %, en baisse de 2 points de pourcentage par rapport à 2023), tandis que 59 % des engagements renforcent le leadership féministe par leur mise en œuvre (en hausse de 1 point de pourcentage par rapport à 2023).

Si ces tendances générales font écho aux réponses de l'enquête 2023, il y a quelques changements notables. Par exemple, les organisations dirigées par des jeunes accordent de plus en plus la priorité à la conduite du changement en remettant en question la dynamique du pouvoir, 76 % d'entre elles visant à transformer les structures, les systèmes et les inégalités renforçant le pouvoir (contre 65 % en 2023). Dans le même temps, la société civile se concentre davantage sur le développement d'un leadership féministe, 68 % d'entre elles mettant l'accent sur ce domaine (contre 59 % en 2023).

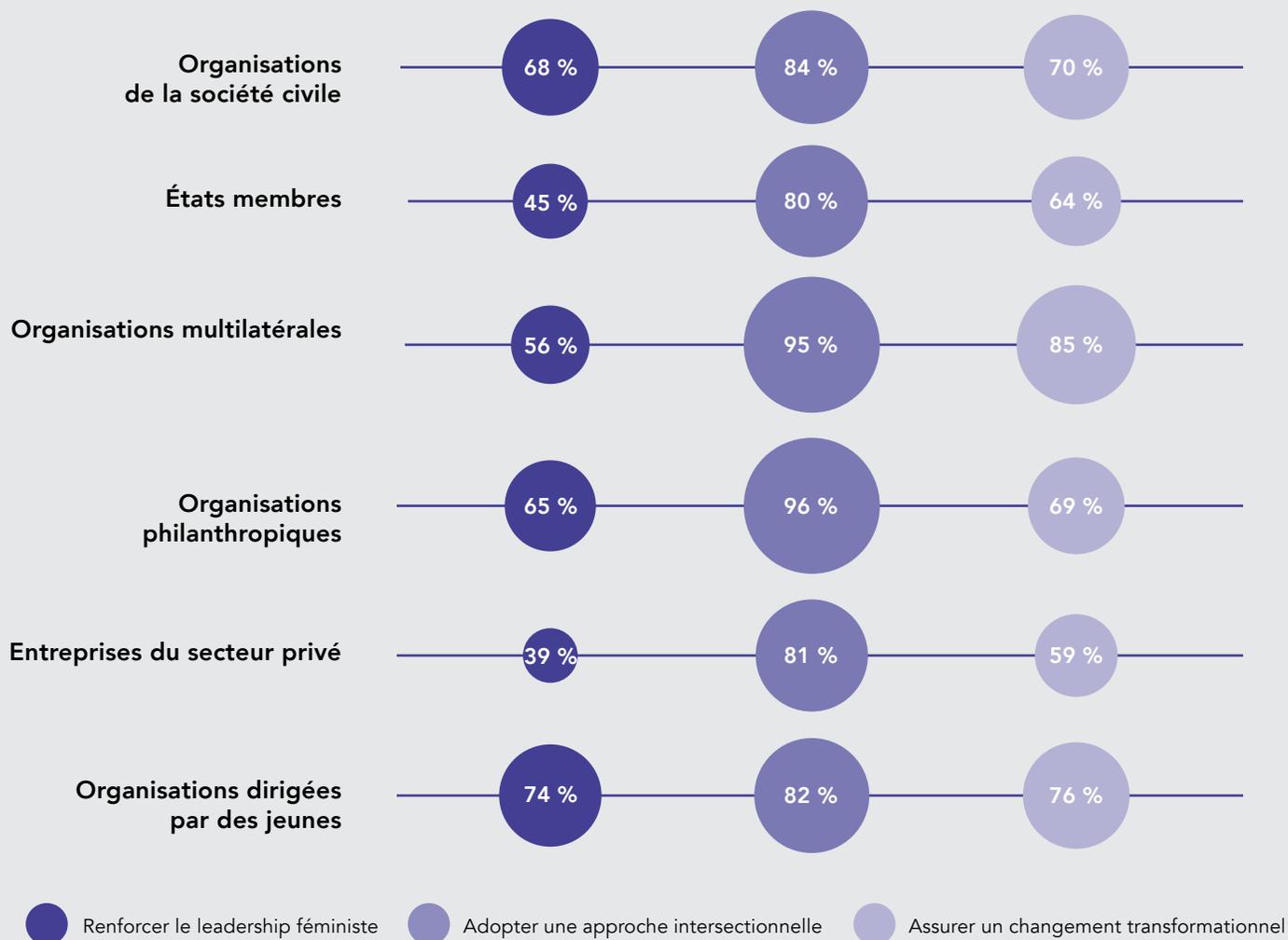
La solidarité et le soutien vis-à-vis des groupes marginalisés favorisent la mise en œuvre des engagements

Les engagements en faveur de Génération Égalité permettent non seulement d'autonomiser les femmes et les filles, mais aussi d'apporter un soutien essentiel à différents groupes marginalisés. Cette année, **77% des engagements signalés soutiennent des groupes et des communautés marginalisés** (12 points de pourcentage de moins que l'année dernière). La plus grande partie d'entre eux vise les personnes vivant dans la pauvreté ou dans des situations vulnérables (83 %), suivies par les personnes handicapées (59 %), tandis que les personnes vivant avec le VIH/sida et les personnes âgées reçoivent le soutien le plus faible (29 % et 24 %, respectivement).

Les **organisations multilatérales** œuvrent sur plusieurs fronts : l'UNESCO travaille à la mise en œuvre de plans d'éducation d'urgence dans les zones de crise ; au Libéria, l'Organisation internationale du droit du développement s'efforce d'améliorer les cadres juridiques et politiques afin de protéger les femmes et les groupes vulnérables. Parallèlement, le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme met sur pied des initiatives visant à donner aux femmes handicapées les moyens d'exercer des responsabilités politiques.

Les **organisations de jeunes** apportent également un soutien important. En Inde, la Fondation YP renforce la sensibilisation et facilite l'accès à une approche centrée sur les survivantes et respectueuse des droits des adolescentes, des jeunes femmes et des personnes marginalisées touchées par des problèmes de violence basée sur le genre. La fondation collabore étroitement avec les acteurs de la communauté et les partisans dans le milieu éducatif.

ADHÉSION AUX PRINCIPES DE GÉNÉRATION ÉGALITÉ, PAR TYPE D'ORGANISATION



SOUTIEN AUX GROUPES MARGINALISÉS, PAR TYPE D'ORGANISATION (% DES ENGAGEMENTS)



Les efforts de la société civile consistent notamment à surmonter les obstacles sociaux et culturels pour fournir une éducation sexuelle complète et des contraceptifs et permettre un accès à l'avortement sans risque pour les jeunes au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie, comme l'a démontré le Women's Global Network for Reproductive Rights – Afrique. En outre, les femmes autochtones de Sierra Leone sont autonomisées au moyen de l'entrepreneuriat, avec le soutien de l'organisation United Funding and Development for Underage Mothers.

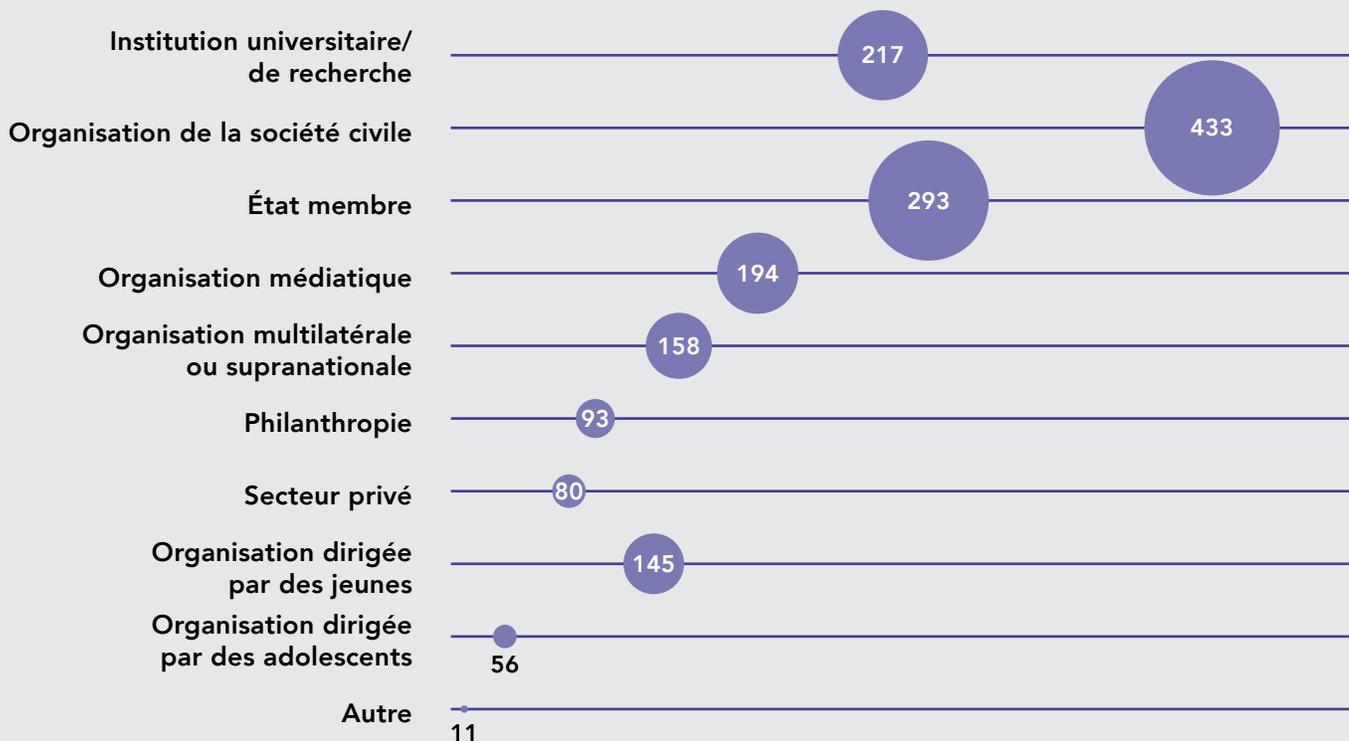
Génération Égalité encourage les partenariats polyvalents et multipartites à l'échelle nationale ou infranationale pour mieux faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Selon l'enquête sur les engagements de 2024, **3 506 partenariats nouveaux ou élargis ont été établis depuis 2021**^{xviii}. Génération Égalité continue d'offrir une plateforme solide pour nouer des alliances, promouvoir l'égalité de participation, renforcer le leadership intellec-

tuel et apporter de nouvelles idées pour relever les défis complexes de l'égalité entre les sexes. Comme l'année dernière, 83 % des engagements ont mis en place ou renforcé une collaboration avec des partenaires, ce qui indique le rôle soutenu de Génération Égalité dans la promotion de la collaboration. La plupart des partenariats nouveaux ou élargis sont formés avec des OSC (77 %), suivis des gouvernements (58 %) et des institutions universitaires ou de recherche (44 %). Les organisations philanthropiques restent en tête des partenariats avec les OSC, avec 84 % de leurs engagements déclarés mis en œuvre en partenariat avec des OSC, soit une augmentation par rapport aux 79 % de 2023^{xix}.

Parmi les six coalitions d'action, la Coalition d'action contre la VBG est en tête des partenariats, avec 1 131 partenariats nouveaux ou élargis, initiés par le biais de 361 engagements. Les engagements contre la VBG représentent également la plus grande part des partenariats, quel que soit le type d'organisation. Pour les engagements qui supposent un partenariat nouveau ou élargi, les OSC sont le partenaire le plus courant, de 69 à 83 % dans les six coalitions d'action.

NOMBRE DE PARTENARIATS AVEC DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE



HISTOIRES PERCUTANTES

Un partenariat stratégique encourage l'engagement populaire en faveur de l'égalité des sexes et de l'action climatique

La collaboration entre le Fonds féministe pour le climat de la Fondation RAJA-Danièle Marcovici et la Coalition d'action FACJ est un exemple d'approche stratégique de l'attribution des fonds. La coalition a joué le rôle de mécanisme de contrôle et a apporté son expertise dans l'identification des organisations éligibles au Fonds. Au total, 20 associations dans 18 pays, ayant chacune au moins un an d'existence et un budget inférieur à 22 300 dollars (20 000 euros), ont reçu des subventions, dont quatre organisations qui font partie de la Coalition d'action FACJ. En se concentrant sur des organisations locales ayant fait leurs preuves et disposant de budgets modestes, ce partenariat s'assure que les fonds sont dirigés vers des initiatives dans le cadre desquelles ils peuvent avoir un impact considérable. Ce partenariat illustre la capacité de Génération Égalité à combler le fossé financier entre les sexes et à donner aux femmes les moyens de jouer un rôle de premier plan dans la préservation de l'environnement et la transition sociale, contribuant ainsi au développement durable et aux efforts de conservation dans le monde entier.

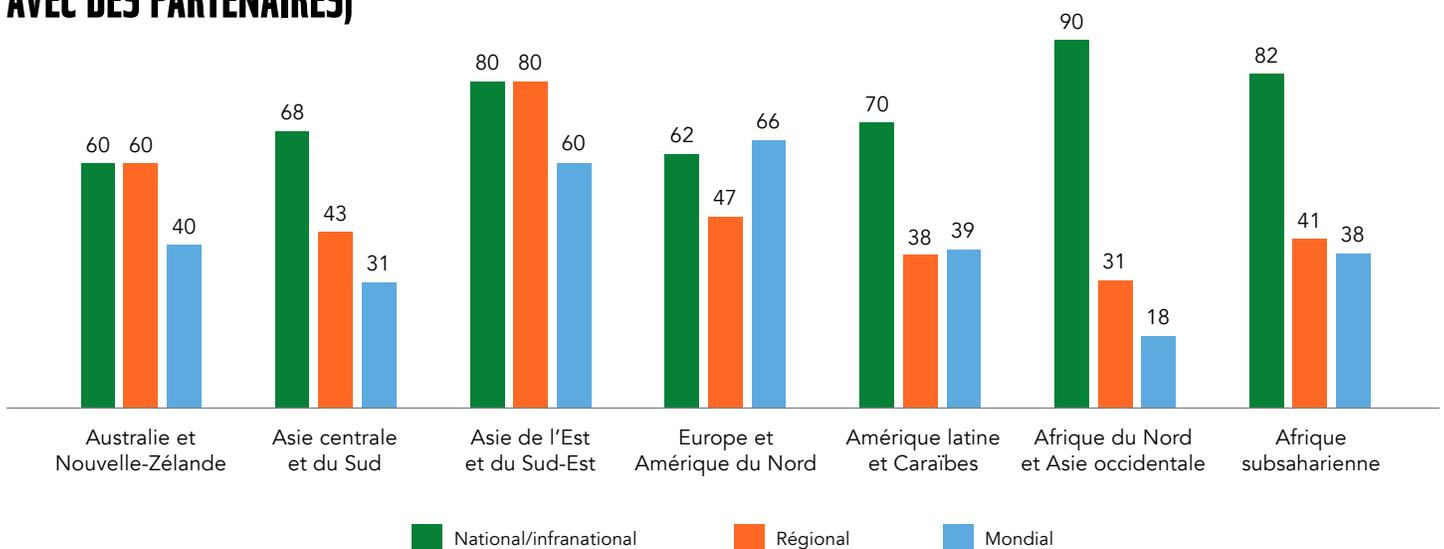
La plupart des partenariats pour Génération Égalité sont établis aux niveaux national et infranational (43 %), contre 27 % au niveau régional et 31 % au niveau mondial. Il existe toutefois des nuances régionales et thématiques. Dans la plupart des régions, les partenariats sont établis au niveau national (au moins 60 %), tandis qu'en Europe et en Amérique du Nord, ils sont plutôt créés au niveau mondial (66 %).

Les engagements des organisations de jeunes et des gouvernements sont plus susceptibles d'être pris aux niveaux national et infranational (76 % et 74 % de leurs engagements, respectivement), tandis qu'une majorité d'engagements philanthropiques sont mis en œuvre par le biais de partenariats au niveau régional (60 %) et les engagements des organisations multilatérales comportent généralement des partenariats au niveau mondial (79 %)^{xx}. Par exemple, le Young Women's Leadership Institute, une orga-

nisation de jeunes basée au Kenya, s'associe à d'autres jeunes féministes et à des organisations locales dans le cadre de la campagne #MyDearBody, un mouvement national contre l'augmentation du nombre de féminicides au Kenya. Le Young Women's Leadership Institute et ses partenaires ont organisé des conversations politiques avec des dirigeants au niveau des comtés afin de faire avancer leur cause.

Au sein des coalitions d'action, alors que les engagements en matière de violence basée sur le genre sont plus susceptibles d'entraîner des partenariats au niveau national ou infranational, les partenariats liés aux engagements SDRS sont plus susceptibles d'être établis au niveau régional que ceux des autres coalitions d'action. De même, les engagements liés au leadership et aux mouvements féministes sont plus susceptibles de s'accompagner de partenariats au niveau mondial que ceux des autres coalitions d'action.

NATURE DES PARTENARIATS, PAR RÉGION, 2024 (POURCENTAGE D'ENGAGEMENTS DANS LE CADRE DESQUELS IL EST FAIT ÉTAT D'UNE COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES)





Les femmes rurales diversifient leurs revenus et renforcent leur résilience au Guatemala. Photo : ONU Femmes/Ryan Brown

Les partenariats Génération Égalité ont également tendance à être multipartites, ce qui reflète leur nature globale. **Plus des deux tiers des engagements faisant intervenir des partenariats font état d'une collaboration avec plusieurs organisations au cours de la mise en**

œuvre. Le groupe Accor, par exemple (une entreprise privée basée en France), travaille avec des gouvernements, des organisations multilatérales, la société civile, des organisations philanthropiques et le secteur privé pour lutter contre la VBG au niveau local par le biais de programmes de formation visant à autonomiser les victimes, fournir un refuge dans les hôtels Accor, apporter un soutien financier, distribuer de la nourriture et bien plus encore.



Des femmes apprennent la robotique à Bangkok, en Thaïlande, le 2 avril 2022. Photo : ONU Femmes/Ana Norman Bermudez

Les partenariats à travers le prisme des organisations dirigées par des jeunes et des adolescents

Les engagements de Génération Égalité sont plus susceptibles de comporter des partenariats avec des organisations dirigées par des jeunes (28 %) qu'avec des organisations dirigées par des adolescents (11 %). Les engagements qui nécessitent des partenariats avec des organisations dirigées par des jeunes et des adolescents sont généralement plutôt liés au plaidoyer (82 %) et aux programmes (73 %) qu'aux politiques (48 %) ou aux engagements financiers (27 %). Ces données suggèrent que, bien qu'impressionnante, la collaboration avec les organisations dirigées par des jeunes et des adolescents peut encore être améliorée sur le plan des questions financières et politiques.

Engagements collectifs

Les engagements collectifs sont un ensemble de 28 engagements mobilisateurs pris par plusieurs parties prenantes pour faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et adoptés par les structures de direction des coalitions d'action (voir l'annexe 1 pour une liste complète de ces engagements). Ces engagements peuvent avoir un impact unique en tirant parti des expertises et en inspirant des initiatives complémentaires. Leurs structures organisationnelles établies sont devenues des espaces qui concentrent l'expertise sur des problèmes spécifiques^{xxi}. En 2024, 530 engagements s'inscrivent dans le cadre de ces efforts collectifs, soit 41 % des engagements déclarés. Les OSC et les organisations médiatiques sont les plus susceptibles d'y prendre part, avec respectivement 54 % et 80 % d'engagements collectifs. À l'inverse, les gouvernements et le secteur privé sont moins impliqués, moins d'un quart de leurs engagements faisant apparemment partie d'engagements collectifs. La plupart des engagements collectifs (60 %) sont mis en œuvre en Afrique subsaharienne, suivis par 39 % en Europe et en Amérique du Nord.

Cette année, 4,7 milliards de dollars ont été promis dans le cadre d'engagements collectifs, soit une baisse de près d'un milliard de dollars par rapport à 2023. La promesse la plus importante, 3,7 milliards de dollars, a été faite par la République fédérale d'Allemagne à l'Alliance mondiale pour les soins en vue d'obtenir l'habilitation à une prise en charge de jour des enfants en âge d'aller à l'école primaire.

Les engagements collectifs s'accompagnent souvent de partenariats nationaux ou infranationaux plutôt que de partenariats mondiaux ou régionaux. Par exemple, l'engagement collectif « financer le leadership et les mouvements féministes » rassemble des OSC, des organisations philanthropiques, gouvernementales et médiatiques du monde entier dans le but d'augmenter le financement des mouvements et organisations féministes.

PRATIQUE EXEMPLAIRE 1:

Engager les jeunes dans les processus décisionnels au niveau national

De l'Afrique du Sud au Chili en passant par le Népal, les efforts déployés par les jeunes et les adolescentes qui militent pour promouvoir l'égalité des sexes mettent en lumière l'impact de l'initiative mondiale Génération Égalité. Leur travail approfondi d'élaboration de plans d'action et de renforcement des capacités pour faire valoir leurs droits a permis de diffuser des connaissances cruciales et vise à favoriser un réseau intergénérationnel qui intègre des actions tenant compte de la dimension de genre dans les tissus sociaux du monde entier.

Inspirés par Génération Égalité, des jeunes d'Afrique du Sud ont cocréé le plan d'action pour la jeunesse et l'égalité des sexes afin de façonner leur avenir et de favoriser un changement positif. Ce plan, élaboré avec plus de 150 spécialistes et organisations locales au cours de cinq dialogues nationaux menés par des jeunes, représente un engagement collectif et offre un cadre pour la solidarité et les actions menées par les jeunes. Il a permis à plus de 400 jeunes leaders d'influencer l'élaboration des politiques, démontrant ainsi le potentiel transformateur d'un leadership éclairé de la part des jeunes. Ce plan d'action évolutif a depuis été soumis au gouvernement sud-africain et à ONU Femmes afin d'amplifier la voix des femmes, des filles et des genres marginalisés en Afrique du Sud.

Au niveau régional, la Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine (IFMSA) réalise des progrès significatifs dans la défense des droits et de la santé des femmes et des filles, grâce à la visibilité offerte par Génération Égalité. La grande majorité des membres de l'IFMSA sont des jeunes, qui se concentrent sur l'engagement et l'autonomisation de leurs pairs. En 2023, l'association a mené 79 activités à travers le monde, y compris des sessions de formation sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, réunissant plus de 100 participants rien qu'au Népal. L'IFMSA a certifié des formateurs SDRS de neuf pays et a organisé des formations sous-régionales en Croatie, au Liban et en Türkiye. En 2024, l'IFMSA a organisé quatre ateliers régionaux de renforcement des capacités réunissant des milliers de participants sur l'équité entre les sexes, l'éducation sexuelle complète et la lutte contre la violence basée sur le genre. L'initiative « *Menstruamos* » (nous avons nos règles) au Chili est un résultat notable de ces efforts, qui a déjà permis d'améliorer les disparités dans l'accès aux produits d'hygiène menstruelle.

PRATIQUE EXEMPLAIRE 2:

Décloisonner en stimulant la mobilisation et le plaidoyer par le biais de Génération Égalité

Les dirigeants de coalitions d'action et les porteurs d'engagements se sont mobilisés pour protéger les femmes et les filles en Gambie face à l'éventualité d'un retour en arrière de la législation interdisant les mutilations génitales féminines (MGF), en identifiant des possibilités de collaboration pour s'y opposer, y compris un soutien direct à un réseau local.

De mai à juillet 2024, les dirigeants des coalitions d'action et les porteurs d'engagements se sont mobilisés pour protéger les femmes et les filles en Gambie en plaidant contre l'abrogation de la législation interdisant les mutilations génitales féminines. Grâce à des réunions virtuelles multipartites entre coalitions, ils ont identifié des possibilités de collaboration et apporté un soutien direct à l'Association des organisations non gouvernementales de Gambie (TANGO). Cet effort, mené conjointement par les Coalitions d'action Génération Égalité sur la violence basée sur le genre, la santé et les droits sexuels et reproductifs et le leadership et les mouvements féministes, a compté la participation de 49 dirigeants et de plus de 600 porteurs d'engagements.

En février 2024, un projet de loi d'initiative parlementaire a cherché à abroger la loi de 2015 modifiant la loi sur les femmes (anti-mutilations génitales féminines). Après l'adoption de ce projet de loi par 42 voix contre 4, les dirigeants des coalitions d'action et les porteurs d'engagements ont intensifié leurs activités de plaidoyer. Des réunions virtuelles régulières ont facilité les points d'actualisation et le plaidoyer collectif, y compris le soutien à TANGO^{xxii}. Le 3 juillet 2024, les trois coalitions d'action ont publié une déclaration exhortant les décideurs gambiens à rejeter le projet de loi. La déclaration, approuvée par 150 signataires, dont des organisations de la société civile, du secteur privé, de jeunes et des Nations Unies, a été un outil de plaidoyer essentiel pour TANGO. Equality Now a également utilisé la déclaration lors du 56^e Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève en juillet 2024.

Grâce à un plaidoyer et à des négociations solides, le législateur gambien a maintenu l'interdiction des mutilations génitales féminines en rejetant, le 15 juillet 2024, les changements proposés à la loi de 2015 sur les femmes. Les trois coalitions d'action restent déterminées à soutenir les efforts de plaidoyer en Gambie et au-delà, en travaillant en étroite collaboration avec TANGO pour sensibiliser à la loi de 2015 modifiant la loi sur les femmes et en renforcer l'application.

« Le soutien constant de Génération Égalité et le partenariat avec l'équipe de première ligne en Gambie ont considérablement pesé sur l'issue positive de la lutte contre l'abrogation de la loi de 2015 modifiant la loi sur les femmes interdisant les mutilations génitales féminines en Gambie. Bravo pour le travail d'équipe, le soutien et le partenariat ! Votre soutien et le partenariat établi ont été, et demeurent, cruciaux pour parvenir à l'autonomisation des femmes et des filles et à l'égalité des sexes, des éléments essentiels pour le développement durable en Gambie et au-delà. [...] »
– Ndey Sireng J. Bakurin, présidente de TANGO

PRATIQUE EXEMPLAIRE 3 :

La collaboration internationale permet de dégager un consensus mondial sur un Pacte numérique mondial transformateur en matière de genre

La Coalition d'action sur les technologies et l'innovation pour l'égalité des sexes a façonné les agendas numériques mondiaux par le biais d'une collaboration internationale, suscitant un consensus sur l'intégration de l'égalité entre les sexes au sein des principales plateformes. Ses efforts ont abouti au Pacte numérique mondial (PNM), qui donne la priorité à l'égalité des sexes, à l'inclusion numérique et à la sécurité et prône la participation active des femmes à la conception des programmes STIM et numériques.

Depuis 2022, les dirigeants de la Coalition d'action Technologies et innovation et les porteurs d'engagements ont œuvré pour intégrer une perspective féministe dans les plateformes clés, notamment lors de la 67^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW67) et du Sommet de l'avenir, ce qui a conduit à l'introduction du PNM, qui s'efforce de favoriser un avenir numérique inclusif.

En mars 2024, ONU Femmes et la Coalition d'action ont publié une note de synthèse plaidant en faveur d'un PNM transformateur sur le plan de l'égalité des sexes. Cette note propose une double approche : établir un objectif autonome sur l'égalité des sexes qui donne la priorité à l'élimination de la violence basée sur le genre facilitée par la technologie, aux opportunités économiques et éducatives, ainsi qu'à la participation et au leadership, tout en intégrant des considérations de genre dans l'ensemble du cadre. Cette stratégie garantit que l'égalité des sexes est un élément fondamental de toutes les initiatives de transformation numérique.

Ces recommandations ont depuis été adoptées dans le cadre du PNM, soulignant l'importance cruciale de l'égalité des sexes et de la participation significative des femmes et des filles dans le domaine numérique. Parmi les principes clés, citons la réduction de la fracture numérique, l'inclusion équitable dans l'économie numérique et la protection des droits humains en ligne et hors ligne. Le PNM fait écho à l'appel lancé dans les conclusions concertées de la CSW67 en faveur de l'intégration de la dimension de genre dans les stratégies numériques et souligne la nécessité urgente de lutter contre la violence facilitée par les technologies. Le Pacte prône une participation active des femmes à la conception des programmes numériques et souligne l'importance d'une éducation et de possibilités de recherche inclusives dans le domaine des STIM. Ces recommandations se retrouvent dans le Pacte pour l'avenir, en particulier dans son chapitre sur la science, la technologie et l'innovation, qui appelle à des mesures visant à atténuer les risques liés au genre dans les nouvelles technologies et à supprimer les obstacles à la participation égale des femmes et à leur leadership dans ces domaines.

GÉNÉRATION ÉGALITÉ CONTRIBUE À LUTTER CONTRE LES CRISES, LES CONFLITS ET LES NORMES NÉGATIVES EN MATIÈRE DE GENRE QUI ENTRAVENT LES PROGRÈS

Femmes, paix et sécurité et action humanitaire

Le Pacte FPS-AH prône un monde où les femmes et les filles contribuent activement à des sociétés pacifiques où leurs droits humains sont protégés et dans lesquelles elles en bénéficient. Aujourd'hui, le monde se trouve face à un moment charnière, marqué par une escalade des conflits et des crises. En 2023, 612 millions de femmes et de filles vivaient dans un rayon de 50 kilomètres d'au moins un des 170 conflits armés, soit une augmentation de 41 % depuis 2015. Les Nations Unies ont vérifié 3 688 cas de violence sexuelle liés aux conflits, soit une augmentation de 50 % depuis 2022, les femmes et les filles représentant 95 % des personnes y ayant survécu. L'intégration des femmes dans

la résolution des conflits permet d'obtenir de meilleurs résultats^{xxiii}. Entre 2020 et 2022, les cas de violence politique à l'encontre des femmes ont augmenté de 50 % dans les régions touchées par un conflit. Au niveau mondial, la participation des femmes aux processus de paix formels est à la traîne, avec seulement 19 % de femmes parmi les délégués, les signataires, les observateurs et les médiateurs en 2023^{xxiv}. Malgré des besoins humanitaires croissants, les dépenses militaires ont atteint les 2 400 milliards de dollars en 2023, marquant ainsi la neuvième année consécutive d'augmentation^{xxv}.



Le Pacte FPS-AH et ONU Femmes Asie-Pacifique ont rassemblé plus de 120 participants pour faire avancer le programme concernant les femmes, la paix et la sécurité. Photo : ONU Femmes/Jack Taylor



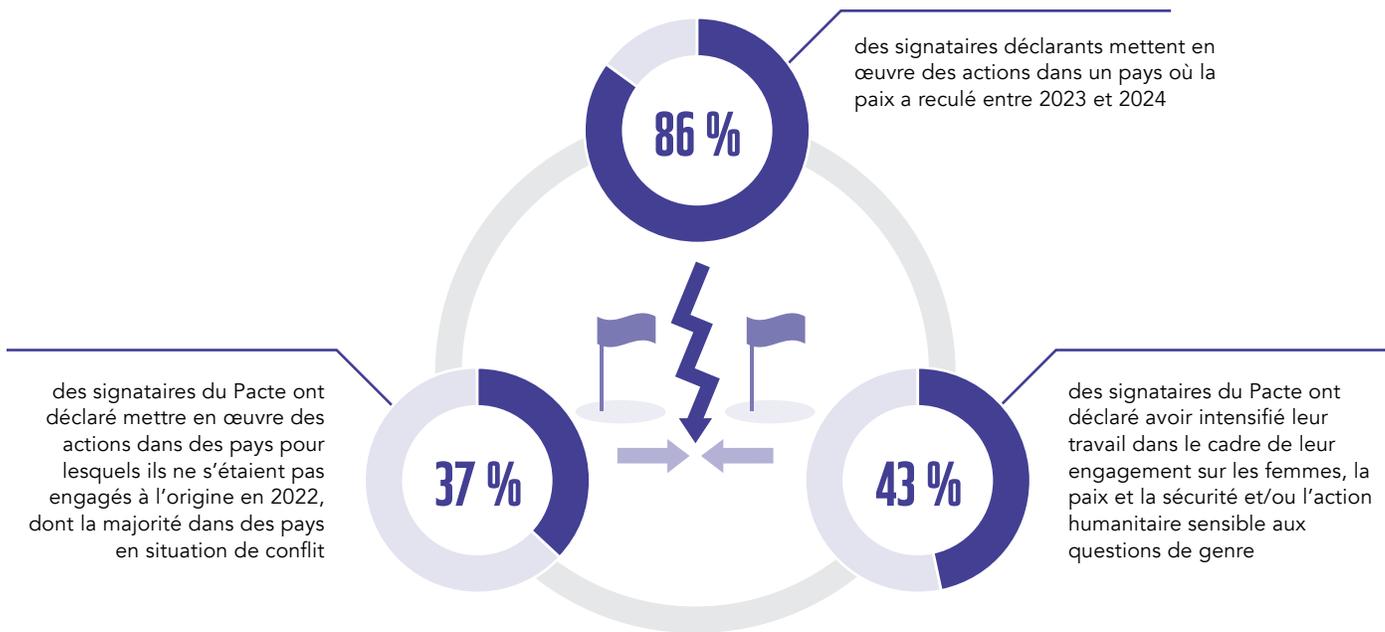
Journalistes, blogueuses et activistes réunies à Bichkek pour un Data Quiz sur l'égalité des sexes au Kirghizstan. Photo : ONU Femmes



ONU Femmes Éthiopie, en partenariat avec des organisations locales dirigées par des femmes et financées par le Fonds central d'urgence des Nations Unies (CERF), a mis en œuvre un projet visant à soutenir les femmes et les filles ayant survécu à des violences sexuelles et sexistes liées au conflit dans le nord de l'Éthiopie. Photo : ONU Femmes

Grâce aux actions qu'ils ont signalées, les **signataires du Pacte ont contribué à atteindre au moins 24,8 millions de femmes et de filles en 2023^{xxvi}**. Au total, plus de deux signataires sur cinq (42 %) ont intensifié ou élargi leurs actions en Afghanistan, en Colombie, en Éthiopie, en République démocratique du Congo, dans le Territoire palestinien occupé et en Ukraine. Les signataires ont déclaré avoir dépensé au moins 1,5 milliard de dollars en 2023^{xxvii}, dont 1,2 milliard de dollars pour financer des initiatives pour les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire sensible aux questions de genre, 46,5 millions de dollars pour soutenir la participation des femmes aux processus de paix, 7,1 millions de dollars pour assurer la sécurité économique, 76,6 millions de dollars pour le leadership et 166 millions de dollars pour la protection^{xxviii}. Plus de la moitié des signataires déclarants (53 %) ont adopté une nouvelle loi, un nouveau plan, une nouvelle politique ou une nouvelle stratégie pour soutenir la mise en œuvre de leurs engagements au titre du Pacte et 91 % des signataires ont fait référence à des initiatives intergénérationnelles et en faveur des jeunes dans leur déclaration. En outre, 53 % ont collaboré avec un autre signataire pour mettre en œuvre leurs actions dans tous les domaines thématiques.

Ces résultats ont été obtenus en dépit des défis considérables qu'ils ont dû relever. L'année dernière, 52 % des signataires du Pacte ont indiqué que leur travail en faveur de l'égalité des sexes, de l'autonomisation et des droits des femmes et des filles avait été affecté par des conflits et des crises, ce qui a contraint 10 % d'entre eux à cesser complètement leurs activités.



Zoom sur le Pacte sur les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire

Pilier 1 : Financement du programme FPS et égalité des sexes dans les programmes humanitaires

Les signataires ont dépensé environ 1,2 milliard de dollars pour respecter les engagements pris dans le cadre de ce pilier. Ils ont augmenté le financement des organisations dirigées par des femmes qui luttent contre les conflits et les crises et contre la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence, notamment en Afghanistan, en Libye, dans la région du Pacifique, au Soudan et au Tchad. Ils se sont concentrés sur les efforts opérationnels visant à supprimer les obstacles au financement, notamment en renforçant les partenariats et les capacités des organisations locales, des groupes LGBTQI+ et des réseaux et alliances féministes. Les États membres signataires ont également fourni des fonds aux entités des Nations Unies et renforcé la coopération Sud-Sud et triangulaire pour faire progresser les mécanismes de la FPS-AH^{xxix}.

Pilier 2 : Participation pleine, égale et significative des femmes et intégration de dispositions relatives au genre dans les processus de paix

Les signataires ont dépensé environ 46,5 millions de dollars pour la participation des femmes aux processus de paix. Ce pilier est celui qui a connu la plus forte progression (29 %) dans la mise en œuvre d'actions spécifiques en général, et 75 % des signataires ont mis en œuvre des actions en Afrique. Les signataires ont indiqué que les actions de médiation locale menées par les femmes au Burundi, au Mali, au Niger et au Sri Lanka renforcent les efforts de consolidation de la paix dans ces pays. Ils ont également continué

à plaider auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies pour une participation significative des femmes aux processus de paix, ont apporté un soutien financier aux réseaux de femmes médiatrices et ont renforcé les compétences en matière de résolution des conflits, de médiation, de diplomatie préventive et de négociation pour les femmes dirigeantes et les artisans de la paix au niveau local.

Pilier 3 : Sécurité économique des femmes, accès des femmes aux ressources et aux autres services essentiels

Les signataires ont dépensé environ 7,1 millions de dollars pour améliorer la sécurité économique des femmes. Ils ont indiqué qu'ils utilisaient des approches globales, prospectives et intersectionnelles pour l'autonomisation économique des femmes, pendant et après le conflit. Ils ont facilité l'accès des femmes marginalisées et déplacées de force aux réseaux et aux services afin de leur garantir des opportunités économiques et des droits. En outre, ils se sont considérablement engagés en faveur du partage des connaissances et des stratégies efficaces, de la documentation des bonnes pratiques des entreprises dirigées par des femmes dans le cadre du relèvement et de la revitalisation post-conflit ainsi que de la promotion d'un investissement accru dans ces modèles. Au moins 4,8 millions de femmes ont trouvé un emploi et amélioré leurs moyens de subsistance dans 42 pays en situation de crise ou d'après-crise, notamment grâce à des programmes ciblant les survivantes de la violence basée sur le genre, les personnes handicapées et les populations déplacées.

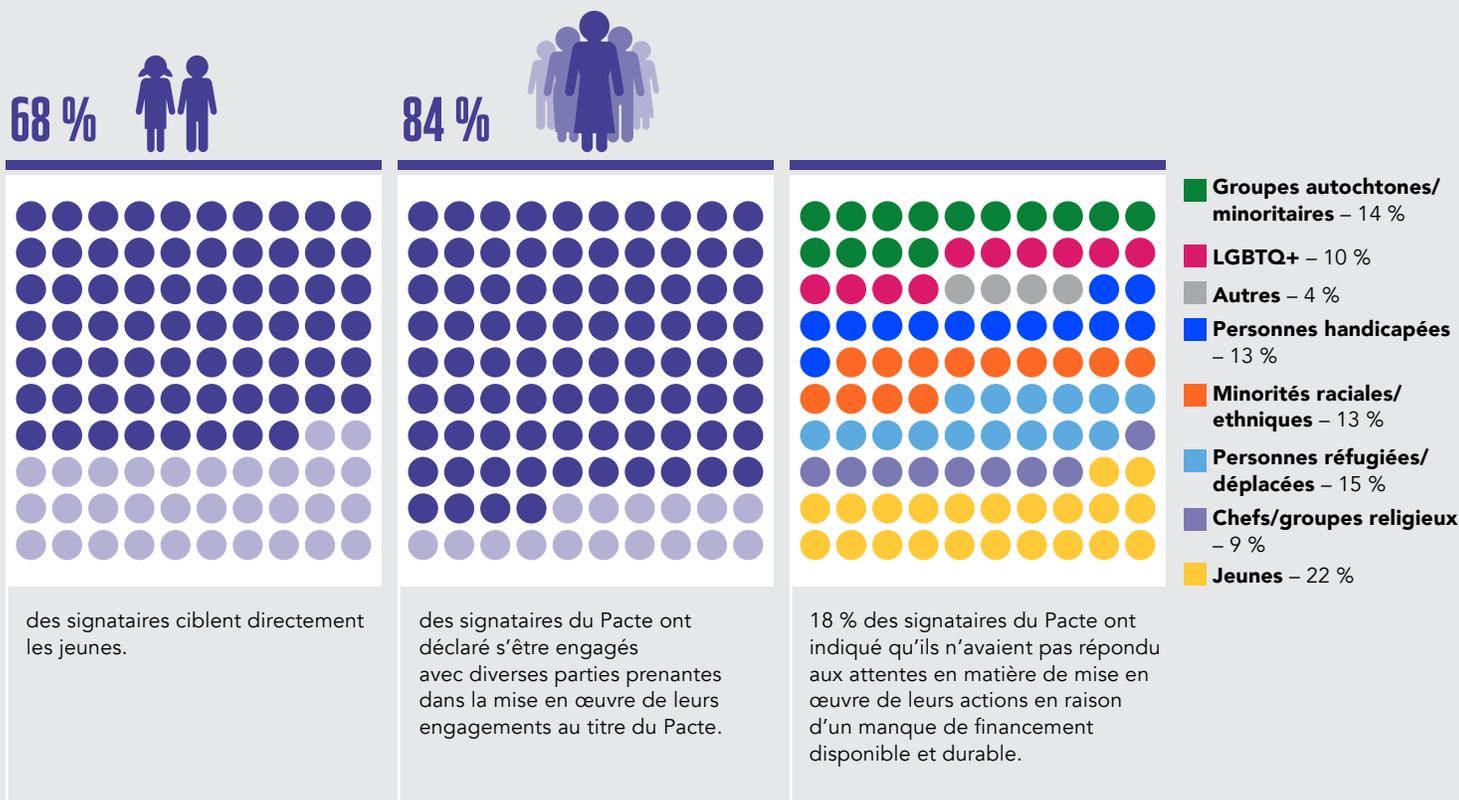
Pilier 4 : Leadership des femmes et participation pleine, égale et significative des femmes dans les secteurs humanitaires de la paix et de la sécurité

Les signataires ont dépensé environ 76,6 millions de dollars dans le cadre de ce pilier. Ils ont soutenu le leadership des femmes dans l'action humanitaire par le biais du plaidoyer, de la formation, de la diffusion des connaissances et du renforcement des capacités. En outre, des femmes ont été nommées à des postes de direction dans le secteur de la sécurité, et des progrès ont été enregistrés grâce aux quotas de parité dans les opérations de maintien de la paix. Toutefois, ce pilier a été affecté par les conflits nouveaux et en cours, les crises, le changement climatique et la dissolution des mandats de maintien de la paix de l'ONU. Il a donc enregistré la plus forte baisse (21 %) des progrès dans la mise en œuvre d'actions spécifiques par rapport à 2022.

Pilier 5 : Protection et promotion des droits des femmes dans les situations de conflit et de crise

Les signataires ont dépensé environ 166 millions de dollars pour la protection et la promotion des droits humains des femmes. En 2023, les progrès globaux dans le cadre de ce pilier sont restés stables, les signataires ayant maintenu un engagement fort en faveur de la prévention et de la réponse à la VBG et aux violences sexuelles liées aux conflits. Les efforts pour soutenir les organisations dirigées par des femmes et les défenseuses des droits humains se sont intensifiés, y compris l'aide financière, les services juridiques et les espaces sécurisés, les signataires ayant fourni un financement à au moins 60 organisations nationales, locales et communautaires dirigées par des femmes. En outre, les signataires de l'ONU intègrent de plus en plus l'expertise en matière d'égalité des sexes dans les réponses à la violence basée sur le genre et aux conflits. Les nouvelles lois et politiques adoptées par les États membres signataires visent à adopter une approche globale et centrée sur les survivantes pour lutter contre la violence sexuelle et basée sur le genre. Les signataires engagent également les hommes et les garçons à promouvoir des masculinités positives.

LES SIGNATAIRES DU PACTE FPS-AH PRENNENT DES MESURES POUR ATTEINDRE TOUTES LES PERSONNES TOUCHÉES PAR LES CRISES ET LES CONFLITS



HISTOIRES PERCUTANTES

Comment un marqueur de genre, d'âge et de handicap peut transformer la réponse humanitaire

L'Allemagne, en tant que signataire du Pacte FPS-AH, s'est engagée à développer des outils pour rendre l'action humanitaire plus inclusive et plus efficace. L'un de ces outils est le marqueur de genre, d'âge et de handicap, qui vise à garantir que tous les projets d'aide humanitaire financés par le Ministère fédéral des affaires étrangères tiennent compte des questions de genre et de l'intersectionnalité, en prenant en considération l'âge et le handicap en tant que dimensions supplémentaires de la marginalisation potentielle. L'année dernière, le Ministère fédéral des affaires étrangères s'est fixé des objectifs ambitieux : d'ici à 2025, 85 % de tous les financements doivent être alloués à des projets tenant compte de l'égalité des sexes et 8 % à des projets de nature à transformer la dynamique femmes-hommes. En ce qui concerne l'aide humanitaire, l'objectif est qu'elle soit intégralement sensible au genre. Les partenaires sont également tenus de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes dans leur travail. Le marqueur de genre, d'âge et de handicap a joué un rôle déterminant dans la réalisation de ces objectifs. Il a permis une évaluation plus rigoureuse des propositions, en donnant la priorité à celles qui bénéficient d'une forte collaboration locale, en particulier avec des organisations dirigées par des femmes.

Les femmes et les jeunes façonnent la paix dans les régions minières du Mali

Afin de rompre les cycles de conflit entre les mines d'or et les communautés locales dans l'ouest du Mali, Search for Common Ground, signataire du Pacte, a lancé un projet axé sur les femmes et les jeunes (des groupes souvent non intégrés dans la participation) afin de mener des efforts de consolidation de la paix. Les clubs de la paix établis dans quatre régions rassemblent des membres de la communauté issus de différents milieux et de différentes générations : jeunes, anciens et autorités locales. L'inclusion des femmes, qui représentent près de la moitié de la main-d'œuvre des mines d'or artisanales mais qui sont rarement intégrées dans la prise de décision, est au cœur de leur succès. En 2023, les clubs de la paix ont également formé 3 000 jeunes artisans de la paix de moins de 35 ans. Pour la première fois, des femmes, dont beaucoup n'ont que peu ou pas d'éducation formelle, accèdent à des rôles décisionnels. En acquérant des compétences en matière de médiation des conflits et de leadership, elles contribuent non seulement aux efforts de consolidation de la paix, mais gagnent également le respect de leurs communautés.



Des familles déplacées se dirigent vers le quartier d'Al Zeitoun, dans la ville de Gaza, au sud de Gaza. Photo : ONU Femmes/Samar Abu Elouf

Les porteurs d'engagements des coalitions d'action soutiennent également l'Agenda pour les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire

En complément du Pacte FPS-AH, près de la moitié des porteurs d'engagements (46 %) ont indiqué dans leurs réponses à l'enquête que leur travail pour faire progresser l'égalité des sexes, l'autonomisation et les droits des femmes et des filles est affecté par les conflits et les crises. Plus de la moitié sont des organisations de la société civile et des organisations de jeunes, dont la plupart sont basées en Afrique du Nord et en Asie occidentale (71 %) et en Asie de l'Est et du Sud-Est (57 %)^{xxx}. Les porteurs d'engagements auraient intensifié leur travail sur les femmes, la paix et la sécurité et/ou l'action humanitaire sensible aux questions de genre pour 69 % des engagements, tandis que 15 % des engagements ont vu leurs activités interrompues dans les zones géographiques touchées par les conflits et les crises humanitaires, les organisations de jeunes étant les plus touchées (27 %).

Parmi les 46 % de porteurs d'engagements qui ont déclaré que leur travail était lié aux domaines thématiques du Pacte, 79 % ont relié leurs activités au leadership des femmes et à leur participation significative aux processus de paix et de sécurité, et 73 % à la protection et à la promotion des droits humains des femmes dans les conflits et les crises. Les **gouvernements**, les **organisations multilatérales** et les **organisations de jeunes** se concentrent particulièrement sur la protection et la promotion des droits humains des femmes (83 %, 75 % et 75 %, respectivement), tandis que le **secteur privé** s'intéresse davantage à la participation et au leadership des femmes (83 %). Les **organisations philanthropiques** ont tendance à donner la priorité aux efforts de financement (60 %), suivies par les gouvernements (50 %)^{xxxi}.

En général, ceux qui ont agi l'ont fait en intensifiant leurs activités liées aux conflits, en investissant ou en réaffectant des ressources financières ou en réorientant leurs activités en cours. Par exemple, l'espace sûr virtuel Laaha de l'UNICEF fournit des informations sur la santé sexuelle et reproductive ainsi qu'un soutien en matière de violence basée sur le genre là où les services physiques ne sont plus opérationnels. Laaha, qui est diffusée par le biais de codes QR, a été utilisée en Équateur, en Irak et au Sud-Liban. Cependant, dans un contexte d'escalade des conflits mondiaux, Laaha a été lancé en 2023 en Afghanistan, dans les Territoires palestiniens occupés et en Ukraine, où il a été adapté. Depuis mars 2023, Laaha compte près de 250 000 utilisatrices actives.

Le partenariat entre Women Have Wings (une organisation philanthropique basée aux États-Unis) et le Fonds pour la paix et l'aide humanitaire d'ONU Femmes est un autre exemple de mobilisation face à la montée des conflits. Au cours des trois dernières années, Women Have Wings indique que 150 000 dollars ont été mobilisés pour soutenir 30 activistes dans des zones de conflit par le biais de prix d'apprentissage par les pairs, qui financent des projets de ce type. Ces derniers contribuent au développement des capacités et à la résilience de leurs organisations par le biais de formations, d'un soutien technique, de visites sur place, de campagnes conjointes ou d'actions de plaidoyer sur un sujet d'intérêt commun. Ces projets d'apprentissage par les pairs ont bénéficié à plus de 9 080 personnes dans les zones touchées par les conflits et les crises et ont renforcé les capacités de 205 OSC. En 2024, 10 autres femmes seront récompensées.



Les Viveristas Patricia, Xiomara, Yuri, Jacqueline et Sandra travaillent au sein du système agricole de Plan Trifinio, où l'accent est mis sur l'agriculture contrôlée et l'autonomisation des femmes.

Photo : ONU Femmes



Des membres de l'équipe humanitaire participent à une discussion de groupe avec des femmes à Pibor, au Soudan du Sud, afin d'évaluer les besoins humanitaires et l'impact du conflit en cours.

Photo : ONU Femmes/Elizabeth Awate

LES PORTEURS D'ENGAGEMENTS DES COALITIONS D'ACTION OBTIENNENT DES RÉSULTATS SUR LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ ET L'ACTION HUMANITAIRE

Les conflits et les crises humanitaires ont un impact considérable sur les efforts des décideurs

Au niveau mondial



de la mise en œuvre des engagements/ actions des organisations est affectée par les conflits et les crises humanitaires

Le travail de

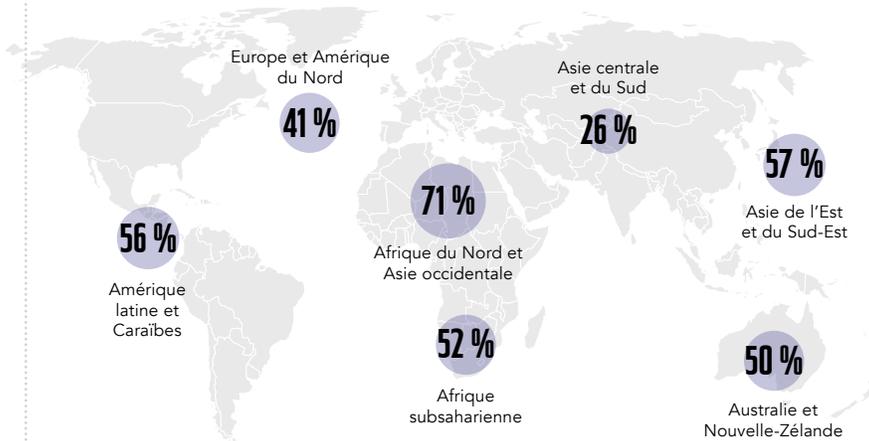


des organisations dirigées par des jeunes et de



des organisations de la société civile est affecté par des conflits et des crises humanitaires

Les organisations d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale sont les plus touchées dans leur mise en œuvre



Pourtant, ils font preuve de résilience et obtiennent des résultats face à l'adversité



des organisations ont intensifié leur travail à la suite d'un conflit ou d'une crise humanitaire.



des organisations font progresser la participation et le leadership des femmes dans les processus de paix, de sécurité et d'aide humanitaire.



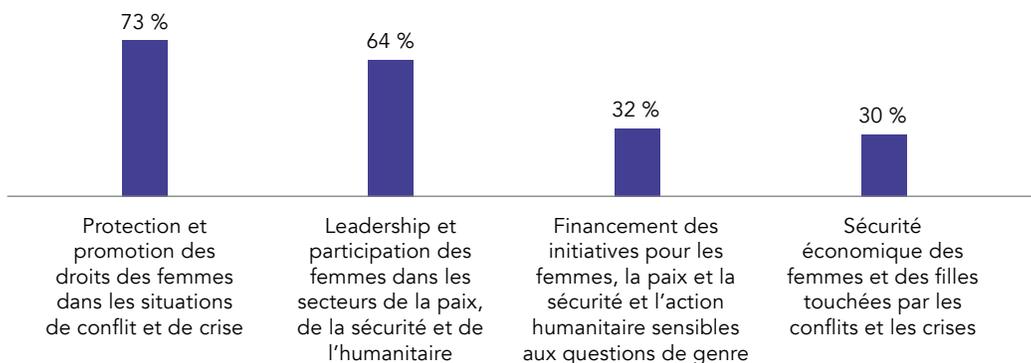
des organisations ont ajouté la composante Femmes, paix et sécurité et action humanitaire à la mise en œuvre de leurs engagements et seulement 15 % ont supprimé des activités en raison de conflits et de situations de crise.

Chevauchement important entre les mesures prises par les signataires du Pacte et les porteurs d'engagements des coalitions d'action



des porteurs d'engagements ont déclaré avoir pris des mesures liées aux domaines d'impact du Pacte FPS-AH.

La plupart des porteurs d'engagements assurent la protection et la promotion des droits des femmes dans les situations de conflit et de crise.



FAIRE PARTICIPER LES HOMMES ET LES GARÇONS À LA TRANSFORMATION DES NORMES PATRIARCALES

Pour favoriser l'égalité entre les sexes, il est essentiel d'inciter les hommes et les garçons à remettre en question et à modifier les normes patriarcales. Les hommes vivent au sein des mêmes structures et subissent les mêmes normes sociétales sexospécifiques, jouant ainsi un double rôle dans ces contextes : ils sont à la fois des acteurs clés dans la perpétuation des normes de genre discriminatoires et des partisans potentiels pour les remettre en question. Le recul systémique de l'égalité des sexes et des droits des femmes et des filles dans un certain nombre de contextes rendent encore plus cruciale la mobilisation des hommes et des garçons pour promouvoir des normes équitables en matière d'égalité des sexes. Toutefois, les efforts visant à faire participer les hommes et les garçons dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes sont relativement récents. Et l'insuffisance des données et des recherches sur les stratégies de participation efficaces complique la conception d'interventions ciblées qui incluent les hommes et les garçons en tant que parties prenantes clés.

L'enquête 2024 sur les engagements a permis de répondre à ce problème en recueillant des données sur les efforts déployés par les porteurs d'engagements pour aborder la question des masculinités et inciter les hommes et les garçons à changer les normes patriarcales.

L'enquête révèle des résultats encourageants : **86 % des porteurs d'engagements** ont déclaré que leurs initiatives associaient les hommes et les garçons à la remise en question des masculinités patriarcales. La plupart des actions ciblant les hommes et les garçons sont liées à la sensibilisation et à la promotion de plateformes de discussion au sein des communautés pour remettre en question les masculinités patriarcales, avec 75 % des porteurs d'engagements prenant part à ces activités. Vient ensuite la lutte contre le patriarcat systémique par le biais de lois et de politiques tenant compte de la dimension de genre, 51 % des porteurs d'engagements ayant entrepris ces activités. Par exemple, le gouvernement du Canada a déployé des efforts considérables dans ce domaine par le biais de diverses réformes et de divers programmes, comme son engagement à « augmenter le financement pour mettre fin au mariage d'enfants ». En 2022, ces initiatives ont permis à 161 446 filles de s'inscrire et/ou de rester à l'école primaire ou secondaire et ont fait en sorte qu'au moins 2 837 écoles dispensent une éducation de qualité respectueuse de l'égalité des sexes. En outre, plus de 32 millions de personnes ont participé à des séances d'éducation et de dialogue en groupe

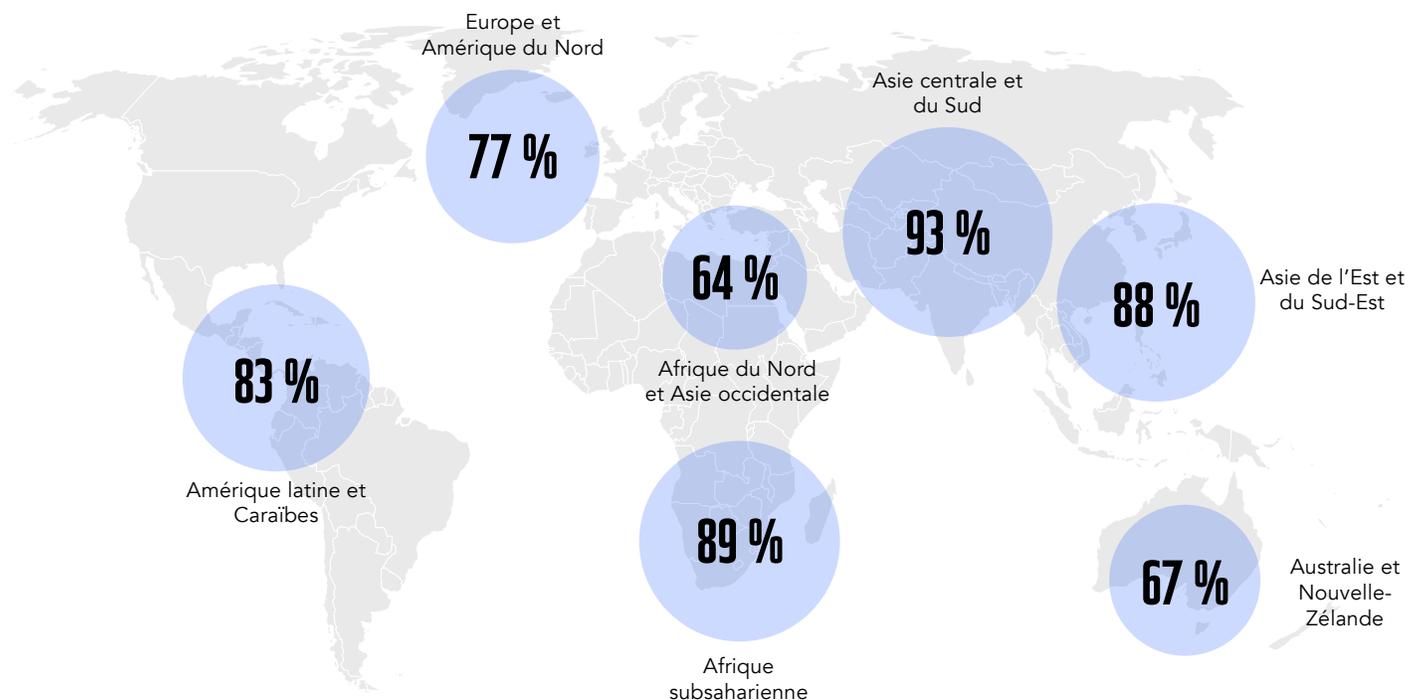
sur les conséquences et les alternatives au mariage des enfants, les droits des adolescentes et l'égalité des sexes. Les initiatives contre les masculinités et les normes de genre néfastes ont été au cœur de ces programmes, avec plus de 5,2 millions de garçons et d'hommes ayant participé à des dialogues et à des séances d'éducation.

La lutte contre l'inégalité des sexes et les stéréotypes dans les programmes scolaires est également une priorité, 41 % des personnes interrogées s'étant engagées dans cette voie. Par ailleurs, 39 % s'efforcent de modifier les représentations stéréotypées des hommes et des femmes dans les médias, et 29 % font progresser la recherche sur les masculinités patriarcales. Ces résultats mettent en évidence l'importance de l'engagement communautaire et de la réforme politique en tant que stratégies clés pour remettre en cause les normes patriarcales.

Au niveau des organisations, ce sont les gouvernements, suivis par les organisations de jeunes, qui affichent le plus haut niveau d'engagement avec les hommes et les garçons dans la remise en question des masculinités patriarcales, avec respectivement 95 % et 94 %. Parmi les organisations dirigées par des jeunes, la sensibilisation et la promotion de discussions communautaires visant à remettre en question les masculinités patriarcales est la stratégie la plus adoptée (93 %), ce qui souligne leur rôle crucial dans l'engagement communautaire. Avec 72 %, les porteurs d'engagements du secteur privé ont l'engagement le plus faible, mais néanmoins important, auprès des hommes et des garçons pour remettre en question les masculinités patriarcales.

La sensibilisation et la promotion de plates-formes de discussions communautaires pour remettre en question les masculinités patriarcales est l'action la plus courante dans toutes les régions, l'Australie et la Nouvelle-Zélande et l'Afrique subsaharienne affichant les pourcentages les plus élevés, avec respectivement 100 % et 90 %. En Europe et en Amérique du Nord, les actions les plus significatives sont axées sur la lutte contre le patriarcat systématique par le biais de lois et de politiques tenant compte de la dimension de genre (58 %) et sur l'avancement de la recherche sur les masculinités patriarcales et la transformation des normes sociales dans la pratique (34 %). En revanche, l'Afrique du Nord et l'Asie occidentale accordent la priorité à la modification des représentations stéréotypées des hommes et des femmes dans les médias, avec 57 % d'actions dans ce domaine, un pourcentage plus élevé que dans les autres régions.

MESURES ASSOCIANT LES HOMMES ET LES GARÇONS PRISES PAR LES PORTEURS D'ENGAGEMENTS

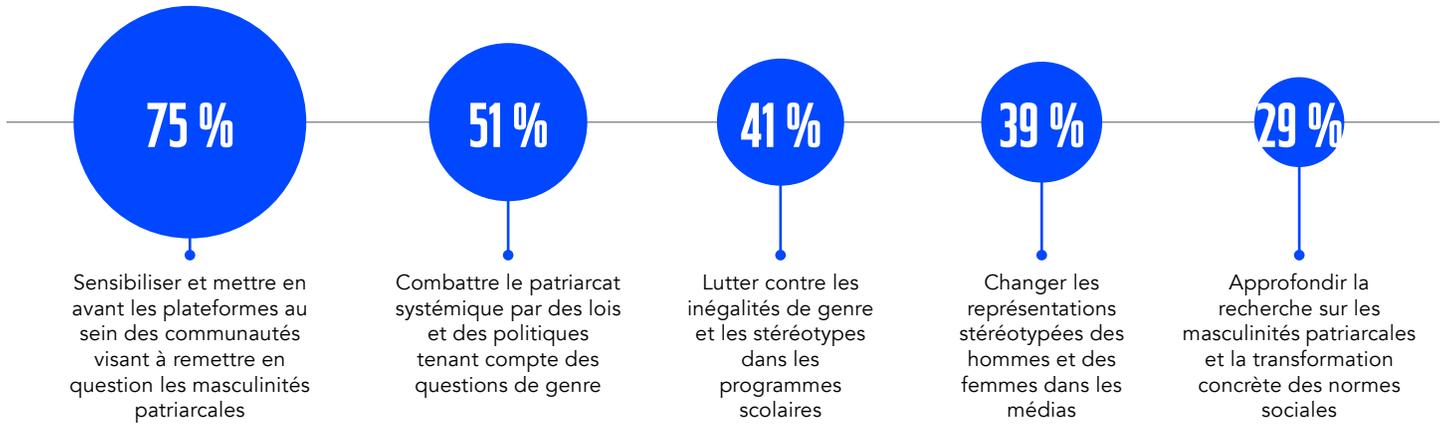


Remarque : Les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses à cette question de l'enquête. Les pourcentages indiqués dans le graphique représentent la proportion de répondants qui ont choisi chaque option, et non la proportion du total des réponses. Le pourcentage cumulé est donc supérieur à 100 %.



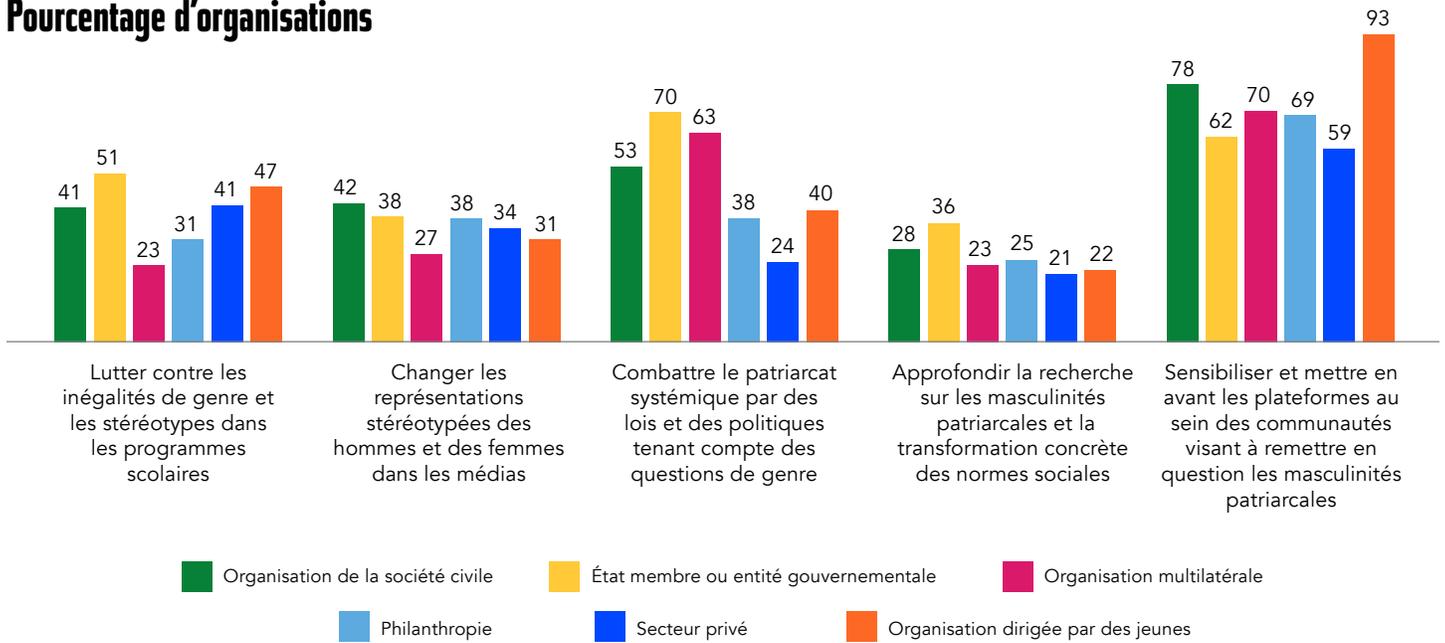
Bangladesh, observation de la Journée internationale des femmes défendant les droits humains dans le camp de réfugiés rohingyas, Cox's Bazar 2023. Photo : ONU Femmes/Magfuzur Rahman Shana

ACTIONS CIBLANT LES HOMMES ET LES GARÇONS



ACTIONS CIBLANT LES HOMMES ET LES GARÇONS, PAR TYPE D'ORGANISATION

Pourcentage d'organisations



HISTOIRES PERCUTANTES

Élever la voix : un plaidoyer intersectionnel pour le genre et la justice sociale

L'Alliance MenEngage, un réseau de plus de 1 200 membres, soutient activement les groupes de la société civile qui défendent l'égalité des sexes, les droits des personnes LGBTQI+ et la justice sociale. Leurs stratégies consistent à faire entendre leur voix sur la scène politique, à renforcer les réseaux et à créer des mouvements.

Les efforts globaux de l'Alliance MenEngage comprennent l'engagement dans des coalitions féministes de défense des droits et la lutte contre les réactions négatives à l'égard des droits. En 2023, l'Alliance a par exemple réuni des dirigeants de 30 pays pour élaborer des stratégies ascendantes et établir des pratiques prometteuses sur la participation des hommes et des garçons à l'égalité des sexes. Elle travaille avec des réseaux régionaux pour développer des stratégies visant à faire participer les hommes et les garçons et à explorer l'impact des espaces numériques sur les normes patriarcales. Ses déclarations publiques et ses webinaires défendent les droits des femmes et s'opposent aux masculinités patriarcales en ligne et hors ligne, contribuant ainsi à une société plus équitable.

MenEngage Iberia, qui fait partie de MenEngage Europe, mène le projet « *Masculinidades Corresponsables* » (masculinités coresponsables) en Espagne, en mettant en avant les responsabilités des hommes en matière de soins et en redéfinissant la notion de masculinité. Ce projet collabore avec le Ministère espagnol de l'égalité et propose des actions de sensibilisation, des formations et des consultations sur la justice de genre. Les événements clés comprenaient des lancements à Madrid et à Barcelone, de juin 2023 à mai 2024, avec comme point culminant un forum en mai 2024. Le projet utilise diverses stratégies telles que des documentaires vidéo, des campagnes et des séminaires pour favoriser des discussions ouvertes sur la prestation de soins. Il vise à réduire les lacunes et à lutter contre les stéréotypes en la matière, en s'alignant sur le Plan Corresponsables de l'Espagne.

Éliminer les structures patriarcales : donner aux jeunes les moyens d'agir dans le domaine SDR et de l'égalité des sexes

L'initiative Youth Empowerment for Sexual and Reproductive Health Rights (YES), gérée par l'OSC Visible Impact, basée au Népal, a fait des progrès significatifs dans la promotion de l'égalité des sexes et des droits des femmes grâce à des séances de sensibilisation, à la mobilisation des médias et à des réunions de lobbying. Environ 900 garçons et hommes ont bénéficié directement de ces sessions de sensibilisation à travers le Népal, couvrant des sujets tels que la planification familiale, l'avortement sans risque, la gestion de la santé menstruelle et la violence basée sur le genre. Ces séances mettent l'accent sur le choix éclairé, en insistant particulièrement sur les dispositifs à courte durée d'action comme les préservatifs pour les adolescents et les jeunes, tout en fournissant des informations complètes sur d'autres options, y compris les vasectomies.

YES souligne l'importance de la participation des hommes à ces sessions, qui donnent la priorité à la liberté de disposer de son corps et au respect du pouvoir de décision des filles et des femmes en matière de contraception. On note en particulier que 42 % des activistes de YES sont des jeunes hommes, ce qui souligne l'engagement du projet en faveur de la mobilisation des hommes s'agissant des questions de SDR. En outre, le contenu pour les grands médias élaboré dans le cadre de l'initiative YES aborde les questions de SDR auxquelles sont confrontées les personnes handicapées, les minorités sexuelles et de genre et les jeunes, garantissant ainsi leur participation. Ces initiatives médiatiques renforcent les messages sur le rôle des hommes en matière de SDR, contribuant ainsi à un discours plus large et plus inclusif sur ce thème au Népal.



La société civile élabore des stratégies pour atteindre l'ODD 5. Photo : ONU Femmes/Ryan Brown



Depuis 2020, ONU Femmes, en partenariat avec Oxfam et trois partenaires de mise en œuvre, a commencé à travailler sur le projet « Means to Lead : Empowering Rohingya Refugee and Host Community Women through Leadership, Learning, and Livelihood » (Les moyens du leadership : autonomisation des femmes réfugiées rohingyas et des femmes de la communauté d'accueil par le biais du leadership, de l'apprentissage et des moyens de subsistance) en vue d'autonomiser les femmes réfugiées rohingyas et les femmes de la communauté d'accueil à Cox's Bazar en les dotant de compétences, en réduisant la violence et en créant un leadership autonome. Photo : Avec l'aimable autorisation d'Oxfam/Istiak Karim

ZOOM SUR LES COALITIONS D'ACTION

VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE



Vision de la réussite

D'ici 2026, les progrès vers l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles dans toute leur diversité seront rapidement accélérés grâce à une action mondiale renforcée et centrée sur les survivantes. Les actions prioritaires comprennent la création d'environnements politiques, juridiques et de ressources favorables ; l'intensification des programmes de prévention fondés sur des données probantes ; le développement de services complets, accessibles et de qualité aux survivantes ; et le fait de permettre aux organisations autonomes de défense des droits des filles et des femmes d'exercer leur expertise et de leur donner les moyens d'agir.

Répartition des engagements, promesses, politiques et programmes

Cette année, 467 engagements en matière de lutte contre la violence basée sur le genre ont été signalés, soit 78 de plus que l'année dernière. Le taux de déclaration au niveau des engagements s'élève à 69 %, soit une légère baisse par rapport aux 70 % antérieurs. Comme l'année dernière, 15 % des engagements sont terminés, 72 % sont en cours, 5 % sont au stade de la planification et 4 % n'ont pas encore commencé. Parmi les engagements encore à réaliser, 92 % seraient en bonne voie, tandis que 5 % ne le sont pas.

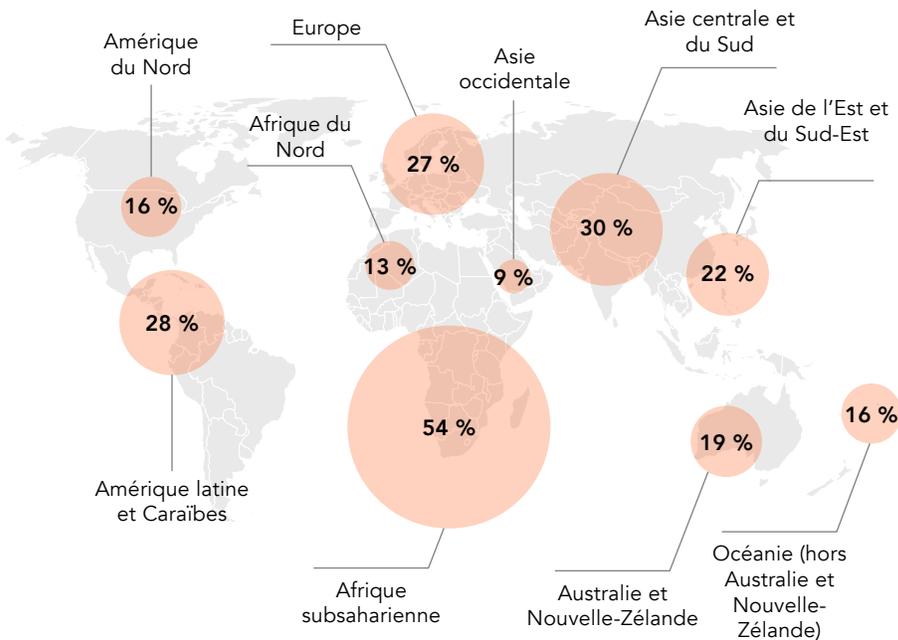
La majorité des engagements signalés en matière de lutte contre la VBG sont concentrés en Afrique subsaharienne (54 %), suivie de l'Asie centrale et du Sud (30 %). Dans l'ensemble, 63 % des engagements comportent un volet de plaidoyer et/ou un volet programmatique (62 %). En outre, la moitié d'entre eux comportent un volet politique et seulement 37 % un volet financier. Les porteurs d'engagements ont promis près de 10,3 milliards de dollars à la Coalition d'action contre la VBG, soit une augmentation significative de 5,1 milliards de dollars par rapport à l'année dernière. Sur le total des engagements promis, près de 8,5 milliards de dollars ont été garantis (7,9 milliards de dollars de plus que l'année dernière) et 6,5 milliards de dollars ont été dépensés, contre 285 millions de dollars l'année dernière. Cependant, seuls 46,5 millions de dollars sont investis dans les OSC (environ 125 millions de dollars de moins que l'année dernière), environ 600 000 dollars dans les organisations dirigées par des jeunes (1,3 million de dollars de moins que l'année dernière) et près de 260 millions de dollars dans les organisations dirigées par des adolescents, ce qui montre que des problèmes persistent et doivent être résolus.

« Faire partie de la communauté du Forum Génération Égalité est une expérience inspirante qui nous donne une force supplémentaire pour atteindre nos objectifs de parvenir à une société plus juste, plus féministe et plus inclusive. Il est encourageant de voir autant de parties prenantes désireuses de jouer leur rôle dans ce projet mondial de manière très concrète, comme nous l'avons remarqué lors de la CSW68, où nous avons présenté notre formation à l'éducation sexuelle féministe, créée conjointement avec six autres porteurs d'engagements du Forum Génération Égalité ».

Alexia Fafara, Lobby européen des femmes

Les porteurs d'engagements ont déclaré 1 184 nouvelles politiques (795 de plus que l'année dernière), 3 620 nouvelles initiatives de plaidoyer (1 898 de plus que l'année dernière) et 1 050 nouveaux programmes (450 de plus que l'année dernière) mis en œuvre ou amorcés. Il s'agit notamment de politiques visant à lutter contre la violence domestique et le mariage des enfants, ainsi que d'initiatives permettant aux jeunes de s'attaquer aux problèmes sociaux au niveau de la communauté. Le gouvernement de la République de Corée s'est appuyé sur des lois adoptées en 2021 et 2023 pour imposer des sanctions plus strictes en cas de harcèlement et apporter un soutien plus important aux victimes. Les lois connexes ont été modifiées afin d'augmenter la durée des peines prévues par la loi pour les infractions sexuelles perpétrées en ligne et d'imposer des sanctions pour le visionnage ou la diffusion de ce type de matériel. L'ONG Femmes, Droit et Développement en Afrique a aidé 200 survivantes de mariages d'enfants ou de grossesses précoces à acquérir une formation professionnelle, à améliorer leur employabilité et à renforcer leur résilience financière. Dans le cadre de cet effort programmatique, cette ONG coordonne une coalition de plus de 30 organisations qui plaident en faveur de la révision des lois successorales discriminatoires, en particulier en ce qui concerne les droits fonciers.

RÉGIONS DE MISE EN ŒUVRE



Pas de réponse – 4 %

LES ENGAGEMENTS EN CHIFFRES



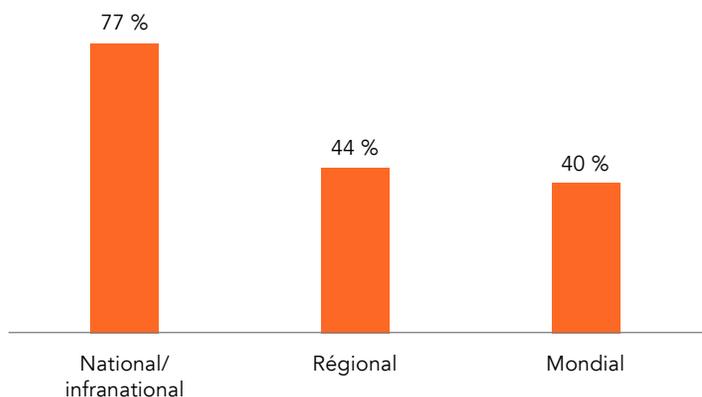
La plus grande partie des engagements en faveur des groupes marginalisés concerne la VBG, avec 359 engagements (42 de plus que l'année dernière), soit 36 % du nombre total d'engagements en faveur des communautés marginalisées. Au moins 80 % des engagements contre la VBG ont mobilisé de nouveaux partenaires, soit une baisse de 5 points de pourcentage par rapport à l'année dernière. Parmi ces partenariats,

77 % sont de nature nationale ou infranationale, 44 % sont régionaux et 40 % mondiaux. La moitié des engagements relatifs à la VBG (51 %, soit 12 points de pourcentage de plus que l'année dernière) font partie d'engagements collectifs, ce qui fait de la Coalition d'action contre la VBG celle qui présente le pourcentage le plus élevé d'engagements collectifs.

Histoire percutante de la coalition d'action

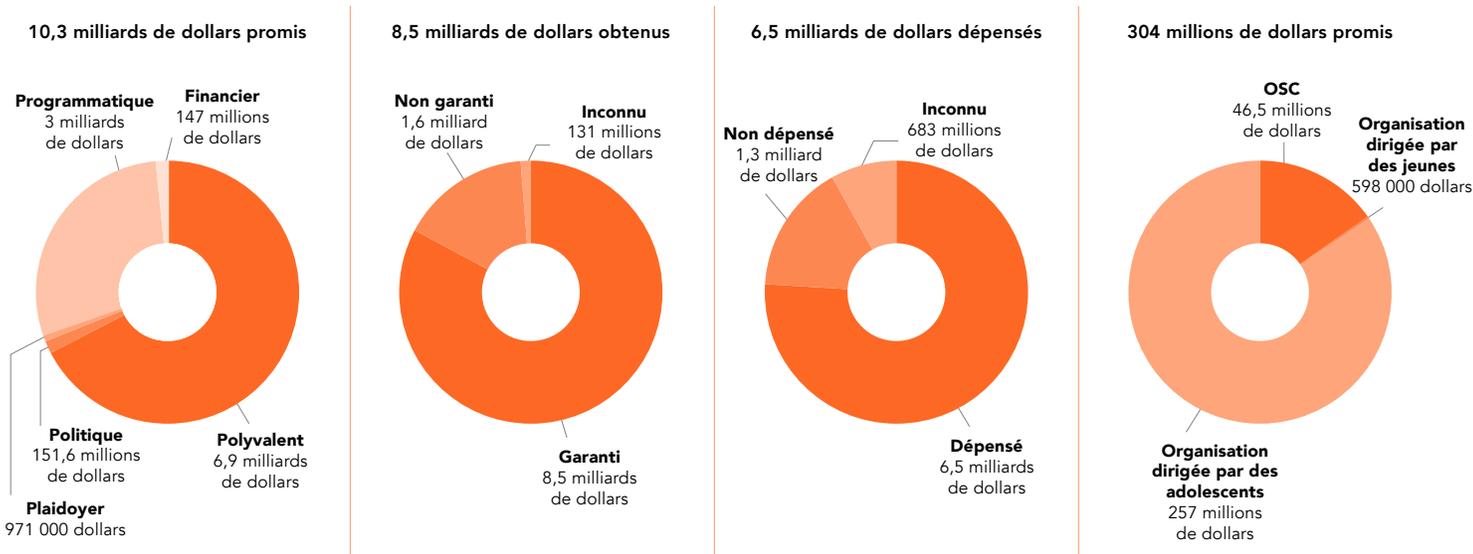
La mise en œuvre et le développement de pratiques policières tenant compte des questions de genre constituent un engagement collectif au sein de la Coalition d'action contre la VBG, qui vise à améliorer l'accès à la justice des victimes/survivantes de la violence faite aux femmes à l'échelle mondiale. Présenté par la France et le Mexique lors du Forum Génération Égalité 2021, le réseau interministériel et des chefs de police de haut niveau sur les pratiques policières tenant compte des questions de genre a été officiellement lancé à New York en juin 2024. La démonstration d'un leadership de haut niveau servira à renforcer les capacités des ministères, des services de police et de gendarmerie et d'autres organismes chargés de l'application de la loi dans le monde entier à intégrer des approches sensibles au genre afin de prévenir et de combattre efficacement la violence à l'égard des femmes et des filles. Le réseau a pour objectifs la défense et le soutien de la mise en œuvre de pratiques policières tenant compte des questions de genre par le biais d'une plateforme collaborative qui promeut le changement institutionnel, la prévention et l'investigation, le renforcement des capacités, la budgétisation et le leadership tenant compte des questions de genre. En fournissant des services tenant compte de la dimension de genre, les forces de l'ordre entendent renforcer la confiance de la communauté, en particulier des femmes et des filles, démontrant ainsi leur engagement à améliorer les réponses apportées à la violence basée sur le genre. En tant que secrétariat du réseau, ONU Femmes s'appuie sur la plateforme de la Coalition d'action contre la VBG pour encourager les gouvernements (ministères ou chefs de la police) à rejoindre le réseau.

NIVEAU DE PARTENARIAT DANS LES ENGAGEMENTS RELATIFS À LA VBG

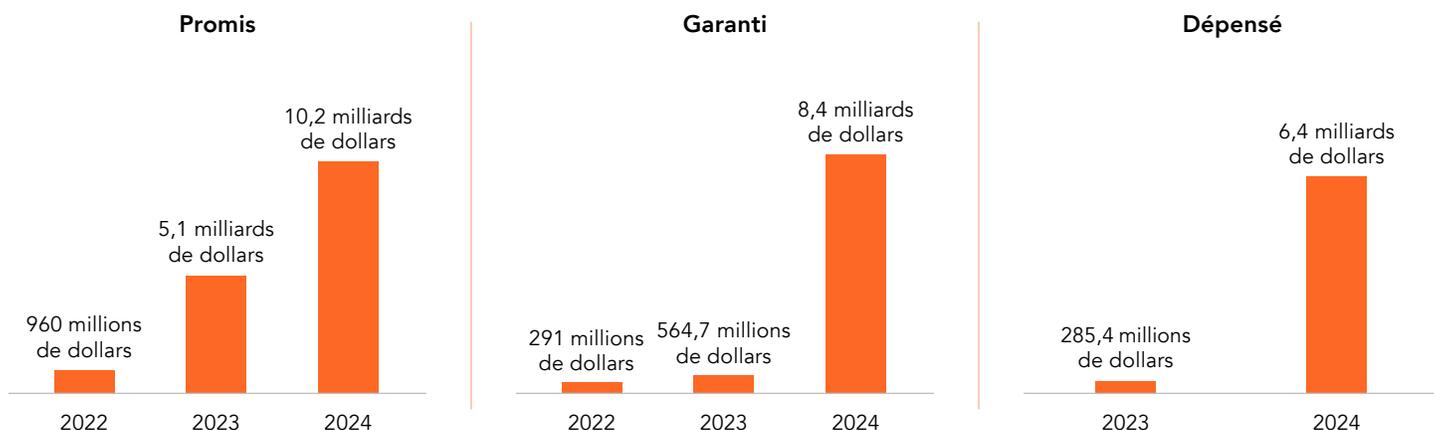


Au Bangladesh, les femmes participent à la campagne Tous UNiS sur le thème « Investir pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles ». Photo : ONU Femmes/Magfuzur Rahman Shana

RÉPARTITION DES DONNÉES FINANCIÈRES PUBLIÉES



INVESTISSEMENTS AU FIL DU TEMPS – PROMIS, GARANTIS, DÉPENSÉS



JUSTICE ET DROITS ÉCONOMIQUES



Vision de la réussite

D'ici 2026, la justice et les droits économiques seront garantis aux femmes et aux filles, dans toute leur diversité. Les actions prioritaires comprennent : favoriser la transformation de l'économie des soins afin que les soins et le travail domestique soient équitablement partagés et valorisés dans l'ensemble de la société ; promouvoir un environnement juridique et politique propice au développement du travail décent et à la création de marchés du travail qui transforment les aspects relatifs au genre, exempts de discrimination, de violence et de harcèlement ; accroître l'accès des femmes aux ressources productives et leur contrôle sur ces dernières ; et soutenir la multiplication de systèmes de protection économique et sociale sensibles aux questions de genre.

Répartition des engagements, promesses, politiques et programmes

Cette année, 64 % des engagements concernant la justice et les droits économiques ont fait l'objet d'une déclaration, contre 62 % l'année dernière. Sur les 248 engagements pour l'EJR signalés (cinq de plus que l'année dernière), 15 % sont achevés, 77 % sont en cours, 4 % sont au stade de la planification et seulement 2 % n'ont pas encore commencé. Parmi les engagements encore à réaliser, 90 % seraient en bonne voie (6 points de pourcentage de moins que l'année dernière), tandis que 5 % ne le seraient pas (2 points de pourcentage de plus).

La majorité des engagements signalés en matière d'EJR sont mis en œuvre en Afrique subsaharienne (54 %), suivie de l'Asie centrale et du Sud (40 %). Plus de la moitié d'entre eux sont entièrement ou partiellement axés sur le travail programmatique (58 %) et le plaidoyer (56 %). Par ailleurs, 48 % d'entre eux se concentrent en tout ou partie sur la politique et 33 % seulement ont une composante financière. Les porteurs d'engagements ont promis près de 30,9 milliards de dollars pour l'EJR, soit une réduction d'environ 2,2 milliards de dollars^{xxiii} par rapport à l'année dernière. Sur le total des engagements promis, 27,4 milliards de dollars ont été garantis (12 milliards de plus que l'année dernière) et 12,4 milliards de dollars ont été dépensés, contre 7,6 milliards de dollars l'année dernière. Seuls 62,4 millions de dollars sont investis dans les OSC (77,6 millions de moins que l'année dernière) et 206 000 dollars dans les organisations dirigées par des adolescents. Cependant, les organisations dirigées par des jeunes ont connu une augmentation significative des investissements provenant des engagements en faveur de l'EJR, avec plus de 5 millions de dollars promis, contre seulement 42 100 dollars l'an dernier.

« La promotion d'une société plus inclusive nécessite des contextes et des perspectives multiples. Le réseau Génération Égalité offre une communauté d'acteurs diversifiée et dynamique et permet à Amaritha d'appliquer les meilleures pratiques dans son travail. »

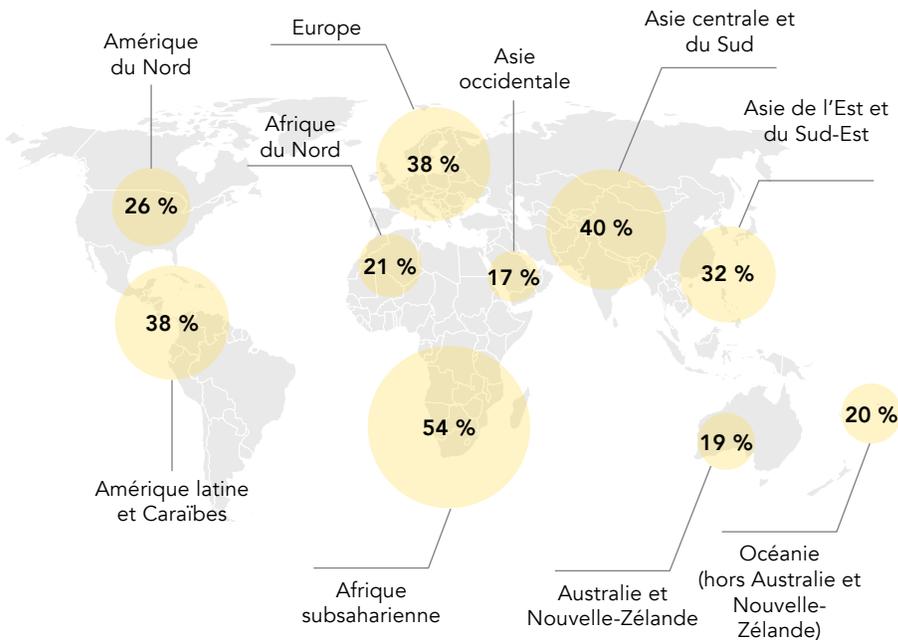
Aria Widyanto, Amaritha

Les porteurs d'engagements ont également déclaré 303 politiques nouvelles ou révisées (168 de plus que l'année dernière), 487 initiatives de plaidoyer (81 de plus que l'année dernière) et 899 programmes mis en œuvre (499 de plus que l'année dernière). Par exemple, l'OIT a mis en place un nouveau programme en Éthiopie, qui a permis à 13 entreprises du secteur de l'habillement de se doter de structures d'accueil pour les enfants. Logitech a rédigé de nouvelles directives afin d'inclure au moins deux entreprises issues de la diversité ou appartenant à des femmes dans chaque appel d'offres supérieur à 100 000 dollars et propose des délais de paiement de 15 jours, alors que la moyenne du secteur varie entre 60 et 75 jours. En parallèle, les efforts de plaidoyer d'Equality Now ont permis de bloquer un projet de loi rétrograde sur la réforme du droit de la famille au Sri Lanka.



Le financement féministe et la redevabilité au service de la justice économique pour les femmes et de l'éradication de la pauvreté, siège des Nations Unies, 14 mars 2024. Photo : ONU Femmes/Ryan Brown

RÉGIONS DE MISE EN ŒUVRE



Pas de réponse – 3 %

LES ENGAGEMENTS EN CHIFFRES

90%

sont en bonne voie

78%

soutiennent les communautés marginalisées

82%

bénéficient de partenariats nouveaux/élargis

37%

s'inscrivent dans le cadre d'un engagement collectif

139 000
dollars

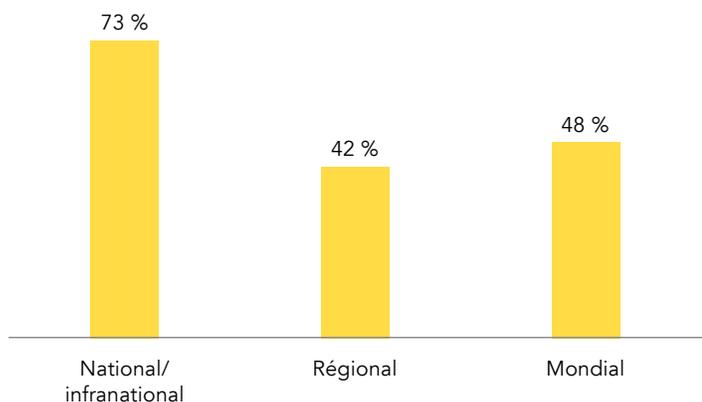
Montant supplémentaire dont ont besoin les organisations de jeunes et d'adolescents pour remplir leurs engagements non financiers

Histoire percutante de la coalition d'action

L'année dernière a été marquée par l'instauration de la Journée internationale des soins et de l'assistance, célébrée le 29 octobre. Introduit en juillet 2023 par l'Assemblée générale des Nations Unies par le biais d'une résolution novatrice, cet accomplissement déterminant a été facilité par les missions permanentes du Chili et de l'Espagne (un chef de file de l'EJR) auprès des Nations Unies. Sa création appuie la réalisation de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, qui souligne que les soins sont essentiels à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Elle appelle à la reconnaissance, à la réduction et à la redistribution du travail de soins non rémunéré et au partage équitable des responsabilités dans ce domaine.

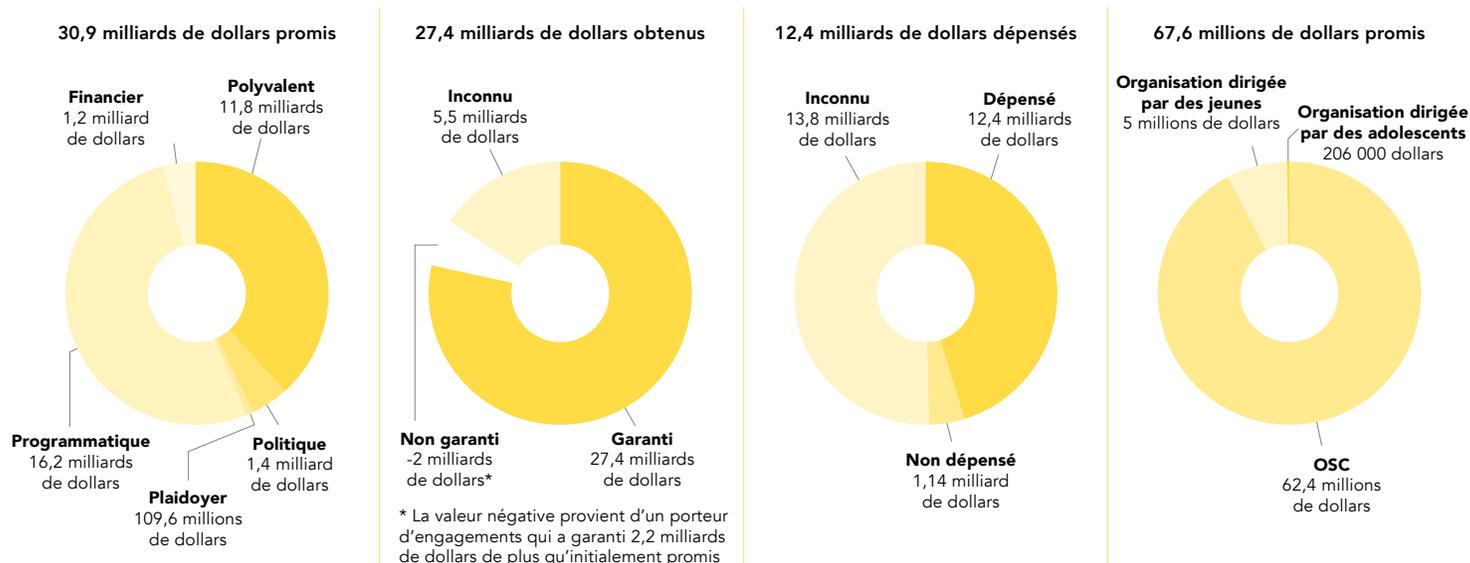
La célébration de l'ONU, organisée par ONU Femmes, l'OIT (chef de file de l'EJR) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, s'est déroulée au siège de l'ONU à New York et a rassemblé des intervenants de différents secteurs^{xxxiii}. Ils ont souligné que les soins et l'assistance sont essentiels au développement durable, à l'égalité et au bien-être de la société, ainsi que pour favoriser la capacité de la communauté mondiale à transformer l'économie des soins. Ils ont par ailleurs appelé à transformer les systèmes de soins pour qu'ils soient fondés sur les droits humains, inclusifs et favorables au développement durable. Les messages clés ont souligné le besoin universel de soins, la charge de travail des soignants selon le sexe et l'exclusion causée par des systèmes de soins inadéquats.

NIVEAU DE PARTENARIAT DANS LES ENGAGEMENTS EJR

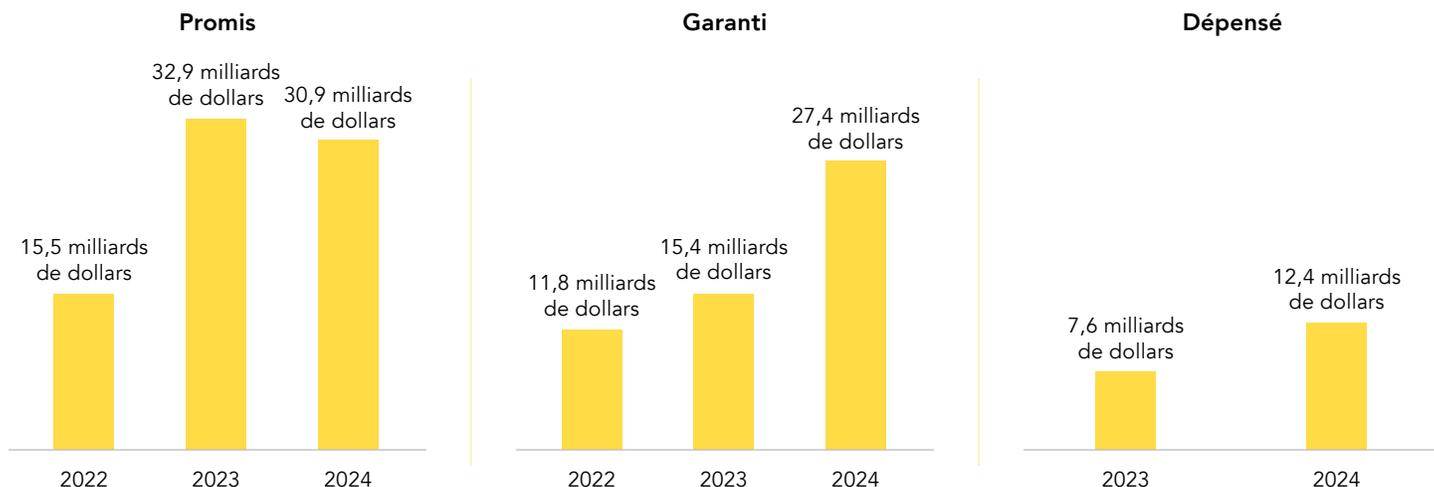


Génération Égalité : le financement féministe et la redevabilité au service de la justice économique pour les femmes et de l'éradication de la pauvreté, siège des Nations Unies, 14 mars 2024.
Photo : ONU Femmes/Ryan Brown

RÉPARTITION DES DONNÉES FINANCIÈRES PUBLIÉES



INVESTISSEMENTS AU FIL DU TEMPS – PROMIS, GARANTIS, DÉPENSÉS



LIBERTÉ DE DISPOSER DE SON CORPS, SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS



Vison de la réussite

D'ici 2026, toutes les personnes, en particulier les filles, les adolescentes, les femmes, les personnes transgenres et non binaires dans toute leur diversité, ont le pouvoir de jouir de leur santé et de leurs droits sexuels et reproductifs et de prendre des décisions autonomes concernant leur corps, sans contrainte, violence et discrimination. Les personnes bénéficient d'informations sur les droits en matière de santé reproductive et sexuelle, ainsi que d'une éducation à cette question et de services disponibles, accessibles, acceptables et de haute qualité en la matière. Les organisations féministes, de filles et de femmes, ainsi que leurs partisans, sont encouragés à faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs. Davantage de gouvernements promeuvent, protègent, œuvrent et investissent dans le domaine SDRS, y compris dans le cadre de la couverture maladie universelle. En travaillant dans le cadre de coalitions d'action, avec de multiples parties prenantes et à tous les niveaux, nous transformons les normes sociales et de genre et promovons l'égalité des genres en appliquant une approche transversale, fondée sur les droits humains.

Répartition des engagements, promesses, politiques et programmes

Cette année, 172 engagements en matière de SDRS ont été signalés (15 de plus que l'année dernière). Le taux de déclaration était de 71 % au niveau des engagements, contre 58 % en 2023. Dans ces 71 %, 12 % sont achevés, 83 % sont en cours, 2 % sont au stade de la planification et moins de 1 % n'ont pas encore commencé^{xxxiv}. Parmi les engagements encore à réaliser, 95 % seraient en bonne voie (soit 6 points de pourcentage de plus que l'année dernière), tandis que 5 % ne le seraient pas (soit 3 points de pourcentage de moins que l'année dernière).

La majorité des engagements de SDRS déclarés concernent l'Afrique subsaharienne (62 %), suivie de l'Asie centrale et du Sud (42 %). Plus des deux tiers se concentrent en tout ou en partie sur le travail programmatique (69 %, soit une augmentation de 4 points de pourcentage par rapport à l'année dernière) et le plaidoyer (73 %, soit une augmentation de 10 points de pourcentage par rapport à l'année dernière), tandis que 47 % se concentrent en tout ou en partie sur la politique (soit une augmentation

« En collaborant avec la Coalition d'action sur la liberté de disposer de son corps et la santé et les droits sexuels et reproductifs, nous avons pu sensibiliser davantage à la campagne annuelle de la Journée de la santé et de l'hygiène menstruelles (SHM).

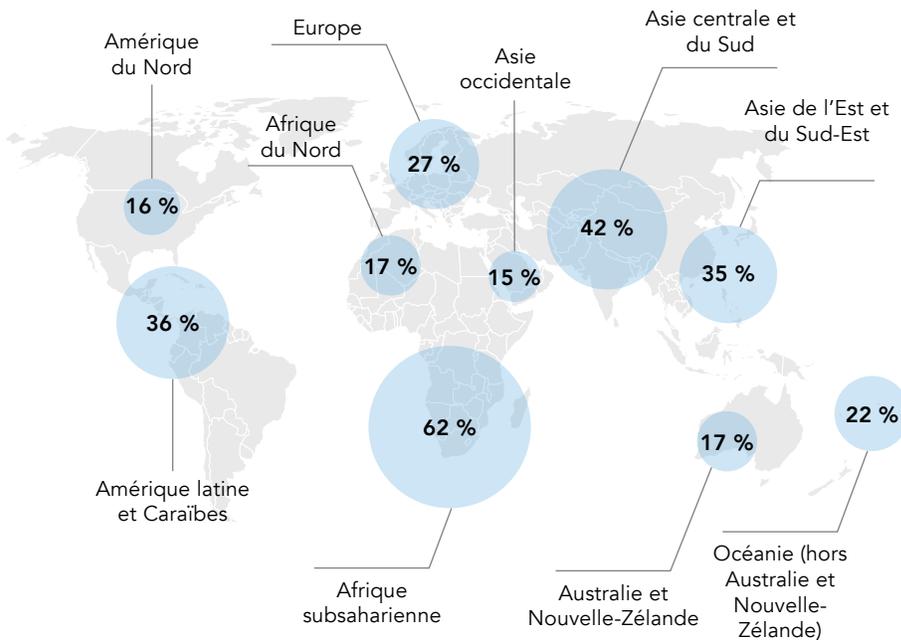
La coalition d'action a servi de plateforme pour l'organisation d'un webinaire qui nous a permis d'approfondir la compréhension et les liens entre la santé et l'hygiène menstruelles d'une part, et la santé et les droits reproductifs d'autre part. Ainsi, nous avons pu entrer en contact avec beaucoup plus d'organisations et partager du matériel de campagne, nous permettant ainsi de bénéficier d'un plus grand soutien pour la Journée de la santé et de l'hygiène menstruelles 2024, qui marque également une décennie du mouvement dédié ».

Ina Jurga, coordinatrice internationale de la Journée SHM, WASH United (porteur d'engagements)

de 3 points de pourcentage) et 24 % ont une composante financière (soit une diminution de 3 points de pourcentage).

Les porteurs d'engagements ont promis environ 6,7 milliards de dollars à la Coalition d'action SDRS, contre 6,1 milliards de dollars en 2023. Sur ce montant, 3,3 milliards de dollars ont été obtenus (soit 700 millions de plus que l'année dernière) et 2,3 milliards de dollars ont été dépensés (contre 1 milliard de dollars en 2023). Sur ce total, 447 millions de dollars seraient investis dans les OSC, soit près de 176 millions de moins que l'année dernière. En outre, le financement des organisations dirigées par des jeunes dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs a augmenté, avec plus de 18,5 millions de dollars investis cette année, contre seulement

RÉGIONS DE MISE EN ŒUVRE



LES ENGAGEMENTS EN CHIFFRES



2,3 millions l'année dernière, et plus d'un milliard de dollars ont été investis dans des organisations dirigées par des adolescents.

Les porteurs d'engagements ont également déclaré 172 politiques nouvelles ou révisées (25 de plus que l'année dernière), 483 initiatives de plaidoyer (263 de plus que l'année dernière) et 769 programmes mis en œuvre (469 de plus que l'année dernière). En ce qui concerne le plaidoyer, Dasra (une OSC basée en Inde) encourage l'action collaborative en instaurant un réseau fondé sur la confiance avec sept archétypes de parties prenantes : les adolescents et les jeunes, les OSC, les bailleurs de fonds et les organisations philanthropiques, les gouvernements nationaux et

infranationaux, les intermédiaires et les organismes multilatéraux, le secteur privé et les médias. Étant donné que c'est elle qui gère le système, l'organisation sensibilise les bailleurs de fonds, les organisations gouvernementales et de la société civile au programme concernant les adolescents et les jeunes. S'agissant du volet programmatique, la Ladli Foundation, basée en Inde, organise régulièrement des ateliers de sensibilisation à la santé et l'hygiène menstruelles et distribue gratuitement des serviettes hygiéniques et des coupes menstruelles dans les écoles publiques et les bidonvilles, afin de garantir des pratiques menstruelles sûres et durables. Au cours des cinq dernières années, cette initiative a permis de toucher plus d'un million de filles et de femmes.

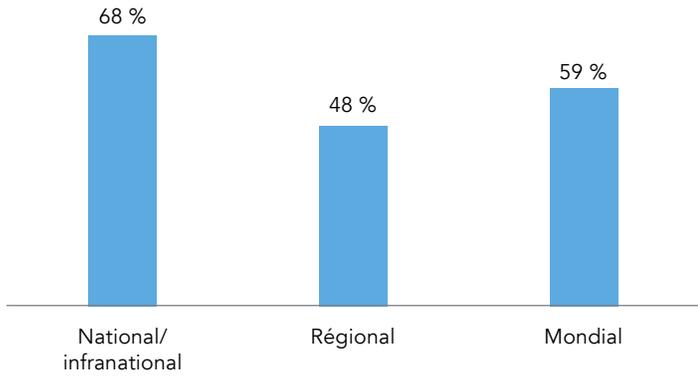
Histoire percutante de la coalition d'action

Le 30^e anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD30) marque un tournant décisif pour faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs sur fond de défis mondiaux, notamment le recul des droits des femmes, la pandémie de COVID-19, les menaces liées à d'autres crises et la polarisation des agendas. Au cours des années 2023 et 2024, les dirigeants de la coalition d'action et les porteurs d'engagements se sont attachés à soutenir le Programme d'action de la CIPD, qui met l'accent sur la nécessité de lutter contre la VBG, de répondre aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale et d'assurer l'accès universel à des services de SDRS de qualité.

La CIPD30 a facilité des discussions cruciales par le biais d'examen régionaux et de dialogues mondiaux, faisant participer un large éventail de dirigeants de la coalition d'action et de porteurs d'engagements, y compris des gouvernements, des OSC et des organisations de jeunes. Le gouvernement du Danemark, l'un des dirigeants de la coalition d'action, a coorganisé le dialogue mondial des jeunes de la CIPD30, qui a été déterminant pour façonner la vision de la nouvelle génération pour la CIPD et défendre les priorités des jeunes dans le cadre du développement mondial.

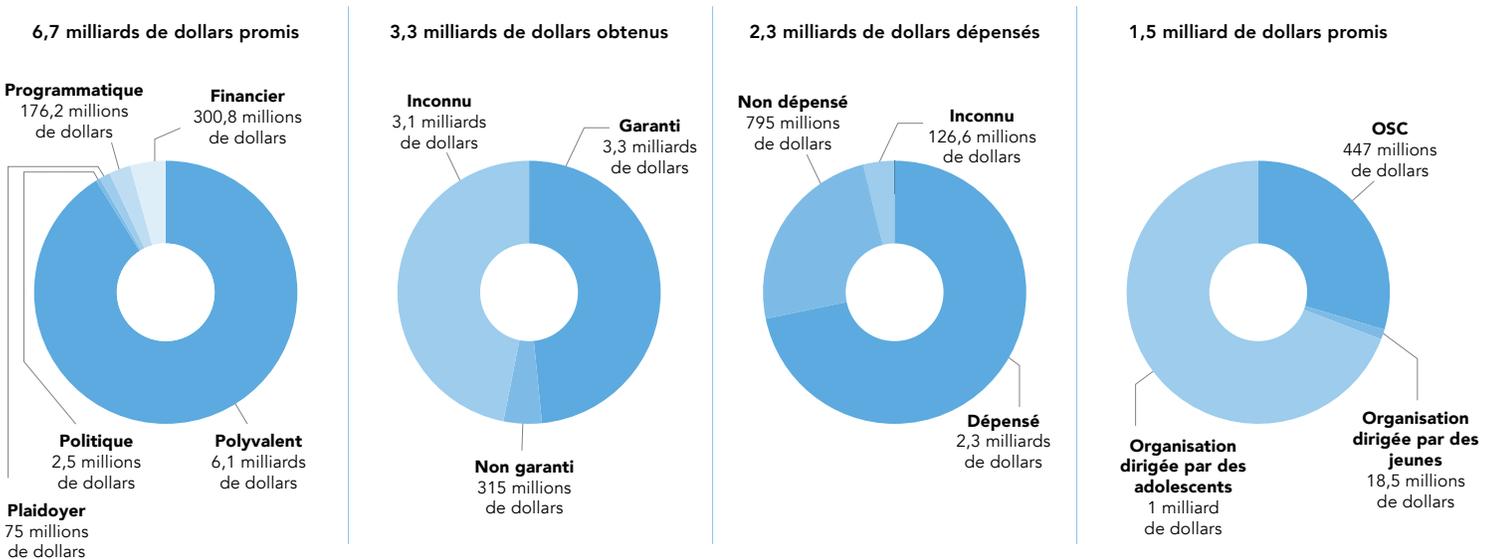
En outre, les efforts de plaidoyer déployés par plusieurs dirigeants de la coalition d'action et porteurs d'engagements ont permis aux gouvernements de réaffirmer leurs engagements à l'égard du programme d'action de la CIPD et d'appeler à une plus grande volonté politique. Les résultats de la CIPD sont essentiels pour faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs et pour que les dirigeants de la coalition d'action et les porteurs d'engagements renforcent le soutien et l'élan politique nécessaires à la mise en œuvre du programme d'action de la CIPD et positionnent stratégiquement la santé et les droits sexuels et reproductifs à l'occasion du Sommet de l'avenir et de Beijing +30.

NIVEAU DE PARTENARIAT DANS LES ENGAGEMENTS SDSR

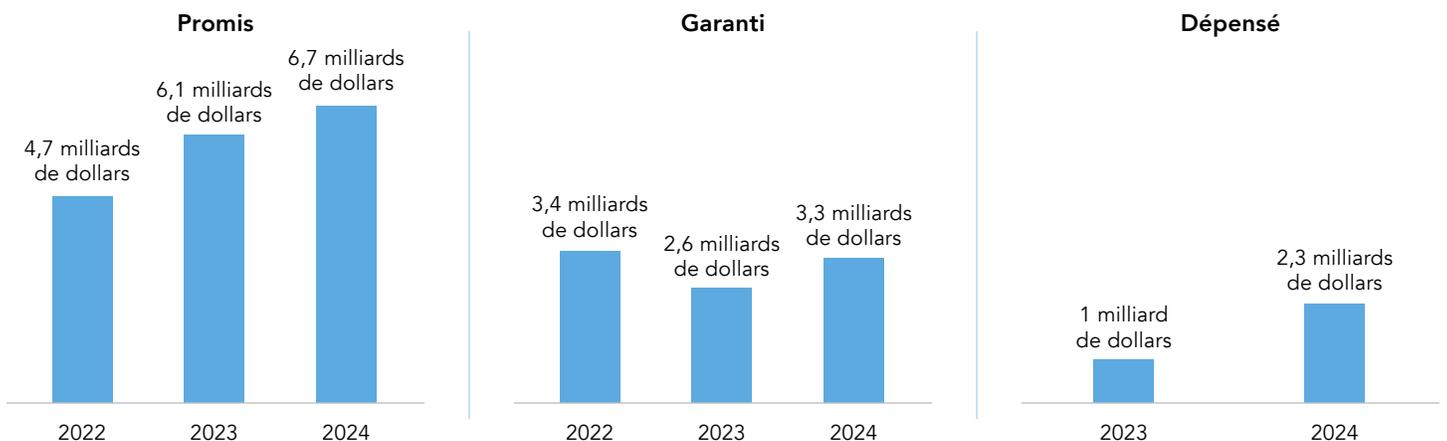


District de Kibondo, région de Kigoma, Tanzanie, 2017.
Photo : ONU Femmes/Deepika Nath

RÉPARTITION DES DONNÉES FINANCIÈRES PUBLIÉES



INVESTISSEMENTS AU FIL DU TEMPS – PROMIS, GARANTIS, DÉPENSÉS



ACTION FÉMINISTE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE



Vision de la réussite

D'ici 2026, une transition est amorcée vers une économie verte inclusive et régénératrice qui reconnaît l'interdépendance du changement climatique avec les questions de justice de genre, et qui protège et amplifie les voix des communautés locales et autochtones, y compris les défenseurs de première ligne, à travers les réseaux sociaux et les arènes politiques. Les actions prioritaires comprennent : l'augmentation du financement climatique sensible aux questions de genre et orienté vers des solutions climatiques justes en termes de genre, en particulier aux niveaux local et rural ; le fait de permettre aux femmes et aux filles de mener des transitions justes vers une économie verte inclusive, circulaire et régénératrice ; le renforcement de la résilience des femmes et des filles face aux impacts climatiques, aux risques de catastrophe et aux pertes et dommages, notamment par le biais des droits fonciers et de la sécurité foncière ; et l'accroissement de la collecte et de l'utilisation de données sur le genre et l'environnement.

Répartition des engagements, promesses, politiques et programmes

Cette année, 120 engagements ont été signalés dans le cadre de l'action féministe pour la justice climatique (FACJ), soit 17 de plus que l'année dernière. Le taux de déclaration était de 80 % cette année, contre 74 % en 2023. Au moins 12 % des engagements déclarés sont achevés, 83 % sont en cours, 3 % sont au stade de la planification et 2 % n'ont pas encore commencé. Parmi les engagements qui n'ont pas encore été réalisés, 93 % seraient en bonne voie (en baisse de 4 points de pourcentage par rapport à l'année dernière), tandis que 7 % ne le seraient pas (en hausse de 5 points de pourcentage par rapport à l'année dernière).

La majorité des engagements signalés dans le cadre de la FACJ sont mis en œuvre en Afrique subsaharienne (68 %), suivie par l'Amérique latine et les Caraïbes (50 %). Plus des deux tiers se concentrent en tout ou partie sur le travail programmatique (68 %, soit une augmentation de 6 points de pourcentage par rapport à l'année dernière) et le plaidoyer (68 %, soit une baisse de 1 point de pourcentage), tandis que 33 % se concentrent en tout ou partie sur la politique (soit une baisse de 7 points de pourcentage) et 19 % ont une composante financière (pas de changement par rapport à l'année dernière). Les porteurs d'engagements ont promis environ 560 millions de dollars pour mettre en œuvre leurs engagements dans le cadre de la Coalition d'action FACJ, contre 526 millions de dollars en 2023. Sur ce montant, 23 % sont garantis (128 millions de dollars), ce qui repré-

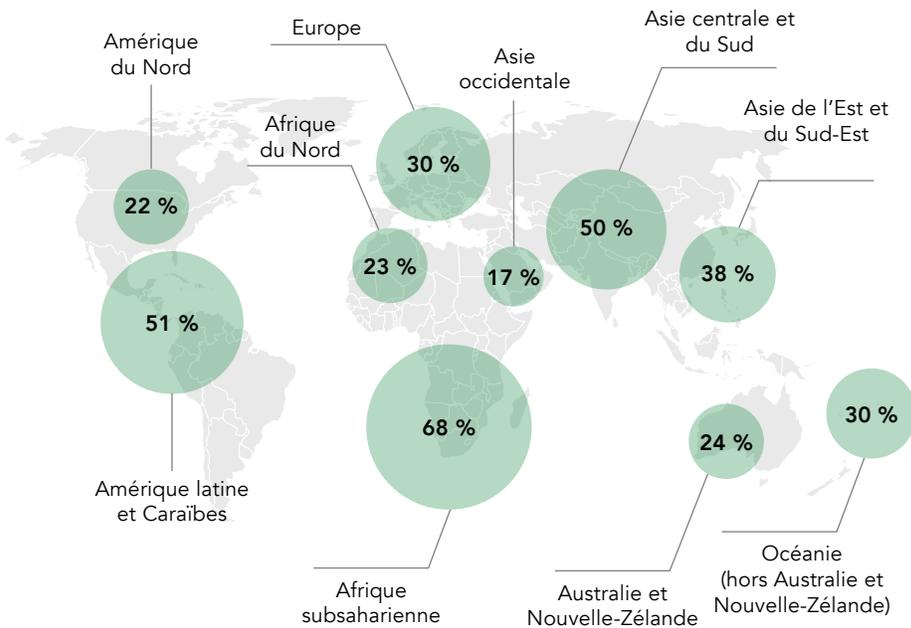
« La coalition d'action de Génération Égalité dédiée à l'action féministe pour la justice climatique a démontré la valeur réelle que revêtent la voix et la capacité d'action des femmes et des jeunes locaux pour faire progresser les ODD face aux défis urgents en matière de justice de genre liés aux crises climatiques, à la gouvernance foncière, à la sécurité alimentaire et au leadership politique. »

Esther Mwaura-Muiru, directrice du plaidoyer mondial pour Landesa et de la campagne « Stand for Her Land ».

sente une baisse d'environ 26 millions de dollars par rapport à l'année dernière, et 4 % (24 millions de dollars) sont déclarés comme dépensés, ce qui représente une augmentation par rapport aux 5 millions de dollars de 2023. Sur ce total, près de 34 millions de dollars seraient investis dans des OSC, soit une augmentation de plus de 29 millions de dollars par rapport à l'année dernière, et 169 000 dollars dans des organisations dirigées par des jeunes, soit une augmentation de 21 millions de dollars par rapport à l'année dernière. Cependant, seuls 35 000 dollars auraient été investis dans des organisations dirigées par des adolescents.

Les porteurs d'engagements ont également déclaré 65 politiques nouvelles ou révisées (17 de plus que l'année dernière), 224 initiatives de plaidoyer (58 de plus que l'année dernière) et 378 programmes mis en œuvre (157 de plus que l'année dernière). Sur le plan programmatique, GROOTS Kenya a mis en place huit comités de financement d'amorçage au niveau local, composés d'agriculteurs et de dirigeants locaux qui accordent des prêts aux agriculteurs dans les chaînes de valeur horticole, laitière et avicole. L'initiative Access to Markets continue d'accroître la résilience face aux effets du changement climatique et d'assurer la sécurité alimentaire en formant plus de 500 personnes et en accordant des prêts à des agricultrices locales dans le comté de Kitui. En ce qui concerne les activités de plaidoyer, le Gender in Geopolitics Institute, un groupe de réflexion dirigé par des jeunes, publie chaque mois un nouveau document de recherche sur les questions climatiques, fondé sur une approche intersectionnelle et sensible au genre. Ils rédigent des documents d'orientation thématiques sur l'eau, les combustibles fossiles et la gouvernance climatique, chacun ayant des effets croisés sur l'égalité des sexes et les droits des femmes.

RÉGIONS DE MISE EN ŒUVRE



LES ENGAGEMENTS EN CHIFFRES

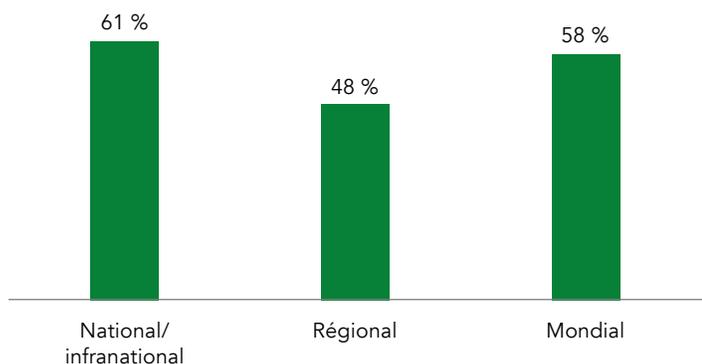


Histoire percutante de la coalition d'action

En avril 2024, un atelier de trois jours coorganisé par ONU Femmes, la Coalition d'action FACJ et d'autres intervenants^{xxxv}, a marqué une avancée significative dans la lutte contre le changement climatique et la promotion de la justice de genre en Afrique subsaharienne. L'atelier, intitulé « Equality in Climate Action : Planning for a Gender Inclusive Future in Africa » (L'égalité dans l'action climatique : planifier un avenir inclusif en Afrique) a réuni 115 participants de 34 pays, dont des représentants de gouvernements, d'organisations de la société civile, du système des Nations Unies et d'organisations dirigées par des jeunes dans le cadre de la Coalition d'action en matière de FACJ^{xxxvi}. L'objectif de cet atelier était de faciliter les échanges de bonnes pratiques et de souligner l'importance de la diversité des voix, en particulier celles de la société civile et des jeunes, pour la justice climatique.

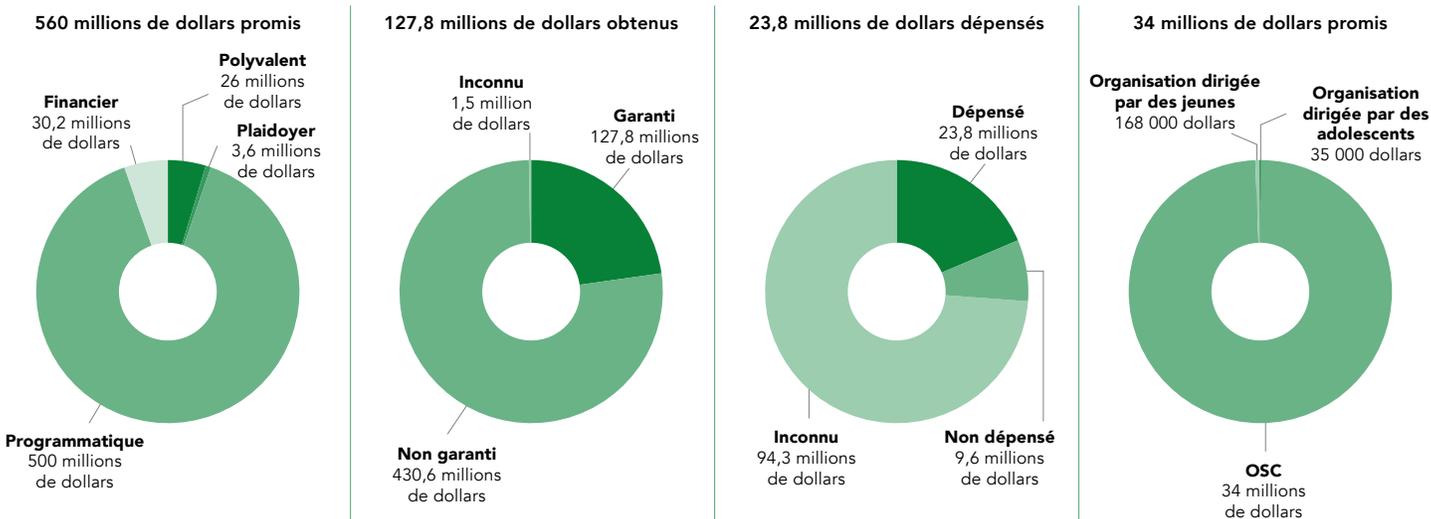
Les participants ont pris connaissance du programme de travail renforcé de Lima sur le genre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et de son plan d'action. Ils ont identifié des points d'entrée stratégiques pour intégrer les considérations de genre dans les contributions déterminées au niveau national qui seront révisées en 2025, les plans d'adaptation nationaux, le financement du climat et les négociations mondiales, qui sont essentiels pour élaborer des politiques climatiques nationales et infranationales inclusives et efficaces. L'atelier a non seulement renforcé les réseaux et accru la reconnaissance des perspectives et de l'expertise des communautés locales et des jeunes, y compris des défenseurs de première ligne, mais elle a également ouvert la voie à une collaboration et à un engagement continu dans les processus politiques nationaux et mondiaux. Les prochaines réunions de haut niveau, telles que la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29) et le 30^e anniversaire du Programme d'action de Beijing, seront autant d'occasions de poursuivre sur cette lancée.

NIVEAU DE PARTENARIAT DANS LES ENGAGEMENTS FACJ

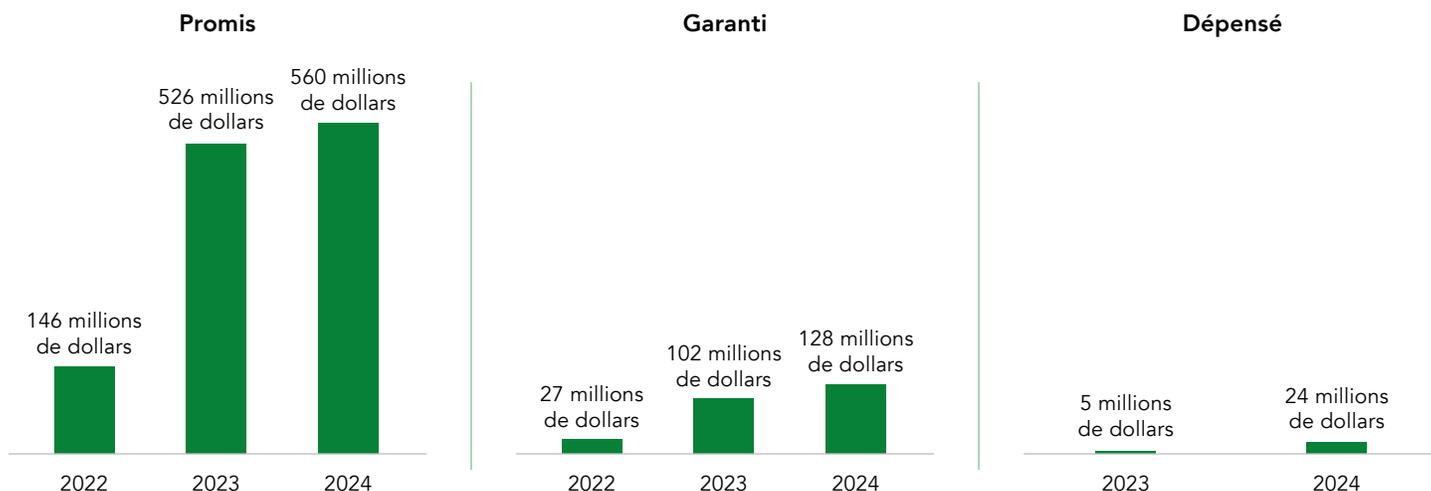


Les femmes autochtones de la vallée de Polochic, au Guatemala, nourrissent leurs familles, développent leurs entreprises et économisent plus que jamais. Photo : ONU Femmes/Ryan Brown

RÉPARTITION DES DONNÉES FINANCIÈRES PUBLIÉES



INVESTISSEMENTS AU FIL DU TEMPS – PROMIS, GARANTIS, DÉPENSÉS



TECHNOLOGIES ET INNOVATION POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES



Vision de la réussite

D'ici 2026, les femmes et les filles dans toute leur diversité auront des chances égales d'accéder, d'utiliser, de diriger et de concevoir en toute sécurité et de manière significative la technologie et l'innovation avec liberté d'expression, joie et potentiel illimité. Nous appelons à une responsabilité collective, en particulier de la part des gouvernements et des entreprises, pour développer des actions audacieuses pour l'égalité des sexes afin d'élargir les écosystèmes innovants, d'intégrer la transparence et la redevabilité dans la technologie numérique et de développer des économies numériques inclusives. Les actions prioritaires comprennent : réduire l'écart entre les sexes en matière d'accès et de compétences numériques ; accroître les investissements dans la technologie et l'innovation féministes ; bâtir des écosystèmes d'innovation inclusifs, transformateurs et responsables ; et mettre en œuvre des politiques et des solutions contre la violence et la discrimination fondées sur le genre en ligne et facilitées par la technologie.

Répartition des engagements, promesses, politiques et programmes

Cette année, 126 engagements en faveur des technologies et de l'innovation pour l'égalité des sexes ont été déclarés, soit 3 de plus que l'année dernière. Comme l'année dernière, le taux de déclaration s'élève à 64 % au niveau des engagements. Comme pour 2023, 15 % des engagements sont terminés, 85 % sont en cours, 3 % sont au stade de la planification et moins de 1 % n'ont pas encore commencé. Parmi les engagements encore à réaliser, 91 % sont en bonne voie et 7 % ne le sont pas.

La majorité des engagements en matière de technologies et d'innovation sont mis en œuvre en Europe et en Amérique du Nord (89 %) et en Afrique subsaharienne (60 %). La majorité des engagements signalés se concentrent en tout ou en partie sur la mise en œuvre de programmes (82 %), tandis que les engagements comportant une composante de plaidoyer représentent 53 %, 39 % sont liés à la réforme des politiques et seulement 15 % ont une composante de soutien financier.

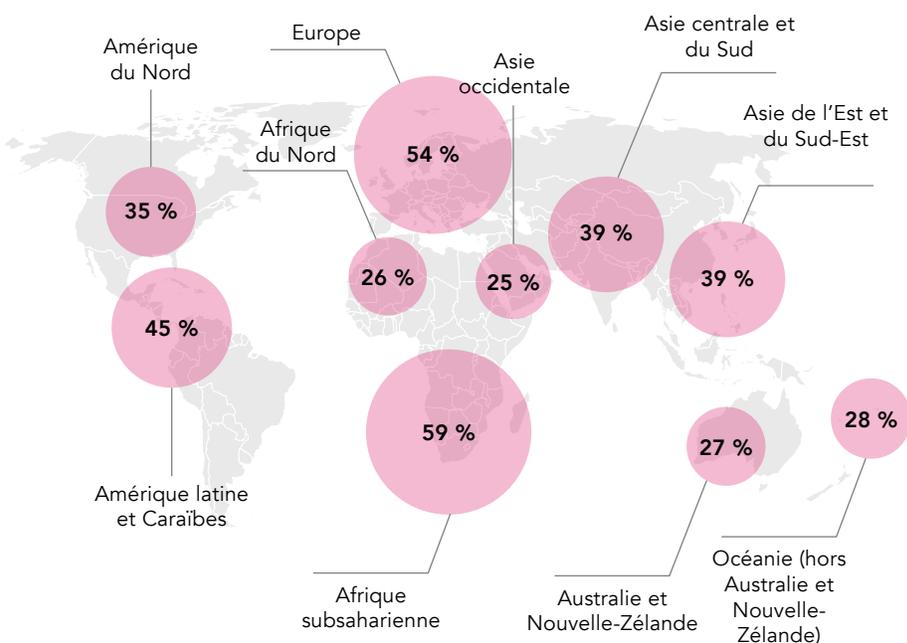
« Être un leader de Génération Égalité est au cœur du travail mondial de la Finlande en matière d'égalité des sexes. Nous apprécions en particulier la réponse multipartite du forum dans la lutte contre la violence basée sur le genre facilitée par les technologies ».

Ville Tavio, ministre finlandais du Commerce extérieur et du développement

Les porteurs d'engagements ont déclaré plus de 210 millions de dollars de promesses de dons à la Coalition d'action Technologies et innovation en 2024, contre 295 millions de dollars en 2023. Près de 71 % (149 millions de dollars) ont été déclarés comme obtenus, et 89 % du total garanti ont été dépensés (133 millions de dollars). Sur ce total, près de 18 millions de dollars ont été investis dans des OSC, un peu plus de 5 millions dans des organisations dirigées par des jeunes et près de 6 millions dans des organisations dirigées par des adolescents.

Les porteurs d'engagements indiquent que 82 politiques (63 de plus par rapport à 2023), 458 programmes (128 de plus par rapport à 2023) et 200 initiatives de plaidoyer (49 de plus que l'année dernière) ont été mis en œuvre. Par exemple, le programme de coopération entre l'université et le secteur privé arménien a fourni une formation de spécialisation en informatique à 779 participants, dont 324 femmes (42 %), 249 (77 %) provenant de la capitale arménienne Erevan et 75 (23 %) de zones régionales, s'alignant ainsi sur de nombreuses cibles des ODD. Parallèlement, les efforts de plaidoyer d'eTrade for Women comprenaient 28 initiatives de plaidoyer qui mettaient en évidence les défis de l'entrepreneuriat numérique des femmes, avec des événements clés tels qu'une conversation modérée au Sommet mondial des gouvernements et des sessions au Forum du Sommet mondial sur la société de l'information. Ces initiatives ont permis de contribuer à la sensibilisation à l'échelle mondiale et d'influencer les politiques pour soutenir les efforts des femmes dans le domaine du commerce numérique.

RÉGIONS DE MISE EN ŒUVRE



Pas de réponse
- 5 %

LES ENGAGEMENTS EN CHIFFRES

91%

sont en bonne voie

64%

soutiennent les communautés marginalisées

88%

bénéficient de partenariats nouveaux/élargis

30%

s'inscrivent dans le cadre d'un engagement collectif

403 000
dollars

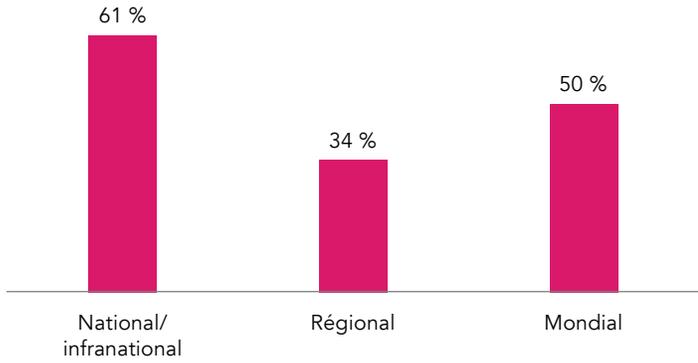
Montant supplémentaire dont ont besoin les organisations de jeunes et d'adolescents pour remplir leurs engagements non financiers

Histoire percutante de la coalition d'action

La Coalition d'action Technologies et innovation pour l'égalité des sexes a joué un rôle déterminant dans la promotion de la prise en compte de l'égalité entre les sexes dans toutes les politiques et tous les cadres numériques ainsi que dans la création d'un espace unique de dialogue multipartite. En septembre 2022, lors de la 77^e Assemblée générale des Nations Unies, la Coalition d'action a lancé une « année d'action » et formulé une déclaration commune signée par plus de 150 organisations afin de placer l'égalité des sexes au cœur du Pacte numérique mondial. Dans les mois qui ont suivi, plusieurs initiatives ont été organisées conjointement pour renforcer les messages clés élaborés par la coalition et ses partenaires, notamment des événements de haut niveau à l'occasion de la Commission de la condition de la femme à New York, de la Conférence « Les femmes donnent la vie » à Kigali et du forum sur la gouvernance de l'Internet à Kyoto. Lors de l'événement à mi-parcours de Génération Égalité, en marge de la 78^e Assemblée générale des Nations Unies, un groupe restreint de gouvernements (dont l'Arménie, le Canada, le Chili, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la Géorgie, l'Islande, le Mexique et le Rwanda) se sont engagés à travailler ensemble et avec toutes les parties prenantes pour intégrer la dimension de genre dans l'ensemble des objectifs du PNM lors des prochaines négociations.

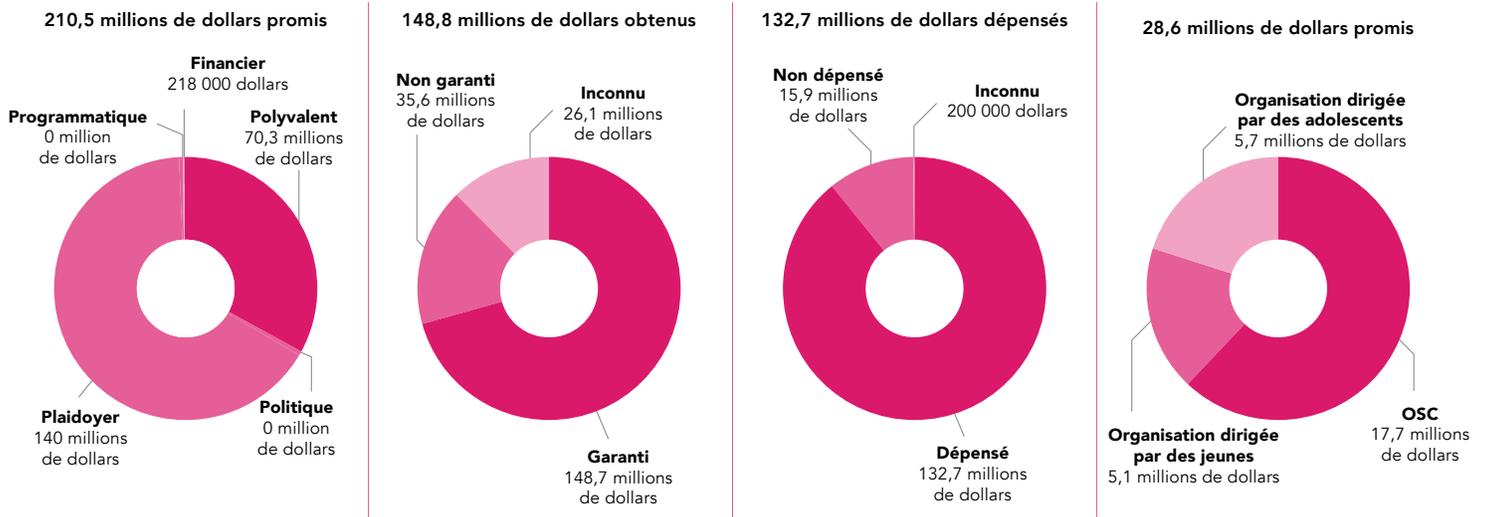
Simultanément, la Coalition d'action a également uni ses forces à celles des OSC et de l'UNFPA pour élaborer une série de principes en vue de l'adoption d'un PNM féministe. Cela a permis de mettre en relation les parties prenantes de tous les secteurs et d'organiser des dialogues sur les mesures pouvant être prises par les entités gouvernementales, la société civile et l'industrie pour favoriser une approche sensible au genre de la coopération numérique qui intègre les droits humains dans le développement technologique et garantit que les processus de transformation numérique sont inclusifs et équitables.

NIVEAU DE PARTENARIAT DANS LES ENGAGEMENTS T&I

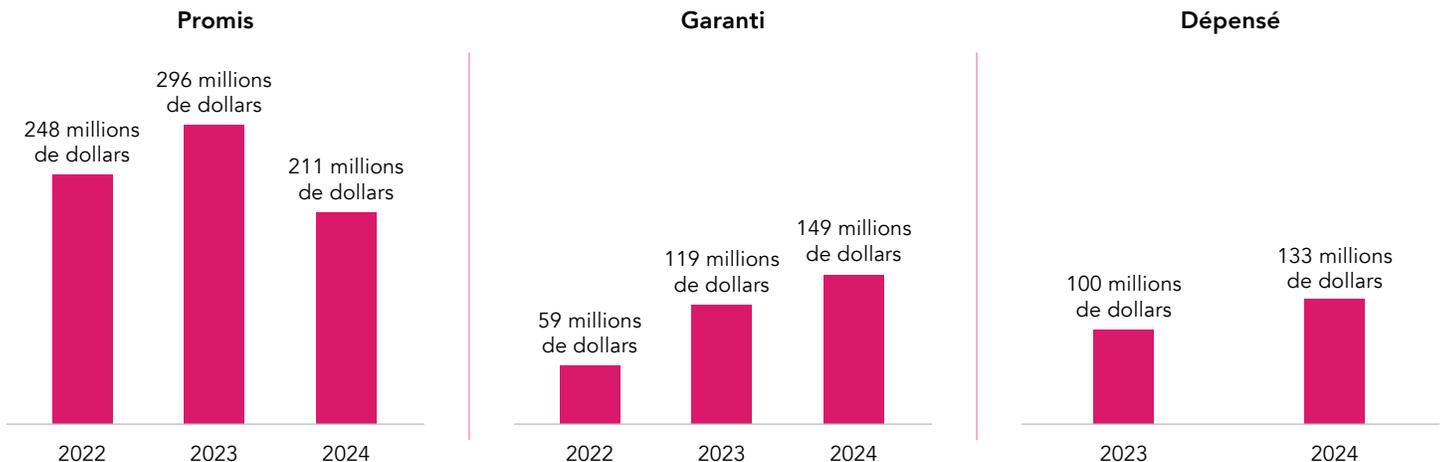


Le bonheur se lit sur le visage d'une Égyptienne qui a reçu sa carte nationale d'identité.
Photo : ONU Femmes/Fatma Elzahraa Yassin

RÉPARTITION DES DONNÉES FINANCIÈRES PUBLIÉES



INVESTISSEMENTS AU FIL DU TEMPS – PROMIS, GARANTIS, DÉPENSÉS



LEADERSHIP ET MOUVEMENTS FÉMINISTES



Vision de la réussite

La Coalition d'action Leadership et mouvements féministes a imaginé que d'ici 2026, les dirigeantes et militantes féministes, les défenseuses des droits humains des femmes, ainsi que leurs mouvements et organisations, seront renforcés, pleinement financés et soutenus. Les actions prioritaires comprennent : l'augmentation du soutien financier, juridique et politique aux mouvements et organisations féministes ; le renforcement et la protection de l'espace civique pour les défenseurs des droits humains des femmes, l'action féministe, l'organisation et la mobilisation ; la progression de la représentation substantielle et la participation significative, ainsi que du leadership et du pouvoir de décision des femmes, des filles, des personnes trans, intersexuées et non binaires ; et le renforcement des mouvements et organisations de jeunes féministes et de filles dans toute leur diversité.

Répartition des engagements, promesses, politiques et programmes

Au total, 166 engagements en matière de leadership et de mouvements féministes ont été signalés cette année (54 % au niveau de l'engagement, soit le même qu'en 2023). Parmi eux, 10 % sont achevés (7 points de pourcentage de plus que l'année dernière), 82 % sont en cours (4 points de pourcentage de moins), 2 % sont au stade de la planification (5 points de pourcentage de moins) et 2 % n'ont pas encore commencé (1 point de pourcentage de moins)^{xxxvii}. Parmi les engagements qui n'ont pas encore été réalisés, 88 % sont en bonne voie et 8 % ne le sont pas^{xxxviii}.

Comme dans l'enquête 2023, une grande partie des engagements en matière de leadership et de mouvements féministes déclarés se trouvent en Afrique subsaharienne (54 %), suivie de l'Asie centrale et du Sud (51 %) et de l'Asie de l'Est et du Sud-Est (42 %). Quelque 73 % des engagements comportent un volet plaidoyer (soit 8 points de pourcentage de plus que l'année dernière) et 62 % un volet programmatique (soit 3 points de pourcentage de moins). Comme l'année dernière, 42 % d'entre eux comportent un volet politique et 28 % un volet financier.

Les porteurs d'engagements ont promis environ 1,7 milliard de dollars à la Coalition d'action Leadership et mouvements féministes, ce qui correspond aux investissements de 2023. Ce montant comprend 943 millions de dollars garantis (57 %), contre 1,5 milliard de dollars en 2023. En outre, 466 millions de dollars (49 % du montant total garanti) ont été déclarés dépensés, contre 413 millions de dollars en 2023. Sur ce total, plus de

« Génération Égalité a renforcé notre mouvement, permettant aux femmes autochtones d'exprimer leurs points de vue et de plaider en faveur d'une prise de décision inclusive dans les forums internationaux. »

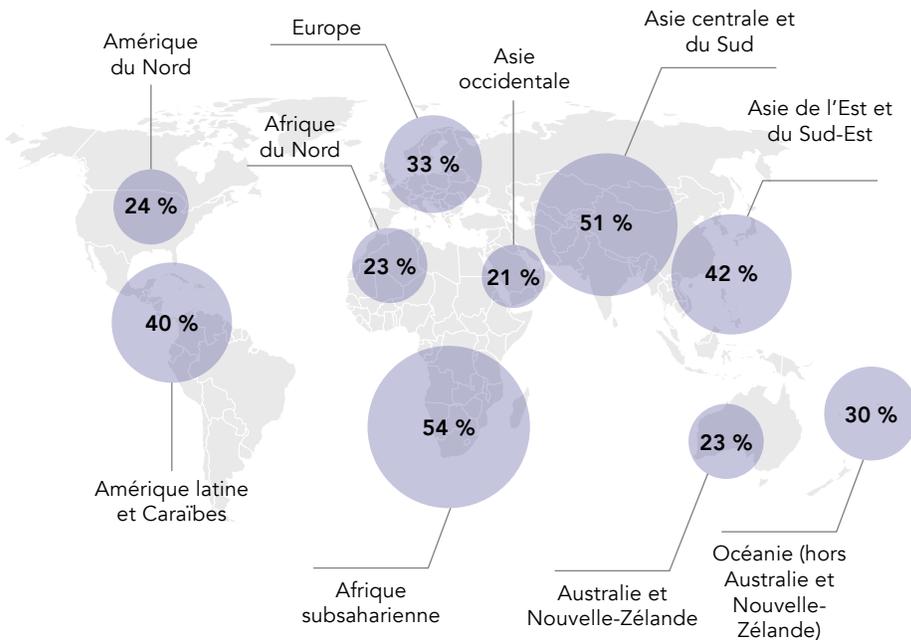
Cristina et Rosenda, représentantes de l'ANPMI Asamblea Nacional Política de Mujeres Indígenas – Assemblée politique nationale des femmes autochtones

800 millions de dollars seraient investis dans des OSC (50 millions de dollars de plus que l'année dernière), 15 millions de dollars dans des organisations dirigées par des jeunes (10,1 millions de dollars de plus) et 25 millions de dollars dans des organisations dirigées par des adolescents.

Les porteurs d'engagements ont également déclaré 120 politiques nouvelles ou révisées (20 de plus que l'année dernière), 725 initiatives de sensibilisation (198 de plus que l'année dernière) et 894 programmes (550 de plus que l'année dernière) mis en œuvre ou initiés. Il s'agit notamment de programmes de soutien à la participation et au leadership des femmes ou des adolescentes visant à augmenter la part des femmes occupant des postes de direction. Par exemple, au Rajasthan, en Inde, Rise Up a responsabilisé 24 leaders qui ont formé et mobilisé 2 326 filles pour défendre leurs droits, mobilisant plus de 63 036 membres de la communauté et réalisant huit initiatives programmatiques importantes. Ces efforts ont conduit à des améliorations structurelles de l'éducation et des droits des filles, touchant 955 263 personnes. Parmi les réalisations notables, citons la protection de 211 621 adolescentes contre la violence basée sur le genre et le mariage précoce dans le district de Rajsamand, au Rajasthan, en Inde. Parallèlement, l'EuroCentralAsian Lesbian* Community, l'un des dirigeantes de la Coalition d'action Leadership et mouvements féministes, a réussi à influencer les politiques de l'Union européenne en matière de droits LGBTQI+ et d'égalité des genres par le biais de 10 initiatives de plaidoyer, notamment en contribuant à la directive sur la transparence des rémunérations (en 2023) et à la directive sur la violence à l'égard des femmes (en 2024). Elle a par ailleurs participé aux évaluations de la stratégie actuelle sur les droits LGBTQI+ et l'égalité des genres.

Au moins 124 engagements en matière de leadership et de mouvements féministes soutiendraient des communautés marginalisées (50 de moins que l'année dernière), ce qui représente 13 % du nombre total d'engagements soutenant ces groupes. Quelque 83 % des engagements en la matière auraient permis de mobiliser de nouveaux partenaires à la suite

RÉGIONS DE MISE EN ŒUVRE



Pas de réponse – 2 %

LES ENGAGEMENTS EN CHIFFRES

88%

sont en bonne voie

75%

soutiennent les communautés marginalisées

83%

bénéficient de partenariats nouveaux/élargis

40%

s'inscrivent dans le cadre d'un engagement collectif

539 000
dollars

Montant supplémentaire dont ont besoin les organisations de jeunes et d'adolescents pour remplir leurs engagements non financiers

de leur mise en œuvre (soit 5 points de pourcentage de plus que l'année dernière). Parmi ces partenariats, 63 % sont nationaux ou infranationaux, 44 % régionaux et 62 % mondiaux. En outre, 40 % des engagements de

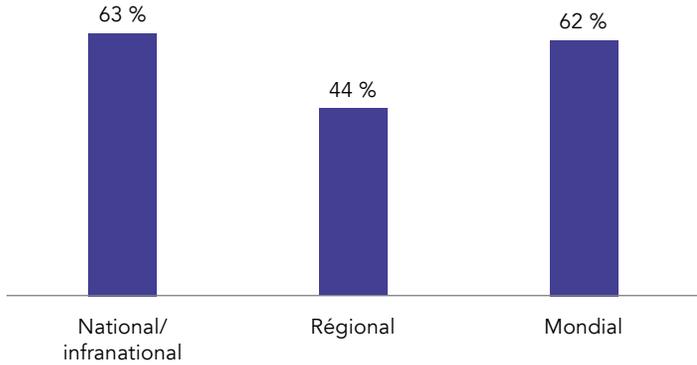
cette coalition s'intègrent dans des engagements collectifs (soit une augmentation de 3 points de pourcentage par rapport à l'année dernière).

Histoire percutante de la coalition d'action

Le modèle de gouvernance distinct de la Coalition d'action Leadership et mouvements féministes, dans lequel les coprésidents et les dirigeants FML dirigent la prise de décision et la réflexion collectives, permet une action collective avec les acteurs locaux et nationaux et de première ligne. La coalition d'action a réalisé des progrès significatifs en matière de représentation des femmes dans le processus décisionnel en collaborant à la rédaction de la recommandation générale n° 40 du Comité pour l'élimination de la discrimination contre les femmes (CEDAW). Elle souligne la nécessité d'une représentation égale et inclusive des femmes, conformément au plan directeur sur le FML, et reconnaît que la participation des femmes est essentielle à la démocratie, au développement durable et à la paix. Les dirigeants de la Coalition d'action FML sont à l'origine d'une contribution écrite détaillée pour la Recommandation générale n° 40, un processus hautement collaboratif, qui souligne l'importance de la mise en œuvre de la CEDAW, faisant le lien entre l'égalité des sexes, la justice, les mouvements de femmes solides et une approche intersectionnelle du leadership. Ils ont également organisé un événement à la CSW 2024 sur le même sujet. Il s'agissait de la première position commune émise par la coalition FML, créant un précédent pour une action unifiée au sein de la coalition. La coalition FML a ensuite organisé des réunions d'information sur la CEDAW, des panels et des événements parallèles pour atteindre ses objectifs. Elle a activement engagé des groupes régionaux et communautaires et des voix diverses, y compris des femmes autochtones et des femmes handicapées, pour aider à relever les défis régionaux uniques et à mettre l'accent sur les perspectives intersectionnelles.

L'approche de partenariat multipartite de Génération Égalité a renforcé les efforts de la coalition, en consolidant la soumission de la Recommandation générale n° 40 et en forgeant un objectif commun. Cette collaboration a souligné le rôle essentiel du leadership féministe dans la réalisation de la parité hommes-femmes et de la prise de décision inclusive, conformément aux objectifs de Beijing +30 et du Sommet de l'avenir. L'engagement continu avec le Comité CEDAW garantira que les principes de parité et d'intersectionnalité restent centraux. En 2024, la Coalition d'action FML adaptera les actions de la Recommandation générale n° 40 et mobilisera davantage de parties prenantes pour faire avancer ces objectifs.

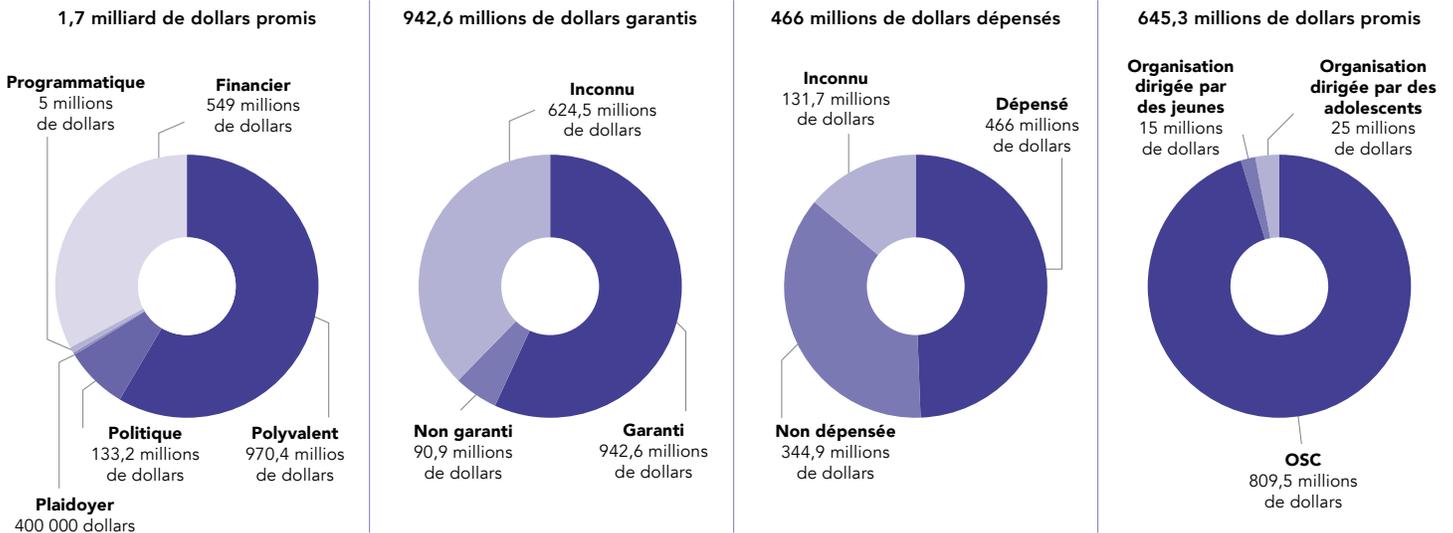
NIVEAU DE PARTENARIAT DANS LES ENGAGEMENTS FML



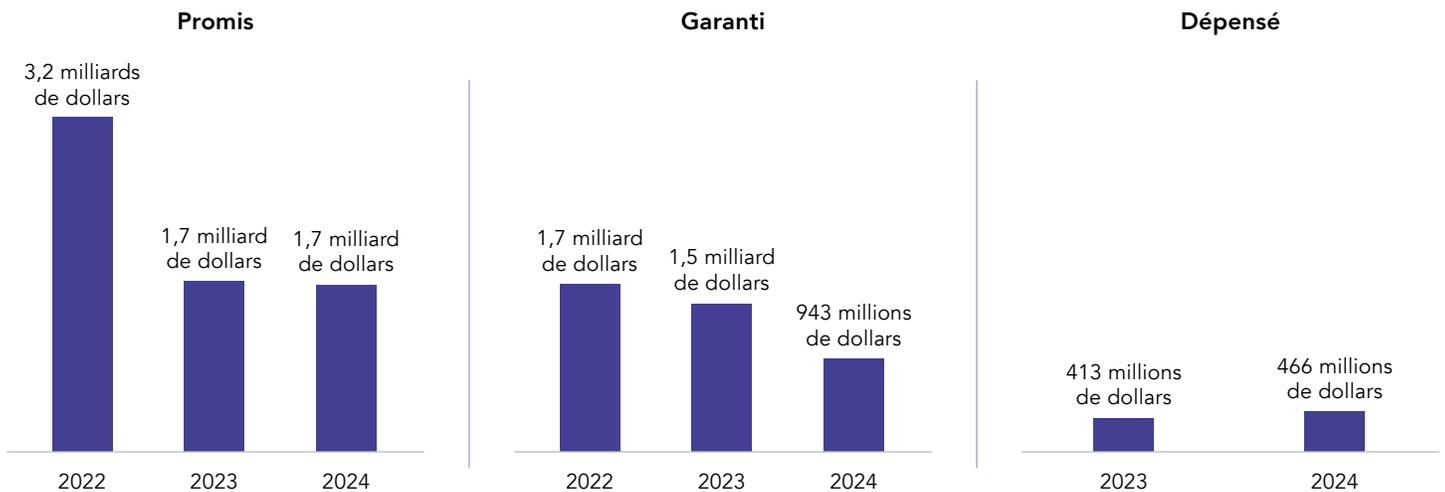
Événement à mi-parcours de l'initiative Génération Égalité, siège de l'ONU, 2023.

Photo : ONU Femmes/Ryan Brown

RÉPARTITION DES DONNÉES FINANCIÈRES PUBLIÉES



INVESTISSEMENTS AU FIL DU TEMPS – PROMIS, GARANTIS, DÉPENSÉS





Au Malawi, un dialogue intergénérationnel a réuni de jeunes activistes chevronnées, des groupes de femmes et des leaders féministes pour créer un réseau, tandis que plus de 1 100 personnes ont participé au lancement national des 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre, avec des danses traditionnelles, de la poésie, du théâtre et une marche de solidarité menée par la fanfare de la police nationale.

Photo : ONU Femmes/Faith Mvula

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

L'enquête de redevabilité 2024 de Génération Égalité et le cadre de rapport du Pacte FPS-AH montrent que Génération Égalité a favorisé la création de partenariats, augmenté les investissements et obtenu des résultats à fort impact en peu de temps. Pour obtenir un impact encore plus important, les actions suivantes sont recommandées :

1

Soutenir la mise en œuvre et l'engagement

Les porteurs d'engagements doivent maintenir la dynamique favorable et l'impact qu'ils ont obtenu jusqu'à présent. À l'approche de l'échéance initiale de 2026, ils doivent poursuivre leurs efforts pour accélérer la mise en œuvre afin d'atteindre les objectifs qu'ils se sont initialement fixés. Étant donné que les engagements financiers permettent le succès des engagements politiques, programmatiques et de plaidoyer, il convient de leur accorder la priorité, notamment en comblant l'écart entre les montants promis, garantis et dépensés.

2

Encourager les collaborations inclusives

Forger des partenariats nouveaux et innovants en engageant les OSC, les gouvernements, les organisations multilatérales et non gouvernementales, via la promotion des efforts collectifs. La collaboration multipartite est l'un des points forts de Génération Égalité et doit demeurer l'une des principales méthodes de travail. Il s'agit, par exemple, de renforcer considérablement la collaboration avec les organisations dirigées par des jeunes et des adolescents dans les domaines politique et financier, et de travailler avec les hommes et les garçons pour faire évoluer les normes sociales.

3

Renforcer le suivi pour assurer la redevabilité et une plus grande collaboration

Maintenir l'accent mis sur la redevabilité et les déclarations en 2024 en continuant à investir davantage dans les processus de suivi afin d'évaluer les progrès et l'impact, et de produire des éléments probants pour soutenir la prise de décision. Un suivi plus rigoureux permettra également de documenter et de communiquer aux parties prenantes les avantages divers et concrets de la participation à Génération Égalité, ce qui pourrait conduire à des engagements plus importants et à l'arrivée de nouvelles parties prenantes.

4

Planifier l'avenir

Reconnaître le rôle central de Génération Égalité dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et élaborer des stratégies pour son avenir. Étant donné que 94 % des porteurs d'engagements préconisent la poursuite de l'initiative au-delà de 2026, les discussions sur l'avenir de Génération Égalité doivent commencer dès maintenant, en s'appuyant sur l'approche novatrice de sa création en 2021 et sur les partenariats et les résultats obtenus jusqu'à présent, ainsi qu'en tirant les leçons de ces trois dernières années.

NOTE TECHNIQUE

La collecte de données par le biais d'une enquête en ligne présente intrinsèquement plusieurs limites. Le caractère volontaire et autodéclaré des réponses signifie que les informations collectées ne sont ni vérifiées ni complètes.

Les invitations à l'enquête contenant les liens vers l'enquête ont été envoyées par courrier électronique. Cependant, certains emails ne sont pas parvenus aux répondants prévus pour diverses raisons, telles que des courriers arrivés dans le dossier des indésirables, l'envoi à des contacts qui ne travaillent plus pour l'organisation ou l'envoi à des contacts qui n'étaient pas les répondants appropriés pour l'enquête. En outre, certaines organisations invitées n'existent plus ou ont changé de nom, ce qui a eu une incidence sur le taux de réponse observé. Par conséquent, le taux de réponse réel de l'enquête est plus élevé que le taux observé.

La plateforme d'enquête limitait les réponses textuelles à 750 caractères. Pour permettre des réponses plus longues, un champ de texte supplémentaire s'est ouvert lorsque le champ original était presque rempli. Ce champ de texte supplémentaire était également souvent

rempli au maximum de sa capacité. Par conséquent, les futures enquêtes pourraient bénéficier de l'ajout de champs de texte supplémentaires.

Parmi toutes les organisations enregistrées, celles qui n'ont pas pu être jointes depuis 2021 n'ont pas été invitées à participer à l'enquête. L'échantillon final inclus dans l'analyse se compose de 955 organisations.

La plupart de ces limitations ont été atténuées par la mise en œuvre d'une gestion ciblée de l'enquête dès son lancement. Les efforts ont consisté à contacter les organisations qui n'avaient pas ouvert leurs enquêtes pour confirmer qu'elles l'avaient en effet reçue et à renvoyer les liens de l'enquête aux adresses électroniques corrigées. Bien que l'enquête ne soit pas parvenue à toutes les organisations, un taux de réponse de 71 % a été enregistré.

Les histoires percutantes s'appuient sur les données et les informations de l'enquête 2024, tandis que les histoires percutantes des coalitions d'action sont cocrées par les dirigeants de chacune des coalitions thématiques.

ANNEXE I : LISTE DES ENGAGEMENTS COLLECTIFS DE GÉNÉRATION ÉGALITÉ

- Élargissement de la prévention fondée sur des données probantes de la violence basée sur le genre
- Accélérer l'action mondiale pour mettre fin aux pratiques néfastes contre les femmes et les filles dans toute leur diversité
- Élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail
- Pratiques policières tenant compte des questions de genre, le programme commun d'Advocacy Accelerator
- Amélioration de l'accès aux services essentiels pour les survivantes de violence basée sur le genre
- Alliance mondiale pour les soins
- Le collaboratif 2X
- L'initiative de Charlotte Maxeke en faveur de la justice et des droits économiques des femmes africaines
- Élargissement de l'accès à un avortement sécurisé
- Le partenariat mondial pour promouvoir l'éducation complète à la sexualité
- Facilitation de l'accès équitable aux marchés pour la santé reproductive
- L'alliance autour des données sur le genre et l'environnement
- Convergence des actions menées par les collectifs féministes pour une planète juste et saine
- Fonds pour l'élargissement des solutions climatiques équitables du point de vue du genre
- Intensification des actions visant à lutter contre la violence basée sur le genre et les changements climatiques
- Actions pour la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) et la justice climatique
- Nos territoires et les changements climatiques
- Mobilisation de ressources pour des actions féministes en faveur de la justice climatique
- Plateforme pour des politiques vertes tenant compte des questions de genre
- Les technologies dont nous avons besoin
- Alliance régionale pour l'accès des femmes aux technologies numériques en Amérique latine et dans les Caraïbes
- Fonds pour les résultats d'équité en connaissances numériques
- Leur monde numérique et les solutions d'apprentissage
- Créer conjointement une alliance mondiale pour des mouvements féministes durables
- Financer les mouvements et le leadership féministes
- Mise en œuvre de pratiques féministes
- Soutien aux défenseurs des droits humains des femmes
- Identification des lacunes en données et des indicateurs pour les mouvements féministes

NOTES DE FIN

- i L'Allemagne comprend le Ministère fédéral de la coopération économique et du développement et le Ministère fédéral des affaires étrangères. Le nombre d'organisations s'élevé donc à 224, tandis que le nombre de signataires est de 225.
- ii ONU Femmes et DESA (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies), Division de la statistique, 2023. *Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2024*.
- iii UNESCO. 2024. *The price of inaction: the global private, fiscal and social costs of children and youth not learning* - UNESCO Digital Library.
- iv FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2023. *La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires*.
- v Partenariat mondial pour l'inclusion numérique. 2024. *Connected Resilience: Gendered Experiences of Meaningful Connectivity through a Global Pandemic*. Partenariat mondial pour l'inclusion numérique.
- vi Organisation des Nations Unies. 2024. *Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des ODD*.
- vii Au total, 960 porteurs d'engagements représentant 1 943 engagements, dont les coordonnées sont valides, ont reçu l'enquête sur les engagements en 2024.
- viii Plusieurs réponses à cette question étaient possibles. Par conséquent, le total des pourcentages peut être supérieur à 100 %.
- ix https://wphacompact.org/wp-content/uploads/2022/09/WPS-HA-Compact_Framework-FR-Web.pdf
- x Pour 6 % des engagements, cette question est restée sans réponse.
- xi Les informations financières présentées dans cette section sont basées uniquement sur les engagements qualifiés de financiers, qu'ils soient exclusifs ou combinés à des composantes politiques, programmatiques et/ou de plaidoyer.
- xii Pour 3 % des engagements, cette question est restée sans réponse.
- xiii La réduction de 2 milliards de dollars depuis 2023 est attribuée aux organisations qui ont fait part de leurs engagements dans l'enquête de 2023, mais qui n'ont pas participé à l'enquête de cette année.
- xiv La question concernant le soutien aux communautés marginalisées autorisait les choix multiples, ce qui signifie que la valeur financière d'un engagement serait comptabilisée pour chaque communauté marginalisée sélectionnée par le répondant.
- xv Les 1 % restants sont des engagements politiques pour lesquels aucun stade de mise en œuvre n'a été sélectionné.
- xvi Ces questions de l'enquête offraient aux répondants des choix multiples. Par conséquent, chaque personne interrogée pouvait choisir plus d'une réponse. Les pourcentages décrits représentent la proportion des répondants qui ont choisi chaque option, et non la proportion des réponses totales. Le pourcentage cumulé est donc supérieur à 100 %.
- xvii Les 3 % restants comprennent des engagements en matière de plaidoyer pour lesquels aucun stade de mise en œuvre n'a été sélectionné.
- xviii Ce décompte des partenariats est basé sur le nombre d'engagements pour lesquels de nouveaux partenariats ont été déclarés. Cette question de l'enquête offrait aux répondants des choix multiples. Par conséquent, il ne reflète pas le nombre net de partenariats établis dans le cadre de Génération Égalité.
- xix Cette question de l'enquête offrait aux répondants des choix multiples. Par conséquent, chaque personne interrogée pouvait choisir plus d'une réponse. Les pourcentages décrits représentent la proportion des répondants qui ont choisi chaque option, et non la proportion des réponses totales. Le pourcentage cumulé est donc supérieur à 100 %.
- xx Cette question de l'enquête offrait aux répondants des choix multiples. Par conséquent, chaque personne interrogée pouvait choisir plus d'une réponse. Les pourcentages décrits représentent la proportion des répondants qui ont choisi chaque option, et non la proportion des réponses totales. Le pourcentage cumulé est donc supérieur à 100 %.
- xxi ONU Femmes. 2023. *Case Study: Fostering Collaboration Through Collective Commitments*.
- xxii TANGO, fondée en 1983, est l'organisation mère des organisations non gouvernementales opérant en Gambie. L'association a été fondée par un groupe d'organisations non gouvernementales soucieuses d'éviter la duplication des efforts et de minimiser les conflits et la concurrence.
- xxiii ONU Femmes et DESA (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies), Division de la statistique, 2023. *Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2024*.
- xxiv Il s'agit des processus de paix conduits, co-dirigés et soutenus par les Nations Unies.
- xxv SIPRI (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm). 2022. Fact Sheet « Trends in World Military Expenditure ».
- xxvi Pour plus de détails, voir <https://wphacompact.org/accountability-report-2024/>. Les signataires ont déclaré une estimation initiale de 24,8 millions de femmes et de filles atteintes en 2023. Certains signataires vérifient encore le nombre total de femmes et de filles touchées et, par conséquent, ce nombre devrait augmenter.
- xxvii La période de référence du Pacte s'étend de janvier à décembre 2023.
- xxviii Le montant total dépensé par les signataires reflète ce qui a été rapporté à travers les piliers thématiques. Ces valeurs financières sont des estimations prudentes, car les rapports descriptifs fournis par les signataires suggèrent des investissements financiers supplémentaires qui ne sont pas pris en compte dans les champs de valeur financière.
- xxix Grâce à la collaboration Sud-Sud, les pays en développement partagent leurs connaissances, leurs compétences, leur expertise et leurs ressources pour atteindre leurs objectifs de développement. Une autre modalité de la coopération Sud-Sud est la coopération triangulaire, dans laquelle les pays donateurs traditionnels et les organisations multilatérales facilitent les initiatives Sud-Sud en fournissant des financements, des formations, des systèmes de gestion et de technologie, ainsi que d'autres formes de soutien. <https://www.un.org/fr/observances/south-south-cooperation-day>
- xxx Ces informations ont été collectées au moyen de nouvelles questions thématiques dans l'enquête sur la redevabilité 2024.
- xxxi Le lien entre les engagements des coalitions d'action et les piliers thématiques du Pacte FPS-AH doit être interprété avec prudence, car ces informations sont déclarées par les porteurs d'engagements concernant des activités en dehors du champ d'application de leurs engagements suivis de Génération Égalité. Aucun processus de vérification n'a été mis en place.

- xxxii Cette réduction est attribuée aux porteurs d'engagements qui ont déclaré en 2023 mais n'ont pas déclaré cette année.
- xxxiii Parmi les intervenants figuraient des dirigeants de la Coalition d'action EJR et des porteurs d'engagements tels que l'Allemagne, la Commission Huairou, la Confédération syndicale internationale, l'Equimundo, la Fédération de Bosnie-Herzégovine, le Mexique et le Royaume-Uni, ainsi que des parties prenantes de l'Alliance mondiale pour l'engagement collectif en faveur de la protection de l'environnement.
- xxxiv Les 2 % d'engagements restants en matière de SDSR n'ont pas spécifié de stade de mise en œuvre dans l'enquête de cette année.
- xxxv Les co-organiseurs de l'atelier étaient ONU Femmes, la Coalition d'action en matière de FACJ de Génération Égalité, le PNUD et les centres de collaboration régionale de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.
- xxxvi Comme le Rural Women Network, l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement, Oxfam, la campagne Stand for Her Land, Landesa, Plan International, FEMNET, GROOTS Kenya, Spring of the Arid and Semi-Arid Lands, l'Union internationale pour la conservation de la nature et le Programme des Nations Unies pour l'environnement.
- xxxvii Parmi eux, 4 % n'ont pas répondu à la question.
- xxxviii Parmi eux, 4 % n'ont pas répondu à la question.

